6/4/25
OFF
A11E8
G3/57
TS

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 4 AVRIL 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 4TH APRIL, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication.

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE.*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

118472

qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaqué semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 1097

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of $7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 1098

Lettres patentes

"Balcer Glove Manufacturing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1925, constituant en corporation: Eugène Balcer, Henry-Arthur Balcer, Louis-Fernand Balcer, manufacturiers, et Loyola Bernaquez, caissier, tous des cité et district des Trois-Rivières, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme fabricants de gants et comme marchands de gants, articles et effets en cuir, cuirs à chaussure et toutes autres affaires qui s'y rattachent;

Faire affaires comme tanneurs et comme marchands de laine;

Acheter comme industrie en opération l'actif et le commerce présentement exercé par "Balcer Glove Manufacturing Company", des Trois-Rivières, P. Q.

Faire le commerce de valeurs avec le droit de prélever les deniers sur telles valeurs ou sur la partie non appelée des valeurs de cette compagnie;

Agir comme entreposeurs avec le droit d'émettre des récépissés d'entrepôts, sous le nom de "Balcer Glove Manufacturing Company, Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille piastres ($149,000.00), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1635

Letters patent

"Balcer Glove Manufacturing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of March, 1925, incorporating : Eugène Balcer, Henry Arthur Balcer, Louis Fernand Balcer, manufacturers, and Loyola Bernaquez, cashier, all of the city and district of Three Rivers, for the following purposes:

Carry on business as glove manufacturers and dealers in gloves, leather goods and fabrics, shoe leathers and all other business incidental thereto;

To carry on business as tanners and dealers in wools;

To purchase as a going concern the assets and business presently carried on by the Balcer Glove Manufacturing Company, of Three Rivers, P. Q.

To deal in securities with the right of raising money on same or on the uncalled portion of the securities of this company;

Act as warehouse men and with the right of issuing warehouse receipts, under the name of "Balcer Glove Manufacturing Company, Limited", with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars ($149,000.00), divided into one thousand four hundred and ninety (1,490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of March, 1925.

C. J. SIMARD.
Assistant Provincial Secretary.

1636

"Canadian & Scotch Woollen Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1925, constituant en corporation: John-Perley Wells, Walter-Harold Lynch et Kenneth-Albert Wilson, tous avocats, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, pour les fins suivantes:

Acquérir et assumer comme industrie exploitée le commerce présentement exercé à Sherbrooke, dans la province de Québec, sous les nom et raison sociale de "Canadian & Scotch Woollen Co.", la totalité ou partie de l'actif et du passif du propriétaire de tel commerce en rapport avec icelui, et les payer par l'émission d'actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel de cette compagnie;

Faire le commerce de tailleurs en gros et en détail; d'un magasin à rayons en gros et en détail; faire généralement les affaires d'un marchand; faire la totalité ou aucune des affaires de marchands de nouveautés, manufacturiers de marchandises sèches, manchonniers, drapiers, merciers, bonnetiers, manufacturiers, exportateurs et importateurs, commerçants en gros et en détail de toutes sortes de tissus, cuir, habits, vêtements pour hommes, femmes et enfants, fabricants de chaussures, manufacturiers et importateurs, commerçants en gros et en détail d'articles en cuir;

Acheter, vendre, manufacturer et réparer, modifier et échanger, louer ou affermer, importer et faire le commerce de toutes sortes d'effets et d'articles qui peuvent être requis pour les fins d'aucun desdits commerces, ou ordinairement fournis par des personnes s'occupant d'aucun de ces commerces ou dont elles peuvent profitablement trafiquer en rapport avec lesdits commerces;

Acquérir et assumer comme industrie en cours toutes affaires ou opérations, ou toute partie d'icelles, présentement exercées ou qui seront exercées par toute personne, firme ou corporation s'occupant ou employée pour s'occuper de toutes affaires dans les limites des pouvoirs de cette compagnie, et les payer totalement ou partiellement en argent ou totalement ou partiellement avec des actions de la compagnie;

Solliciter, acheter ou acquérir autrement toutes patentes ou inventions, marques de commerce ou droits, ou autres privilèges semblables se rapportant ou considérés utiles aux affaires de la compagnie, et les vendre ou en disposer autrement, si la compagnie le juge à propos;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toute convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Prendre, acheter ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie

"Canadian & Scotch Woollen Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1925, incorporating: John Perley Wells, Walter Harold Lynch, and Kenneth Albert Wilson, all advocates, of the city of Sherbrooke, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business now carried on at Sherbrooke, in the Province of Quebec, under the style or firm of "Canadian & Scotch Woollen Co.", and all or any of the assets and liabilities of the proprietor of that business in connection therewith, and to pay for same by the issuing of fully paid up and non assessable shares of this company;

To carry on the business of wholesale and retail tailoring; wholesale and retail Departmental store; to carry on generally the business of a merchant; to carry on any or all business of dry goods merchants, dry goods manufacturers, furriers, clothiers, haberdashers, hosiers, manufacturers, exporters and importers, wholesale and retail dealers of and in all kinds of fabrics, leathers, dresses, men's, women's and children's clothes, boots and shoe makers, manufacturers and importers, and wholesale and retail dealers of and in leather goods;

To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export, and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purposes of any of the said businesses, or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business, or which may seem capable of being profitably dealt with in connection with any of the said businesses;

To acquire and take over as a going concern any business or operations, or any part thereof now or hereinafter carried on by any person, firm or corporation engaged in or employed to engage in any business within the powers of this company, and to pay for the same wholly or partly in cash or wholly or partly with shares of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents or inventions, trade marks, or rights or other similar privileges pertaining to or which may be needed, useful for the company's business, and to sell or otherwise dispose of the same, as may be deemed expedient;

To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To take, purchase or otherwise acquire, and to hold shares in any other company having objects

dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou qui exerce tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter à cette compagnie directement ou indirectement;

Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorité, souveraine, municipale, locale ou autre, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de tel gouvernement ou de telle autorité tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer:

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles et tous droits ou privilèges que cette compagnie croira nécessaires ou appropriés aux fins de ses opérations, et particulièrement tous terrains, bâtiments, immunités, machinerie, matériel et fonds de commerce, et construire, entretenir et modifier tous bâtiments nécessaires aux fins de la compagnie;

Prêter des deniers à toute personne, firme ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, garantir leurs contrats et leur aider autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, lettres de voitures et autres effets négociables;

Vendre, enlever, gérer, développer, louer, aliéner, faire valoir ou autrement utiliser la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses précitées comme principaux , agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Aucune action du capital-actions de la compagnie ne sera vendue ou transférée par un actionnaire à moins que et avant que les directeurs de la compagnie, à leur propre discrétion, aient, par résolution du bureau, approuvé ou autorisé telle vente ou transfert;

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt;

Le public ne sera pas invité à souscrire pour des actions et débentures de la compagnie, sous le nom de "Canadian & Scotch Woollen Co.", avec un capital total de dix mille piastres ($10.000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

Le bureau de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1637

altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To enter into any arrangements with any government, authorities, supreme, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Generally to purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any lands, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade, and to construct, maintain and alter any buildings necessary for the purposes of the company; to lend money to guarantee the contracts of, and otherwise assist any person, firm or corporation having objects similar in whole or in part to those of this company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments;

To sell, remove, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

That no share or shares of stock of the company shall be sold or transferred by any shareholder unless and until the Directors of the Company, in their sole discretion, have, by resolution of the Board, approved or authorized such sale or transfer;

The number of the shareholders of the company shall be limited to twenty;

That no invitation shall be given to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company, under the name of "Canadian & Scotch Woollen Co.", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10.000.00, divided into two hundred (200) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at the City of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1638

"Club Libéral Social Laurier, Inc.".
(Laurier Liberal & Social Club, Inc.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1925, constituant en corporation: Léopold Tellier, avocat, demeurant au No 22 Rue Beaubien Est, membre du Club Gouin de Montréal, Lrorenzo D'Amour, tailleur, demeurant au No 3033 Rue Christophe Colomb, membre du Club Gouin de Montréal, et Roch Leduc, commis, demeurant au No 2996

"Club Libéral Social Laurier, Inc".
(Laurier Liberal & Social Club, Inc.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1925, incorporating : Leopold Tellier, advocate, No. 22 Beaubien East, member of the Gouin Club of Montreal, Lorenzo d'Amour, tailor, No. 3033 Christoph Colomb, member of the Gouin Club of Montreal, and Roch Leduc, clerk, No 2996 Clark, member of the Gouin Club of Montreal, all three of the city and district

de la Rue Clarke, membre du Club Gouin de Montréal, tous trois de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Maintenir une salle de conférence, tenir des réunions pour la discussion des affaires publiques, entreprendre et promouvoir des œuvres nationales, sociales et patriotiques dans l'intérêt du Parti Libéral, le tout sans intention de gain pécuniaire;

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité, le bénéfice et l'avantage des membres du club, se procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages, commodités et le confort d'un club;

Encourager ou diriger par des conférences, des banquets, des réunions, des concours, des joutes, la presse et des publications une mentalité et une orientation au point de vue de l'éducation, de la politique, des sports et des relations sociales, pour qu'elles constituent un support et un encouragement du parti libéral du Canada;

Acquérir et recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens-meubles nécessaires et requis pour atteindre l'objet de la corporation et disposer de ses biens de toutes façons, hypothéquer et affecter les immeubles de la corporation et donner en gage ou nantissement les biens meubles de la dite compagnie;

Encourager et promouvoir les jeux de billards et pool, de quilles et autres sports athlétiques et amateurs, maintenir et diriger un club athlétique;

Posséder, louer, opérer, exhiber aux membres du club et à leurs visiteurs des vues animées, organiser des concerts, des banquets, des conférences et autres attractions du même genre pour stimuler le but que ce club se propose d'atteindre;

Louer, posséder, acquérir des immeubles ou des parties d'immeubles afin d'y ouvrir des salles à dîner, des restaurants, des tavernes, des maisons de pension et qu'à cet effet la corporation est autorisée à acheter, vendre et trafiquer des vins et bières en conformité avec la Loi des Liqueurs; des tabacs, des victuailles, des eaux gazeuses, minérales ou artificielles, ou contracter avec des fournisseurs ou des restaurateurs à l'effet de fournir aux membres de ce club, le manger, le boire ou le logement;

Faire application pour obtenir, avec le droit de les mettre en opération, des permis ou licences de club de la Commission des Liqueurs de Québec, en vertu de la Loi des Liqueurs Alcooliques 1921 et Amendements;

Adopter une constitution, faire ou adopter des règlements, ordonnances et règles non incompatibles avec les lois d'ordre public de la Province de Québec, pour l'administration et la règle générale des affaires et choses de la corporation et de ses membres, pourvu cependant que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger, changer en tout ou en partie cette constitution, ces règlements, règles et ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable;

Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entré , de redevances annuelles, d'autres contributions ou cotisations pour commodités et fournitures, l'usage d'aucune propriété du club, avec pouvoir d'établir différentes catégories de membres et déterminer leurs privilèges;

Accomplir tous actes et exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant aux fins pour lesquelles la corporation a été constituée, sous le nom de "Club Libéral Social Laurier, Inc." (Laurier Liberal & Social Club, Inc.), avec un capital total de cinq mille piastres ($5,000.00), divisé

of Montreal, for the following purposes:

To maintain a lecture room. Hold meetings for the discussion of public affairs, to undertake and promote national, social and patriotic works in the interest of the liberal party, the whole without any intentions of pecuniary gain;

To establish, maintain and manage a club for the commodity, benefit and advantage of the members thereof; to provide a club house and generally give to the members all the privileges, advantages, commodities and accommodations of a club;

To encourage or direct by lectures, banquets, meetings, competitions, tournaments, through the press and by means of publications, a mentality and orientation from the point of view of education, politic, sport and social relation, so that they may constitute a support and an encouragement to the liberal party in Canada;

To acquire and receive, possess, lease, exchange and alienate the movable property necessary and required for the attainment of the objects of the corporation and to dispose of its property in any way, to hypothecate and charge the immovables of the corporation and to pledge or charge the movable property of said company;

To encourage and promote the games of billiard and pool, bowling and other athletic and *amateur* sports and to maintain and conduct an athletic club;

To possess, lease, operate, exhibit, to the members of the club and their guests, moving pictures, organize concerts, banquets, lectures and other like amusements to further the purposes which this club has in view;

To lease, possess, acquire any immovables or any part thereof, to open therein dining-rooms, restaurants, taverns, boarding-houses and, to that end, the corporation is authorized to purchase, sell and deal in wine and beer, in accordance to the Liquor Act, tobacco, eatables, aerated, mineral or artificial water or to contract with purveyers and restaurateurs for the supplying to the members of this club, food, drink or lodging;

To make application for obtaining, with the right to operate same, club permits or licenses from the Quebec Liquor Commission, under the Quebec Alcoholic Liquor Act, 1921, and amendments thereto;

To adopt a constitution, enact or adopt by-laws, rules and regulations not incompatible with the laws of public order of the Province of Quebec, for the administration and general management of the business and affairs of the corporation and of its members, provided however that the corporation may from time to time amend, modify, repeal, alter, in whole or in part, such constitutions and such by-laws, rules and regulations, as the corporation may think fit;

To provide a revenue by means of admission fees, annual dues, and other subscriptions or assessments for commodities and supplies, the use of the property of the club, with power to establish different classes of members and to determine their privileges;

To execute all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the purposes for which this corporation is incorporated, under the name of "Club Libéral Social Laurier, Inc.". (Laurier Liberal & Social Club, Inc.), with a total capital stock of five thousand dollars

en cinq mille (5000) actions ordinaires de une piastre ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1639 C.-J. SIMARD.

"Cote's Economic Rosser, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1925, constituant en corporation : Joseph-Napoléon Côté, gardien de phare, Cap des Rosiers, Louis-Philippe Côté, comptable, de Notre-Dame-du-Lac, John-C. McLimont, marchand, Walter Sewell Champion, agent d'assurance, Hartley-George Kell, marchand, ces trois derniers de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre ou faire le commerce de toute autre manière, et assembler et installer en tout ou en partie des pièces de tout article, machinerie ou outils utilisés dans l'écorçage ou l'enlèvement de l'écorce du bois et qui portent le nom de "Machines à écorcer";

Acquérir, détenir, louer, posséder, exploiter et introduire les droits canadiens octroyés par ou appartenant à des marques de commerce et fabrique ou brevets d'invention concernant des machines à écorcer et leurs accessoires, et particulièrement les droits attachés au brevet canadien No 247021 accordé à Joseph-Napoléon Côté, de Notre-Dame-du-Lac, Québec, Canada, émis en la cité d'Ottawa, dans la Puissance du Canada, le 24 janvier 1925, et autres améliorations à tel brevet ou tout intérêt dans tel brevet ou dans telles améliorations, et demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses semblables conférant tous droits exclusifs ou non-exclusifs, ou limités, et utiliser, exercer, développer ou octroyer des permis pour leur exploitation, les affermer moyennant un droit régalien, et en faire le commerce, et vendre, gager ou faire valoir la totalité ou toute partie des brevets, droits de propriété, permis ou renseignements ainsi acquis;

Exercer généralement l'industrie de mécaniciens et généralement l'industrie de manufacturiers, agents et marchands à commission; avec pouvoi d'acquérir toute entreprise de nature semblable ainsi que l'actif et clientèle de toute compagnie; exercer tout pouvoir qui peut être auxiliaire ou accessoire à celui formant l'objet principal de cette demande. S'associer avec toute compagnie ou commerce pour l'union des intérêts ou le partage des bénéfices ou s'associer avec toute compagnie ou commerce pour l'union des intérêts ou le partage des bénéfices ou la coopération;

Acheter des actions dans toute autre compagnie. Faire des avances de deniers à ses clients, et vendre son entreprise en tout ou en partie, et faire affaires comme agents, sous le nom de "Coté's Economic Rosser, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de deux cent mille piastres ($200,000.00), divisé comme suit:

1. Deux mille actions d'une valeur au pair de $25.00 chacune, de stock cumulatif avec participation à 7%, privilégiées quant au capital et aux dividendes, avec droit de priorité sur les actions ordinaires, et avec droit de participation proportionnellement avec les actions ordinaires

($5,000.00), divided into five thousand common shares (5000) of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1640 Assistant Provincial Secretary.

"Cote's Economic Rosser, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1925, incorporating: Joseph Napoléon Côté, light-house keeper, Cap des Rosiers, Louis Philippe Côté, accountant, of Notre Dame du Lac, John C. McLimont, merchant, Walter Sewell Champion, insurance agent, Hartley George Kell, merchant, these last three of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell or in any manner deal in and to assemble and install the whole or any part or parts of any article, machinery or device used in connection with the rossing or removing the bark off wood commonly called "rossing machines";

To acquire, hold, lease, own, operate and introduce the Canadian rights covered by or pertaining to trade marks, trade names of invention regarding rossing machines, and their accessories, and especially those pertaining to and covered by Canadian Patent No. 247021 granted to Joseph Napoléon Côté, of Notre Dame du Lac, Quebec, Canada, issued at the city of Ottawa, in the Dominion of Canada, the 24th day of January, 1925, and other improvements thereon or any interest in such payment or improvements, and to apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect thereto, to rent on royalty or otherwise to deal in, sell, pledge or turn to account the whole or any part of the patents, property rights, licences or information so acquired;

To carry on generally the business of machinists and generally the business of manufacturers, agents and commission merchants. Power to acquire any undertaking of a similar nature, the assets or good-will of any other company: To exercise every power which may be auxiliary or accessory to that which forms the principal object of the application. To enter into co-partnership with any company or business for union of interest, division of profits or co-partnership with any company or business for union of interest, division of profits or co-op ration.

To purchase shares in any other company; to make advances to its customers, and to sell any part or whole of the undertaking, and to carry on business as agents, under the name of "Cote's Economic Rosser, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be two hundred thousand dollars ($200,000.00), divided as follows:

1. Two thousand shares of a par value of $25.00 per share, 7% cumulative participating stock, preferred both as to capital and dividends, in priority over the common stock and participating rateably with common stock in distribution of net profits after the common stock shall have

dans la distribution des bénéfices nets après que les actions ordinaires auront reçu des dividendes égaux à ceux payés sur les actions privilégiées, savoir 7%.

2. Six mille actions ordinaires d'une valeur au pair de vingt-cinq piastres ($25.00), formant un montant total de cent cinquante mille piastres ($150,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec;

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1641 C.-J. SIMARD.

received dividends equal to those paid on the preferred shares, viz: 7%.

2. Six thousand shares of Common stock of a par value of ($25.00) twenty five dollars amounting to ($150,000.00), one hundred and fifty thousand dollars.

The head office of the company will be at the city and district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial S cretary, this seventeenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1642 Assistant Provincial Secretary.

"Crispettes, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1925, constituant en corporation: René Chênevert, Léopold Barry, avocats, et Mario Lattoni, étudiant en droit, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire la plantation et la culture, faire croître, produire, posséder, faire l'achat, la vente, la fabrication, l'importation et le commerce de maïs, sucre d'érable, sirop d'érable, mélasse, croquettes au sirop d'érable, gomme, noix, confiseries, et fourniture pour les confiseurs;

Faire la fabrication, l'achat, la vente et le commerce d'alim nts, préparations alimentaires et produits chimiques;

Inventer, tracer, acheter et faire le commer e de méthodes, formules, secrets et procédés pour des préparations alimentaires;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, li ences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leu s contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle

"Crispettes, Limited".

Notice is hereby given that unde- Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Li utenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of March, 1 25, incorporating: René Chenevert, Leopold Barry, advocates, and Mario Lattoni, law student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of planting, cultivating, growing, producing, owning, buying, selling, manufacturing, importing and dealing in corn, maple sugar, maple syrup, molasses, maple crispettes, gums, nuts, confectionery and confectioners' supplies;

To manufacture, buy, sell and deal in foods, food pr parations, and chemical products;

To devise, plan, purchase and deal in methods, formulae, secrets and processes for food preparations;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business o transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, gurantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell,

compagnie, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière déterminée, de temps à autre;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, y contribuer, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'exploitation, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant

hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing

à placer ou garantissant le placement d'aucune action du capital de la compagnie, ou des débentures, actions-obligations ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

Se fusionnier ou s'unir à toute autre compagnie ou compagnies poursuivant des fins totalement ou en partie semblables à celles ci-dessus énumérées;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Crispettes, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1643 C.-J. SIMARD.

or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in any other company, belonging to this company or which this company may have powers to dispose of;

To consolidate or amalgamate with any other company or companies having objects similar in whole or in part to those herein enumerated;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works or art of interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Crispettes Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1644 Assistant Provincial Secretary.

"Fiske Gold Mines, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de mars 1925, constituant en corporation: Henry Bush Spencer, propriétaire de mine, le Très Honorable Sir George-Eulas Foster, Chevalier Grand Croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George, sénateur; l'Honorable Edward Lavin Girroir, Conseil en Loi du Roi, sénateur, l'Honorable Gideon Decker Robertson, sénateur, Archibald Falkner Cushman Fiske, troisième vice-président de la Metropolitan Life Insurance Company, Philip O'Reilly, agent financier, et Kellard Gamble, mineur, tous de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, pour les fins suivantes:

Les fins autorisées et permises par la loi et contenues dans l'article 6746 de la Loi des Compagnies Minières de Québec.

"Fiske Gold Mines, Limited".
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of March, 1925, incorporating: Henry Bush Spencer, mine owner, The Right Honourable Sir George Eulas Foster, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Senator, The Honourable Edward Lavin Girroir, one of His Majesty's Counsels learned in the law, Senator, The Honourable Gideon Decker Robertson, Senator, Archibald Falkner Cushman Fiske, third Vice-President of the Metropolitan Life Insurance Company, Philip O'Reilly, financial agent, and Kellard Gamble, miner, all of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes:

The purposes authorized and allowed by law and contained in Article 6746 of the Quebec Mining Companies' Act.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions. sous le nom de "Fiske Gold Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle).

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cinq millions de piastres ($5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions d'une valeur au pair d'une piastre ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Hull, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de mars. 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1649 C.-J. SIMARD.

The shareholders incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Fiske Gold Mines, Limited (No Personal Liability).

The amount of the capital stock of the company is to be five million dollars $(5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of a par value of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the city of Hull, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty fourth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1650 Assistant Provincial Secretary.

"I. M. Rubinovitch and Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1925, constituant en corporation: Gerald-S. Tritt, Lewis-K. Freedman, avocats, Myer Gross, étudiant en droit, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurances généralement, et faire tous actes, et exercer tous pouvoirs et tout commerce se rapportant au parfait accomplissement des objets pour lesquels cette compagnie est constituée;

Payer pour toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, commerce ou franchises que cette compagnie peut légalement acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus à la compagnie en actions entièrement acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée;

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins commerciales de la compagnie, et vendre, louer, arrenter, transporter, échanger, aliéner ou autrement approprier tels terrains et immeubles aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu;

Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débentures ou autres garanties de la compagnie et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt

"I. M. Rubinovitch and Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1925, incorporating: Gerald S. Tritt, Lewis K. Freedman, advocates, Myer Gross, law-student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general insurance agents and brokers, and to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated;

To pay for any property, movable and immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company;

To do all acts and to exercise all the powers and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immovables of every description, necessary or useful for the purposes of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with such lands and immovables on such terms and conditions as the company may think fit;

To guarantee, and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of

d'argent par la compagnie sur lettres de change, ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "I. M. Rubinovitch and Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1651 C.-J. SIMARD.

money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "I. M. Rubinovitch and Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March 1925.

C. J. SIMARD,

1652 Assistant Provincial Secretary.

"Le Jardin de l'Enfance St-Joseph, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars, 1925, constituant en corporation, sans capital-actions: Aurélien Dion, prêtre, curé de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Stadacona, Adolphe Noël, typographe, Théophile Giroux, comptable, Joseph-Stephanus Royer, gérant, Georges-Michel Giroux, notaire, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, diriger, maintenir, subventionner ou autrement aider, dans la province de Québec, des jardins d'enfance; recevoir, soigner, élever les bébés et enfants, nécessiteux et autres;

Fonder, diriger, maintenir, subventionner des pensionnats pour recevoir les dits enfants, et aussi des maisons de famille;

Etablir des colonies de vacances;

Fonder, diriger et maintenir ou subventionner toute école, institut, industriel, commercial, agricole pour recevoir les enfants et leur donner une éducation religieuse et nationale en même temps qu'un enseignement approprié;

Acquérir et exploiter tout immeuble, terres, fermes, ateliers, boutiques nécessaires ou jugés utiles pour la réalisation des dites entreprises et objets.

Les règlements suivants sont sur requête insérés dans les lettres patentes, à savoir:

Le bureau de direction de la corporation sera composé de 5 directeurs, dont quatre seront élus par les membres de la corporation, suivant la loi, et le cinquième sera de droit, si elle y consent, la personne régulièrement nommée par l'autorité ecclésiastique, lors des élections du bureau de direction, comme curé de la paroisse catholique-romaine de Saint-Zéphirin-de-Stadacona, de la cité de Québec, et à son défaut sera nommé par la corporation, suivant la loi—sous le nom de "Le Jardin de l'Enfance Saint-Joseph, Incorporé".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de deux cent mille piastres ($200,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1653 C.-J. SIMARD.

"Le Jardin de l'Enfance St-Joseph, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part 111 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1925, to incorporate as a corporation without share capital: Aurélien Dion, parish-priest of the parish of Saint Zéphirin de Stadacona, Adolphe Noel, printer, Théophile Giroux, accountant, Joseph Stephanus Royer, manager, Georges Michel Giroux, notary, of the city of Quebec, for the following purposes:

To establish, direct, maintain, subsidize or otherwise assist, in the Province of Quebec, kindergarten schools; to receive, take care of and raise indigent babies and other infants;

To establish, conduct, maintain, subsidize, boarding-schools to house said children and also family houses;

To establish vacation colonies;

To establish, conduct and maintain or subsidize any industrial, commercial or agricultural school or institute to receive children and give them a religious and national education and also a suitable instruction;

To acquire and operate any immovable, lands, farms, shops, stores, necessary or suitable for the attainment of said undertakings and objects.

The following by-laws are on request inserted in the letters patent, to wit:

The board of directors of the corporation shall be composed of five directors, four of whom shall be elected by the members of the corporation, according to law, and the fifth shall be by right, if he consents so to be, the person regularly appointed by the Ecclesiastical Authority, at the time of the election of the board of directors, as the parish priest of the Roman Catholic parish of Saint Zéphirin de Stadacona, of the city of Quebec, and if not, he shall be appointed by the corporation, according to law—under the name of "Le Jardin de l'Enfance Saint-Joseph, Incorporé".

The amount to which the annual revenue of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is two hundred thousand dollars ($200,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1654 Assistant Provincial Secretary.

ROUTE MONTREAL-OTTAWA VIA HULL

No 396.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir les chemins suivants formeront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE MONTREAL-OTTAWA VIA HULL savoir:

DANS LE COMTÉ D'ARGENTEUIL:

Dans la municipalité du canton de Chatham:

Le chemin de front entre les rangs VI et VII, depuis les limites de la ville de Lachute jusqu'à la montée Hammond, près du chemin de fer Canadien National;

La montée Hammond longeant le côté sud du chemin de fer Canadien National, depuis le chemin de front entre les rangs VI et VII jusqu'au chemin de Lachute;

Le chemin de Lachute, depuis la montée Hammond jusqu'à la montée Lacasse ou chemin Noyce;

La montée Lacasse ou chemin Noyce, passant entre les lots originaires 4 et 5 du rang III, depuis le chemin de Lachute jusqu'au chemin de l'Eglise;

Le chemin de l'Eglise, depuis la montée Lasse jusqu'à la route suivant la ligne entre les lots originaires 1 et 2 du rang III;

La route suivant la ligne entre les lots originaires 1 et 2 du rang III;

Le chemin du IIIème rang, depuis la route dans la ligne entre les rangs 1 et 2 jusqu'aux limites de la municipalité du canton de Grenville et Augmentation;

DANS LE COMTÉ DE PAPINEAU:

Dans la municipalité de la partie nord de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours:

Le chemin de front de la rivière Ottawa, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours jusqu'aux limites de la municipalité du village de Montebello;

Dans la municipalité du village de Montebello:

Le chemin de front de la rivière Ottawa, désigné aussi sous le nom de rue Notre-Dame et chemin du Domaine, depuis les limites de la municipalité de la partie nord de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angélique;

Dans la municipalité du village de Templeton:

Le chemin de front de la rivière Ottawa ou chemin du Premier Rang, depuis les limites de la municipalité de Templeton-est jusqu'aux limites de la municipalité de Templeton-ouest;

Dans la municipalité de Templeton-ouest:

Le chemin de front de la rivière Ottawa ou chemin de Premier Rang, depuis les limites de la municipalité du village de Templeton jusqu'aux

MONTREAL-OTTAWA (via Hull) HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 396. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

MONTREAL-OTTAWA (via Hull) HIGHWAY to wit:

IN THE COUNTY OF ARGENTEUIL:

In the municipality of the township of Chatham:

The front road between Ranges VI and VII, from the limits of the town of Lachute to the *Montée* Hammond, close to the Canadian National Railway;

The *Montée* Hammond running along the south side of the Canadian National Railway, from the front road between Ranges VI and VII to the Lachute road;

The Lachute road, from the *Montée* Hammond to the *Montée* Lacasse or Noyce Road;

The *Montée* Lacasse or Noyce road, running between original lots 4 and 5 of Range III, from the Lachute road to the Church road;

The Church road, from the *Montée* Lacasse to the by-road following the line between original lots 1 and 2 of Range III;

The By-road following the line between original lots 1 and 2 of Range III;

The road of the Range III, from the by-road in the line between Ranges 1 and 2 to the limits of the municipality of the township of Grenville and Gore;

IN THE COUNTY OF PAPINEAU:

In the municipality of the North part of the parish of Notre Dame de Bonsecours:

The front road of the river Ottawa, from the limits of the municipality of the parish of Notre Dame de Bonsecours to the limits of the municipality of the village of Montebello;

In the municipality of the village of Montebello:

The front road of the river Ottawa, described also under the name of Notre Dame Street and Chemin du Domaine, from the limits of the municipality of the North Part of the parish of Notre Dame de Bonsecours to the limits of the municipality of the parish of Sainte Angélique;

In the municipality of the village of Templeton:

The front road of the river Ottawa or road of the first Range, from the limits of the municipality of the village of Templeton-East to the limits of the municipality of Templeton-West;

In the municipality of Templeton-West:

The front road of the river Ottawa or road of the first Range from the limits of the municipality of the village of Templeton, to the limits of

limites de la municipalité du village de la Pointe Gatineau;

Dans la municipalité du village de la Pointe Gatineau:

Le chemin du Roi, étant l'ancien chemin de front de la rivière Ottawa, depuis les limites de la municipalité de Templeton-ouest jusqu'à la rue de l'Eglise;

La rue de l'Eglise, longeant la rivière Gatineau, depuis le chemin du Roi jusqu'à la rue conduisant au pont sur la rivière Gatineau;

La rue conduisant au pont sur la rivière Gatineau.

ROUTE LÉVIS-RIVIERE-DU-LOUP-RIMOUSKI

No 398.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE LEVIS-RIVIERE-DU-LOUP-RIMOUSKI

savoir:

DANS LE COMTÉ DE BELLECHASSE:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Vallier:

Le chemin du Bord-de-l'Eau, depuis les limites est de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel jusqu'à la route du Bas de la paroisse;

La route du Bas de la paroisse, depuis le chemin du Bord-de-l'Eau jusqu'aux limites ouest de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Berthier.

Ce classement annule le décret No 1085, en date du 13 juin 1924.

DANS LE COMTÉ DE MONTMAGNY:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille:

Le chemin du Premier rang, aussi connu sous le nom de chemin du Village, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Berthier jusqu'aux limites sud-ouest de la ville de Montmagny;

Le chemin du Premier rang, aussi dit chemin du Bas de la paroisse, depuis les limites nord-est de la ville de Montmagny jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse du Cap-Saint-Ignace.

Ce classement corrige le classement déjà fait par le décret No 211, en date du 12 février 1923, quant à ce qui concerne les chemins dans la municipalité de la paroisse de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille.

DANS LE COMTÉ DE KAMOURASKA ET DANS LE COMTÉ DE TEMISCOUATA:

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Portage:

Le chemin du Bord-de-l'Eau, depuis les limites de la paroisse de Saint-André jusqu'aux limites de la paroisse de Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup.

---

the municipality of the village of Pointe Gatineau;

In the municipality of the village of Pointe Gatineau:

The King's Highway, being the old front road of the river Ottawa, from the limits of the municipality of Templeton-West to Church Street;

Church Street, running along the Gatineau river, from the King's Highway to the street leading to the bridge over the River Gatineau;

The street leading to the bridge over the river Gatineau.

LEVIS-RIVIERE-DU-LOUP-RIMOUSKI HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 398. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

LEVIS-RIVIERE-DU-LOUP-RIMOUSKI HIGHWAY

to wit :

IN THE COUNTY OF BELLECHASSE:

In the municipality of the parish of Saint Vallier:

The *Bord de l'eau* road, from the eastern limits of the municipality of the parish of Saint Michel to the by-road of lower part of the parish;

The by-road of the lower part of the parish from the *Bord de l'eau* road to the western limits of the municipality of the parish of Notre Dame de Berthier.

This classification cancels Order No. 1085, dated the 13th of June, 1924.

IN THE COUNTY OF MONTMAGNY:

In the municipality of the parish of Saint Thomas de la Pointe à la Caille:

The road of the first Range, also known under the name of road of the village, from the limits of the municipality of the parish of Notre Dame de Berthier to the southwestern limits of the town of Montmagny;

The road of the first Range, also called road of the lower part of the parish, from the northeastern limits of the town of Montmagny to the limits of the municipality of the parish of Cap Saint Ignace.

This classification corrects the classification made by Order No. 211 dated the 12th of February, 1923, in respect to the roads in the municipality of the parish of Saint Thomas de la Pointe à la Caille.

IN THE COUNTY OF KAMOURASKA AND IN THE COUNTY OF TEMISCOUATA:

In the municipality of the parish of Notre Dame du Portage:

The Bord de l'Eau road, from the limits of the parish of Saint André to the limits of the parish of Saint Patrice de la Rivière du Loup.

ROUTE LEVIS-SHERBROOKE

No 400.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

Temporairement, à l'avenir, les chemins suivants formeront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE LEVIS-SHERBROOKE

savoir:

DANS LE COMTÉ DE LOTBINIÈRE:

Dans la municipalité du village de Sainte-Croix:

La route Centrale, depuis le chemin du Bord-de-l'Eau, maintenant connue sous le nom de route Lévis-Saint-Lambert, jusqu'au chemin de front du deuxième rang, limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix:

La route du deuxième rang, depuis les limites de la municipalité du village de Sainte-Croix juse qu'au chemin de front du troisième rang;

Le chemin de front du troisième rang, depuis la route du deuxième rang jusqu'à la route du troisième rang;

La route du troisième rang, depuis le chemin de front du troisième rang jusqu'au chemin de front du quatrième rang;

La route du quatrième rang, depuis le chemin de front du quatrième rang jusqu'au chemin de front du cinquième rang, limites de la municipalité d'Issoudun;

Dans la municipalité d'Issoudun:

Le chemin de front du cinquième rang, depuis la route du quatrième rang jusqu'à la route des cinquième et sixième rangs;

La route des cinquième et sixième rangs, depuis le chemin de front du sixième rang, jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Flavien-de-Sainte-Croix;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Flavien-de-Sainte-Croix:

Le chemin Central de la concession Saint-Joseph, depuis les limites de la municipalité d'Issoudun jusqu'aux limites de la municipalité du village de Saint-Flavien;

Dans la municipalité du village de Saint-Flavien:

Le chemin Central de la concession Saint-Joseph;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Flavien-de-Sainte-Croix:

Le chemin Central de la concession Saint-Joseph, depuis les limites de la municipalité du village de Saint-Flavien jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Octave-de-Dosquet;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Octave-de-Dosquet:

Le chemin Central de la concession Saint-Joseph, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Flavien-de-Sainte-Croix jusqu'au chemin Saint-Augustin, qui longe le chemin de fer Canadien National.

LEVIS-SHERBROOKE HIGHWAY.

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 400. March 19, 1925.

Temporarily in the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

LEVIS-SHERBROOKE HIGHWAY

to wit :

IN THE COUNTY OF LOTBINIERE:

In the municipality of the village of Sainte Croix:

The Central by-road, from the Bord de l'Eau road, now known under the name of Levis-Saint Lambert Highway, to the front road of the second Range, limits of the municipality of the parish of Sainte Croix;

In the municipality of the parish of Sainte Croix:

The by-road of the second Range, from the limits of the municipality of the village of Sainte Croix to the front road of the third Range;

The front road of the third Range, from the by-road of the second Range to the by-road of the third Range;

The by-road of the third Range from the front road of the third Range to the front road of the fourth Range;

The by-road of the fourth Range, from the front road of the fourth Range to the front road of the fifth Range, limits of the municipality of Issoudun;

In the municipality of Issoudun:

The front road of the fifth Range, from the by-road of the fourth Range to the by-road of the fifth and sixth Ranges;

The by-road of the fifth and sixth Ranges, from the front road of the sixth Range, to the limits of the municipality of the parish of Saint Flavien de Sainte Croix;

In the municipality of the parish of Saint Flavien de Sainte Croix:

The Central road of the concession of Saint Joseph, from the limits of the municipality of Issoudun to the limits of the municipality of the village of Saint Flavien;

In the Municipality of the parish of Saint Flavien:

The Central road of the concession of Saint Joseph;

In the municipality of the parish of Saint Flavien de Sainte Croix:

The Central road of the concession of Saint Joseph, from the limits of the municipality of the village of Saint Flavien to the limits of the municipality of the parish of Saint Octave de Dosquet;

In the municipality of the parish of Saint Octave de Dosquet:

The Central road of the concession of Saint Joseph from the limits of the municipality of the parish of Saint Flavien de Sainte Croix to Saint Augustin road, running along the Canadian National Railway.

ROUTE IBERVILLE-SAINT-ALBANS

No 399.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE IBERVILLE-SAINT-ALBANS

savoir:

DANS LE COMTÉ D'IBERVILLE :

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase:

Le chemin du rang Saint-Michel, depuis un point situé à un mille neuf dixièmes des limites de la ville d'Iberville, en allant vers le sud jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois:

Le chemin du rang Saint-Michel et le chemin du rang Saint-Georges, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, comprenant la partie déjà classée par le décret No 208, en date du 12 février 1923:

DANS LE COMTÉ DE MISSISQUOI:

Dans la municipalité de Saint-Pierre-de-Vérone-à-Pike-River:

Le chemin Neuf suivant les lignes entre les rangs X et XI du canton de Stanbridge, comprenant la partie déjà classée par le décret No 434, en date du 13 mars 1924, jusqu'au chemin connu sous le nom de chemin du dixième rang;

Le chemin du dixième rang, depuis le chemin Neuf jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Armand-ouest;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Armand-Ouest:

Le chemin connu sous le nom de chemin de Pike-River, depuis les limites de la municipalité de Saint-Pierre-de-Vérone-à-Pike-River jusqu'aux limites de la municipalité du village de Philipsburg, comprenant le chemin longeant la baie Missisquoi:

Dans la municipalité du village de Philipsburg:

Le chemin du Bord-de-l'Eau longeant la baie Missisquoi, depuis les limites nord de la municipalité du village de Philipsburg jusqu'à la rue Principale;

La rue Principale, depuis le chemin du Bord-de l'Eau jusqu'à la rue South;

La rue South, depuis la rue Principale jusqu'aux limites sud de la municipalité du village de Philipsburg;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Armand-Ouest:

Le chemin Streit ou chemin de front de la concession longeant la baie Missisquoi, depuis les limites de la municipalité du village de Philipsburg jusqu'à la frontière des Etats-Unis.

IBERVILLE-SAINT ALBANS HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 399. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

IBERVILLE-SAINT ALBANS HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF IBERVILLE:

In the municipality of the parish of Saint Athanase:

The road of Range Saint Michel, from a point situate one mile and nine tenths distant from the limits of the town of Iberville, in a southerly direction to the limits of the municipality of the parish of Sainte Anne de Sabrevois;

In the municipality of the parish of Sainte Anne de Sabrevois:

The road of Range Saint Michel and the road of Range Saint Georges, from the limits of the municipality of the parish of Saint Athanase to the limits of the municipality of the parish of Saint Georges de Henryville, including the part already classified by Order No. 208, dated the 12th. of February 1923;

IN THE COUNTY OF MISSISQUOI :

In the municipality of Saint Pierre de Verone at Pike River :

The New road following the lines between Ranges X and XI of the township of Stanbridge, including the part already classified by Order No. 434, dated the 13th. of March, 1924, to the road known under the name of road of the tenth Range;

The road of the tenth Range, from the New road to the limits of the municipality of the parish of Saint Armand West;

In the municipality of Saint Armand West:

The road known under the name of Pike River road, from the limits of the municipality of Saint Pierre de Verone at Pike River to the limits of the municipality of the village of Philipsburg, including the road along Bay of Missisquoi;

In the municipality of the village of Philipsburg:

The Bord de l'Eau road running along the Bay of Missisquoi, from the north limits of the municipality of the village of Philipsburg to Main Street;

Main Street, from the Bord de l'Eau road to South Street;

South Street, from Main Street to the South limits of the municipality of the village of Philipsburg;

In the municipality of the parish of Saint Armand West:

Streit road or the front road of the concession running along the Bay of Missisquoi, from the limits of the municipality of the village of Philipsburg to the United States boundary.

ROUTE RAWDON-L'ASSOMPTION

No 401.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants formeront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE RAWDON-L'ASSOMPTION

savoir:

DANS LE COMTÉ DE L'ASSOMPTION:

Dans la municipalité du village de l'Epiphanie:

La rue José Jacques, depuis la rue Principale jusqu'aux limites nord de la municipalité du village de l'Epiphanie;

Dans la municipalité de la paroisse de l'Epiphanie:

La route José Jacques dans la ligne entre le fief Bayeul et la seigneurie de Saint-Sulpice, depuis les limites du village de l'Epiphanie jusqu'au chemin de front longeant la rivière du Saint-Esprit;

Le chemin de front longeant la rivière du Saint-Esprit, depuis la route José Jacques jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan:

La route José Jacques longeant la rivière du Saint-Esprit, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de l'Epiphanie jusqu'au chemin de front de la concession sud-est du ruisseau Saint-Jean;

Le chemin de front de la concession sud-est du ruisseau Saint-Jean, depuis la route José Jacques jusqu'à la route traversant le ruisseau Saint-Jean près de la rivière du Saint-Esprit;

La route traversant le ruisseau Saint-Jean près de la rivière du Saint-Esprit, depuis le chemin de front de la concession sud-est du ruisseau Saint-Jean jusqu'au pont sur la rivière du Saint-Esprit, limite de la municipalité de la paroisse de Saint-Esprit;

DANS LE COMTÉ DE MONTCALM:

Dans la municipalité de la paroisse du Saint-Esprit:

La route Populus longeant la rivière du Saint-Esprit, depuis le pont aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan jusqu'au chemin de front de la concession Bas Saint-Esprit;

Le chemin de front de la concession Bas Saint-Esprit, depuis la route Populus jusqu'au chemin de la Grande Ligne;

Dans la ligne entre la municipalité de la paroisse du Saint-Esprit et la municipalité de la paroisse de Saint-Alexis:

Le chemin de la Grande Ligne, depuis le chemin de front de la concession Bas Saint-Esprit jusqu'à la route conduisant au chemin de front de la concession côté sud du ruisseau Saint-Georges;

RAWDON—L'ASSOMPTION HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 401. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

RAWDON-L'ASSOMPTION HIGHWAY.

to wit :

IN THE COUNTY OF L'ASSOMPTION:

In the municipality of the village of l'Epiphanie:

José Jacques Street, from Main Street to the north limits of the municipality of the village of L'Epiphanie;

In the municipality of the parish of L'Epiphanie:

José Jacques road, in the line between Fief Bayeul and the seigniory of Saint Sulpice, from the limits of the village of L'Epiphanie to the front road running along the river Saint Esprit;

The front road running along river Saint Esprit, from the José Jacques road to the limits of the municipality of the parish of Saint Roch de L'Achigan;

In the municipality of the parish of Saint Roch de l'Achigan:

The José Jacques road running along the river Saint Esprit, from the limits of the municipality of the parish of L'Epiphanie to the front road of the Southeast concession of Saint Jean Brook;

The front road of the southeast concession of Saint Jean Brook, from the José Jacques road to the by-road crossing Saint Jean Brook near river Saint Esprit;

The by-road crossing Saint Jean Brook near the river Saint Esprit, from the front road of the southeast concession of Saint Jean Brook to the bridge over river Saint Esprit, limit of the municipality of the parish of Saint Esprit;

IN THE COUNTY OF MONTCALM:

In the municipality of the parish of Saint Esprit:

The Populus road running along the river Saint Esprit, from the bridge at the limits of the municipality of the parish of Saint Roch de L'Achigan to the front road of the concession Bas Saint Esprit;

The front road of the concession Bas Saint Esprit, from the Populus road to the road of La Grande Ligne;

In the line between the municipality of the parish of Saint Esprit and the municipality of the parish of Saint Alexis:

The road of La Grande Ligne, from the front road of the concession Bas Saint Esprit to the by-road leading to the front road of the concession on the south side of Saint Georges Brook;

Dans la ligne entre la municipalité de la paroisse de Saint-Alexis et la municipalité de la paroisse de Saint-Jacques

La route conduisant du chemin de la Grande Ligne au chemin de front de la concession côté sud du ruisseau Saint-Georges;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jacques:

La route traversant le ruisseau Saint-Georges depuis le chemin de front de la concession côté sud jusqu'au chemin de front de la concession côté nord du ruisseau Saint-Georges;

Le chemin de front de la concession côté nord du ruisseau Saint-Georges, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Alexis jusqu'au chemin de ligne Plouffe;

Le chemin de ligne Plouffe, depuis le chemin de front de la concession nord du ruisseau Saint-Georges jusqu'au chemin de front côté sud du ruisseau Vacher;

Le chemin de front de la concession côté sud du ruisseau Vacher, depuis le chemin de ligne Plouffe jusqu'à la route comnue sous le nom d'Equerre Leblanc;

Dans la ligne entre la municipalité de la paroisse de Saint-Jacques et la municipalité du village de Saint-Jacques:

L'Equerre Leblanc, depuis le chemin de front de la concession sud du ruisseau Vacher jusqu'au chemin du rang Saint-Jacques;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Patrice-de-Rawdon:

La route suivant la rive est de la rivière Ouareau, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Liguori jusqu'aux limites du village de Rawdon;

Dans la municipalité du village de Rawdon:

Le chemin traversant le lot 18 du IVième rang depuis les limites est du village jusqu'à la rue Metcalf;

La rue Metcalf, depuis le chemin précédent jusqu'à la troisième rue;

La troisième rue, depuis la rue Metcalf jusqu'à la rue Queen;

La rue Queen, depuis la troisième rue jusqu'à la cinquième rue.

ROUTE DU TOUR-DU-LAC-SAINT-JEAN

No 402.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE DU TOUR-DU-LAC-SAINT-JEAN

savoir:

DANS LE COMTÉ DU LAC SAINT-JEAN:

Dans la municipalité rurale d'Hébertville:

Le chemin du rang Caron, depuis le chemin du rang de la rivière des Aulnaies jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix,

In the line between the municipality of the parish of Saint Alexis and the municipality of the parish of Saint Jacques:

The by-road leading from the road of La Grande Ligne to the front road of the concession on the south side of Saint Georges Brook;

In the municipality of the parish of Saint Jacques:

The by-road crossing Saint Georges Brook, from the front road of the concession on the south side thereof to the front road of the concession on the north side of Saint Georges Brook;

The front road of the concession on the north side of Saint Georges Brook, from the limits of the municipality of the parish of Saint Alexis to the Plouffe Line road;

The Plouffe Line road, from the front road of the concession north of Saint Georges Brook to the front road south side of Vacher Brook;

The front road of the concession south side of Vacher Brook, from the Plouffe Line road to the by-road known under the name of *"Equerre Leblanc"*;

In the Line between the municipality of the parish of Saint Jacques and the municipality of the village of Saint Jacques:

The *"Equerre Leblanc"*, from the front road of the concession south of Vacher Brook, to the road of Range Saint Jacques;

In the municipality of the parish of Saint Patrice de Rawdon:

The by-road following the East Bank of river Ouareau, from the limits of the municipality of the parish of Saint Liguori to the limits of the village of Rawdon;

In the municipality of the village of Rawdon:

The road crossing lot 18 of the fourth Range from the east limits of the village to Metcalfe Street;

Metcalfe Street from the above road to Third Street;

Third Street, from Metcalfe Street to Queen Street;

Queen Street from Third Street to Fifth Street;

TOUR DU LAC SAINT JEAN HIGHWAY.

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No 402. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

TOUR DU LAC SAINT JEAN HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF LAKE SAINT JOHN:

In the rural municipality of Hebertville:

The Range Caron road, from the road of the Range of River des Aulnaies, to the limits of the municipality of the parish of Sainte Croix,

comprenant la partie déjà classée par le décret No 1891 du 25 octobre 1923;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix:

Le chemin du rang Caron, depuis les limites de la municipalité rurale d'Hébertville jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint Jérôme, comprenant la partie déjà classée par le dit décret No 1891;

Dans la municipalité de Saint-Jérôme:

Le chemin du rang Caron, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix jusqu'aux limites du village de Saint-Jérôme, comprenant la partie déjà classée par le décret No 1891;

Dans la municipalité de Saint-Méthode:

Le chemin de front du rang IV du canton de Parent, moins une longueur d'environ un mille, comprise entre le lot No 10 et la route qui conduit à Saint-Félicien. Ce classement comprend la partie déjà classée par le dit décret No 1891;

Dans la municipalité du canton de Normandin:

La route Centrale de l'Eglise, à partir du chemin de front entre les rangs 6 et 7 du canton de Normandin jusqu'au chemin de front du rang nord de la rivière Ticouapé, comprenant la partie de cette route classée par le décret No 223 du 8 février 1924;

La route Centrale de l'Eglise, depuis le chemin de front du rang nord de la rivière Ticouapé jusqu'aux limites de la municipalité du canton d'Albanel, comprenant la partie déjà classée par le dit décret No 223;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Henri-de-Taillon:

La route Honfleur, depuis le chemin de front entre les rangs 5 et 6 du canton de Taillon, limite de la municipalité de Péribonka, jusqu'au chemin de front entre les rangs IV et V;

Le chemin de front entre les rangs IV et V, connu sous le nom de chemin Archambault, depuis la route Honfleur jusqu'à la route de l'Eglise;

La route de l'Eglise, depuis le chemin de front entre les rangs IV et V jusqu'au chemin de front entre les rangs I et II du canton de Taillon;

Le chemin de front entre les rangs I et II du canton de Taillon, connu sous le nom de chemin Archambault sud, depuis la route de l'Eglise jusqu'aux limites de la municipalité du canton de Delisle;

Dans la municipalité du canton de Delisle:

Le chemin de front entre les rangs II et III du canton de Delisle, depuis la rivière Chicot jusqu'aux limites du village du Saint-Cœur-de-Marie;

Dans la municipalité du village du Saint-Cœur-de-Marie:

La rue de l'Eglise, depuis les limites ouest de la municipalité du village du Saint-Cœur-de-Marie jusqu'à l'église du Saint-Cœur-de-Marie;

including the part already classified by Order No. 1891, dated the 25th. of October, 1923.

In the municipality of the parish of Sainte Croix:

The Range Caron road, from the limits of the limits of the rural municipality of Hebertville to the limits of the municipality of the parish of Saint Jérôme, including the part already classified by the said Order, No. 1891.

In the municipality of Saint Jérôme:

The Range Caron road, from the limits of the municipality of the parish of Sainte Croix, to the limits of the village of Saint Jérôme, including the part already classified by Order No. 1891.

In the municipality of Saint Méthode:

The front road of Range IV of the township of Parent, except a length of about a mile included between the lot No. 10 and the road leading to Saint Félicien. This classification includes the part already classified by said Order No. 1891.

In the municipality of the township of Normandin:

The Central road of the Church, from the front road between the Ranges 6 and 7 of the township of Normandin, to the front road of the north Range of the river Ticouapé, including the part of this road classified by Order No 223 of the 8th of February, 1924.

The Central road of the church, from the front road of the north Range of the river Ticouapé to the limits of the municipality of the township of Albanel, including the part already classified by said Order No. 223.

In the municipality of the parish of Saint Henri de Taillon:

The Honfleur road, from the front road between tle Ranges 5 and 6 of the township of Taillon, limit of the municipality of Peribonka, to the front road between Ranges 4 and 5;

The front road between Ranges 4 and 5, known under the name of Archambault road, from the Honfleur by-road to the Church by-road;

The Church by-road, from the front road between Ranges 4 and 5 to the front road between Ranges 1 and 2 of the township of Taillon;

The front road between Ranges 1 and 2 of the township of Taillon, known under the name of South Archambault road, from the Church by-road to the limits of the municipality of the township of Delisle;

In the municipality of the township of Delisle:

The front road between Ranges II and III of the township of Delisle, from the river Chicot, to the limits of the village of Saint Cœur de Marie;

In the municipality of the village of Saint Coeur de Marie:

Church Street, from the west limits of the municipality of the village of Saint Cœur de Marie to the Church of Saint Cœur de Marie;

DANS LE COMTÉ DE CHICOUTIMI:

Dans la municipalité du canton de Taché:

La route Garisse longeant la rive nord de la rivière Saguenay, depuis les limites de la municipalité du canton de Delisle jusqu'au pont sur la rivière Saguenay.

ROUTE VICTORIAVILLE-WOBURN

No 403.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE VICTORIAVILLE-WOBURN

savoir:

DANS LE COMTÉ D'ARTHABASKA:

Dans la municipalité de la ville d'Arthabaska:

Le chemin Saint-Paul, à partir de l'intersection de la rue de l'Eglise classée comme faisant partie de la route Lévis-Sherbrooke, en allant vers le sud jusqu'au chemin connu sous le nom de chemin Neuf de Saint-Paul;

Le chemin Neuf de Saint-Paul, longeant la rive est de la rivière Nicolet, à partir de l'intersection du chemin Saint-Paul en allant vers le sud jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Christophe-d'Arthabaska;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Christophe-d'Arthabaska:

Le chemin connu sous le nom de chemin du dixième rang, longeant la rive nord-est de la rivière Nicolet, traversant le deuxième rang du canton d'Arthabaska et le dixième rang du canton de Chester, à partir des limites de la ville d'Arthabaska jusqu'aux limites de la municipalité du canton de Chester-ouest;

Dans la municipalité du canton de Chester-ouest:

Le chemin connu sous le nom de chemin du dixième rang, longeant la rive nord-est de la rivière Nicolet, à travers le rang X du canton de Chester, à partir des limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Christophe-d'Arthabaska jusqu'aux limites du village de Chesterville;

Dans la municipalité du village de Chesterville:

Le chemin Principal traversant la municipalité depuis ses limites ouest jusqu'à ses limites est dans une direction parallèle à la rivière Nicolet;

Dans la municipalité du canton de Chester-ouest:

Le chemin connu sous le nom de chemin du dixième rang, allant dans une direction parallèle à la rivière Nicolet, depuis les limites est du village de Chesterville jusqu'à l'intersection du chemin des Binet;

Le chemin des Binet, depuis le chemin connu sous le nom de chemin du dixième rang jusqu'au chemin de front entre les rangs X et XI du canton de Chester;

Le chemin de front entre les rangs X et XI du canton de Chester, depuis le chemin des Binet

IN THE COUNTY OF CHICOUTIMI:

In the municipality of the township of Taché:

The Garisse by-road running along the North Bank of the Saguenay river, from the limits of the municipality of the township of Delisle to the bridge over the Saguenay river.

VICTORIAVILLE-WOBURN HIGHWAY.

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 403. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

VICTORIAVILLE-WOBURN HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF ARTHABASKA:

In the municipality of the town of Arthabaska:

Saint Paul road, from the intersection of Church Street classified as forming part of the Levis-Sherbrooke highway, running southerly to the road known under the name of New road of Saint Paul;

The New road of Saint Paul, running along the East Bank of the Nicolet river, from the intersection of Saint Paul road, running southerly, to the limits of the municipality of the parish of Saint Christophe d'Arthabakaska;

In the municipality of the parish of Saint Christophe d'Arthabaska:

The road known under the name of Road of the Tenth Range, running along the northeast bank of the Nicolet river, crossing the second Range of the township of Arthabaska and the tenth Range of the township of Chester, from the limits of the town of Arthabaska to the limits of the municipality of the township of Chester West;

In the municipality of the township of Chester West:

The road known under the name Road of the Tenth Range, running along the northeast bank of the Nicolet river, across Range X of the township of Chester, from the limits of the municipality of the parish of Saint Christophe d'Arthabaska to the limits of the village of Chesterville;

In the municipality of the village of Chesterville:

The Main road crossing the municipality from its Western limits to its Eastern limits in a direction parallel to the Nicolet river;

In the municipality of the township of Chester West:

The road known under the name of Road of the Tenth Range running in a direction parallel to the Nicolet river, from the east limits of the village of Chesterville to the intersection of Chemin des Binet;

The Chemin des Binet, from the road known under the name of Road of the Tenth Range to the front road between Ranges X and XI of the township of Chester;

The front road between Ranges X and XI of the township of Chester, from the Chemin des

jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham;

DANS LE COMTÉ DE WOLFE:

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham:

La route du Premier rang, depuis les limites du canton de Chester-ouest jusqu'au chemin du Premier rang dans le village de Notre-Dame;

La partie du chemin du Premier rang comprise entre la section nord-ouest et la section sud-est de la route du Premier rang;

La route du Premier rang à partir du chemin du Premier rang jusqu'à la route du Deuxième rang;

La route du Deuxième rang, depuis la route du Premier rang jusqu'aux limites de la municipalité du canton de Ham-Nord:

DANS LE COMTÉ DE FRONTENAC:

Dans la municipalité de Winslow-sud:

La partie du chemin Saint-Gabriel suivant la ligne entre les rangs II et III sud-ouest, à partir du trait carré sud-ouest du rang I sud-est jusqu'à la partie dudit chemin Saint-Gabriel, de 8155 pieds de longueur, classée par le décret No 224 en date du 8 février 1924;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn et dans la municipalité de la partie sud du canton de Marston:

Le chemin suivant la ligne entre les cantons de Clinton et de Louise, dans la ligne entre la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn et celle de la partie sud du canton de Marston, depuis les limites du canton de Ditchfield jusqu'à la ligne de division entre les rangs III et IV du canton de Clinton;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn:

Le chemin de front entre les rangs III et IV du canton de Clinton pour une longueur de 5525 pieds à partir de la ligne de division entre les cantons de Clinton et de Louise en allant vers l'est.

ROUTE JOLIETTE–SAINT-JACQUES

No 404.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants formeront une route régionale qui sera connue sous le nom de:

ROUTE JOLIETTE–SAINT-JACQUES

savoir:

DANS LE COMTÉ DE JOLIETTE:

Dans la municipalité du village de Saint-Paul:

Une route connue sous le nom de la rue Manseau, formant le prolongement de la rue Manseau de la cité de Joliette, depuis les limites de la cité de Joliette jusqu'au chemin de front de la concession est du ruisseau Saint-Pierre;

Le chemin de front de la concession est du ruisseau Saint-Pierre, depuis la rue Manseau en allant vers le nord-est jusqu'à la route Binet;

Binet to the limits of the municipality of the parish of Notre Dame de Lourdes de Ham;

IN THE COUNTY OF WOLFE:

In the municipality of the parish of Notre Dame de Lourdes de Ham:

The by-road of the first Range from the limits of the township of Chester West to the road of the first Range and the village of Notre Dame;

The part of the road of the first Range comprised between the northwest section and the southeast section of the by-road of the first Range;

The by-road of the first Range, from the road of the first Range to the by-road of the second Range;

The by-road of the second Range, from the by-road of the first Range to the limits of the municipality of the township of North Ham;

IN THE COUNTY OF FRONTENAC:

In the municipality of Winslow South:

The part of Saint-Gabriel road following the line between ranges II and III southwest, from the southwest cross line of Range I southeast to the part of Saint Gabriel road, of 8, 155 feet in length, classified by Order No. 224 dated the 8th of February, 1924;

In the municipality of the parish of Saint Augustin de Woburn and in the municipality of the South Part of the township of Marston:

The road following the line between the townships of Clinton and Louise, in the line between the municipality of the parish of Saint Augustin de Woburn and that of the south part of the township of Marston, from the limits of the township of Ditchfield to the line of division of Ranges III and IV of the township of Clinton;

In the municipality of the parish of Saint Augustin de Woburn:

The front road between Ranges III and IV of the township of Clinton, for a length of 5, 525 feet from the line of division between the townships of Clinton and of Louise in an easterly direction.

JOLIETTE–SAINT JACQUES HIGHWAY.

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 404. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall constitute a regional highway which will be known under the name of:

JOLIETTE–SAINT JACQUES HIGHWAY.

to wit:

IN THE COUNTY OF JOLIETTE:

In the municipality of the village of Saint Paul:

A by-road known under the name of Manseau Street, forming the prolongation of Manseau Street, of the city of Joliette, from the limits of the city of Joliette to the front road of the concession east of Saint Pierre Brook;

The front road of the concession east of Saint Pierre brook, from Manseau Street towards the

lant vers le sud-est jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie:

Le chemin de front de la concession est du ruisseau Saint-Pierre, depuis les limites de la municipalité du village de Saint-Paul en allant vers le sud-est jusqu'à la route connue sous le nom de chemin Banal;

Dans la municipalité du village de Saint-Paul:

Le chemin Banal, depuis le chemin de front de la concession est du ruisseau Saint-Pierre jusqu'au trait carré séparant la concession ouest du ruisseau Saint-Pierre de la concession est de la rivière Rouge;

Le chemin dans le trait carré de la concession ouest du ruisseau Saint-Pierre et de la concession est de la rivière Rouge, depuis le chemin Banal en allant vers l'est jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie:

Le chemin du trait carré entre la concession ouest du ruisseau Saint-Pierre et la concession est de la rivière Rouge, depuis les limites de la municipalité du village de Saint-Paul jusqu'à la route passant entre les lots 246 et 247 du cadastre de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie connue sous le nom de chemin Banal;

Dans la municipalité du Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Crabtree-Mills:

La route entre les lots 246 et 247 connue sous le nom de chemin Banal, depuis le trait carré entre la concession ouest du ruisseau Saint-Pierre et la concession est de la rivière Rouge jusqu'au chemin de front de la concession est de la rivière Rouge;

Le chemin de front de la concession est de la rivière Rouge, depuis le chemin Banal jusqu'à la route du pont sur la rivière Rouge, sur le lot 238;

La route du pont sur la rivière Rouge, depuis le chemin de front de la concession est de la rivière Rouge jusqu'au chemin de front de la concession ouest de la rivière Rouge;

Le chemin de front de la concession ouest de la rivière Rouge, ou rang des Leveillé, depuis la route du pont sur la rivière Rouge jusqu'au chemin de ligne Saint-Jacques;

Le chemin de ligne Saint-Jacques, depuis le chemin de front de la concession ouest de la rivière Rouge jusqu'au chemin de front de la concession du bas du lac Ouareau;

Le chemin de front de la concession du bas du lac Ouareau, depuis le chemin de ligne Saint-Jacques jusqu'à la route conduisant à la concession de la continuation du ruisseau Vacher;

La route conduisant à la concession de la continuation du ruisseau Vacher, suivant la ligne entre les lots 759 et 760 du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques, depuis le chemin de front de la concession du bas du lac Ouareau jusqu'au trait carré de la même concession;

DANS LE COMTÉ DE MONTCALM:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jacques:

Le chemin de front dans le trait carré entre

southeast to the limits of the municipality o the parish of Saint Paul de Lavaltrie;

In the municipality of the parish of Saint Paul de Lavaltrie:

The front road of the concession east of Saint Pierre brook, from the limits of the municipality of the village of Saint Paul towards the southeast to the by-road known under the name of Banal road;

In the municipality of the village of Saint Paul:

The Banal road, from the front road of the concession east of the Saint Pierre brook to the cross line between the concession west of Saint Pierre brook and the concession east brook of Red river;

The road in the cross line of the concession west of Saint Pierre brook and of the concessions east of Red river, from Banal road towards the east to the limits of the municipality of the parish of Saint Paul de Lavaltrie;

In the municipality of the parish of Saint Paul de Lavaltrie:

The road of the cross line between the concession west of Saint Pierre brook and the concession east of Red river, from the limits of the municipality of the village of Saint Paul to the by-road running between lots 246 and 247 of the cadastre of the parish of Saint Paul de Lavaltrie, known under the name of Banal road.

In the municipality of Sacré Coeur de Jésus de Crabtree Mills:

The by-road between lots 246 and 247 known under the name of Banal road, from the cross line between the concession west of Saint Pierre brook and the concession east of Red river to the front road of the concession east of Red river;

The front road of the concession east of Red river, from Banal road to the by-road leading to the bridge over Red river upon lot 238;

The by-road leading to the bridge over the Red river, from the front road of the concession east of Red river to the front road of the concession west of Red river;

The front road of the concession west of Red river or Range des Leveillé, from the by-road leading to the bridge over the Red river to the road of Line Saint Jacques;

The road of Line Saint Jacques, from the front of the concession west of Red river to the front road of the lower concession of Lake Ouareau;

The front road of the lower concession of Lake Ouareau from the road of Line Saint Jacques to the by-road leading to the concession of the continuation of Vacher brook;

The by-road leading to the concession of the continuation of Vacher brook, following the line between lots 759 and 760 of the cadastre of the parish of Saint Jacques, from the front road of the lower concession of Lake Ouareau to the cross line of the same concession;

IN THE COUNTY OF MONTCALM:

In the municipality of the parish of Saint Jacques:

The front road in the cross line between the

les lots 655 et 759 du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques;

La route conduisant au chemin de front de la concession de la continuation du ruisseau Vacher, depuis le trait carré de la concession jusqu'au chemin de front suivant la ligne entre les lots 655 et 656;

Le chemin de front de la concession de la continuation du ruisseau Vacher, depuis la route entre les lots 655 et 656 jusqu'aux limites du village de Saint-Jacques;

Dans la municipalité du village de Saint-Jacques:

La rue Sainte-Anne, depuis le chemin de front de la concession de la continuation du ruisseau Vacher jusqu'au chemin de front du ruisseau Vacher maintenant connue sous le nom de Route Rawdon-L'Assomption.

ROUTE DE SAINT-HYACINTHE-MELBOURNE

No 405.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants formeront une route régionale qui sera connue sous le nom de:

ROUTE SAINT-HYACINTHE-MELBOURNE

savoir:

DANS LE COMTÉ DE SAINT-HYACINTHE:

Dans la municipalité du village de Saint-Joseph:

La rue Centrale, depuis le côté sud du pont du centre sur la rivière Yamaska jusqu'au chemin Corneau;

Le chemin Corneau, depuis la rue Centrale jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur:

Le chemin Corneau, depuis les limites de la municipalité du village de Saint-Joseph jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique;

DANS LE COMTÉ DE BAGOT:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique:

Le chemin de front du rang Saint-Dominique, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur jusqu'à la route conduisant au chemin de front des rangs 6 et 7 d'Upton;

Dans la municipalité du village de Saint-Dominique:

La route conduisant au chemin de front des rangs 6 et 7 d'Upton jusqu'au trait carré nord-est du rang Saint-Dominique;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Liboire:

La route dans le rang Sainte-Madeleine passant entre les lots 438 et 442 du cadastre de la paroisse de Saint-Liboire, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique,

lots 655 and 759 of the cadastre of the parish of Saint Jacques;

The by-road leading to the front road of the concession of the continuation of Vacher brook, from the cross line of the concession to the front road following the line between lots 655 and 656;

The front road of the concession of the continuation of Vacher brook, from the by-road between lots 655 and 656 to the limits of the village of Saint Jacques;

In the municipality of the village of Saint Jacques.

Sainte Anne Street, from the front road of the concession of the continuation of Vacher brook to the front road of Vacher brook, now known under the name of Rawdon-L'Assomption Highway.

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 405. March, 19, 1925.

SAINT HYACINTHE-MELBOURNE HIGHWAY

In the future, the following roads shall constitute a regional highway which will be known under the name of:

SAINT HYACINTHE-MELBOURNE HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF SAINT HYACINTHE:

In the municipality of the village of Saint Joseph:

Central Street, from the south side of the central bridge over the river Yamaska to Corneau road;

The Corneau road, from Central Street to the limits of the municipality of the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur;

In the municipality of the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur:

The Corneau road, from the limits of the municipality of the village of Saint Joseph to the limits of the municipality of the parish of Saint Dominique;

IN THE COUNTY OF BAGOT:

In the municipality of the parish of Saint Dominique:

The front road of Range Saint Dominique, from the limits of the municipality of the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur to the by-road leading to the front road of Ranges 6 and 7 of Upton;

In the municipality of the village of Saint Dominique:

The by-road leading to the front road of Ranges 6 and 7 of Upton to the northeast cross line of Range Saint Dominique;

In the municipality of the parish of Saint Liboire:

The by-road in Range Sainte Madeleine running between lots 438 and 442 of the cadastre of the parish of Saint Liboire, from the limits of the municipality of the parish of Saint Domini-

jusqu'au chemin de front du rang Sainte-Madeleine;

Le chemin de front du rang Sainte-Madeleine, depuis la route dans le rang Sainte-Madeleine, entre les lots 438 et 442, jusqu'à la route dans le rang Saint-George entre les lots 364 et 366;

La route dans le rang Saint-Georges passant entre les lots 364 et 366, depuis le chemin de front du rang Sainte-Madeleine jusqu'aux limites du village de Saint-Liboire;

Dans la municipalité du village de Saint-Liboire:

La rue Saint-Patrice, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Liboire jusqu'au chemin du rang Saint-Edouard;

Le chemin du rang Saint-Edouard depuis la rue Saint-Patrice, en allant vers le nord-ouest, jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Liboire;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Liboire:

La route dans le rang Saint-Edouard passant entre les lots 159 et 160, depuis les limites de la municipalité du village de Saint-Liboire jusqu'à la route dans le rang Sainte-Charlotte;

La route dans le rang Sainte-Charlotte passant entre les lots 97 et 98, depuis la route dans le rang Saint-Edouard jusqu'au chemin de front du rang Saint-Henri;

Le chemin de front du rang Saint-Henri, depuis la route passant entre les lots 97 et 98 jusqu'aux limites de la municipalité du village d'Upton;

Dans la municipalité du village d'Upton:

Le chemin Principal, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Liboire jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Ephrem-d'Upton, longeant en grande partie le côté nord de la voie du chemin de fer Canadien National et comprenant la rue McDougall;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Ephrem-d'Upton:

La route conduisant du village d'Upton au chemin entre les XXIème et XXIIème rangs d'Upton, en traversant les rangs XXème et XXIème;

Le chemin entre les XXIème et XXIIème rangs d'Upton, depuis la route conduisant au village d'Upton jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-André-d'Acton;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-André-d'Acton:

Le chemin de front des rangs III et IV d'Acton, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Ephrem-d'Upton jusqu'aux limites de la municipalité de la ville d'Acton-Vale;

Dans la municipalité de la ville d'Acton Vale:

Le chemin de front des rangs III et IV d'Acton, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-André-d'Acton jusqu'à la rue Roxton;

La rue Roxton, depuis le chemin de front des rangs III et IV d'Acton jusqu'à la rue William;

La rue William, depuis la rue Roxton en allant vers l'est jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-André-d'Acton;

que to the front road of Range Sainte Madeleine;

The front road of Range Sainte Madeleine, from the by-road in Range Sainte Madeleine, between lots 438 and 442, to the by-road in Range Saint Georges between lots 364 and 366;

The by-road in Range Saint Georges running between lots 364 and 366, from the front road of Range Sainte Madeleine to the limits of the village of Saint Liboire;

In the municipality of the village of Saint Liboire:

Saint Patrice Street, from the limits of the municipality of the parish of Saint Liboire to the road of Range Saint Edouard;

The road of Range Saint Edouard, from Saint Patrice Street, towards the northwest, to the limits of the municipality of the parish of Saint Liboire;

In the municipality of the parish of Saint Liboire:

The by-road in Range Saint Edouard running between lots 159 and 160, from the limits of the municipality of the village of Saint Liboire to the by-road in Range Sainte Charlotte;

The by-road in Range Sainte Charlotte running between lots 97 and 98, from the by-road in Range Saint Edouard to the front road of Range Saint Henri;

The front road of Range Saint Henri, from the by-road passing between lots 97 and 98 to the limits of the municipality of the village of Upton;

In the municipality of the village of Upton:

The Main road, from the limits of the municipality of the parish of Saint Liboire to the limits of the municipality of the parish of Saint Ephrem d'Upton, running for the most part along the north side of the Canadian National Railway and including McDougall Street;

In the municipality of the parish of Saint Ephrem d'Upton:

The by-road leading from the village of Upton to the road between the twenty first and twenty second Ranges of Upton, across the twentieth and twenty-first Ranges;

The road between the twenty first and twenty second Ranges of Upton, from the by-road leading to the village of Upton to the limits of the municipality of Saint André d'Acton;

In the municipality of the parish of Saint André d'Acton:

The front road between Ranges III and IV of Acton from the limits of the municipality of the parish of Saint Ephrem d'Upton to the limits of the municipality of the town of Acton Vale;

In the municipality of town of Acton Vale:

The front road of Ranges III and IV of Acton, from the limits of the municipality of the parish of Saint André d'Acton to Roxton Street;

Roxton Street, from the front road of Ranges III and IV of Acton to William Street;

William Street, from Roxton Street towards the east to the limits of the municipality of the parish of Saint André d'Acton;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-André-d'Acton:

Le prolongement de la rue William de la ville d'Acton, depuis les limites de la municipalité de la ville d'Acton Vale jusqu'au chemin de front des rangs III et IV d'Acton;

Le chemin de front des rangs III et IV d'Acton depuis le prolongement de la rue William de la ville d'Acton Vale jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Christine;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Christine:

Le chemin de front des rangs III et IV d'Acton.

In the municipality of the parish of Saint André d'Acton:

The prolongation of William Street, from the town of Acton to the limits of the municipality of the town of Acton Vale to the front road of Ranges III and IV of Acton;

The front road of Ranges III and IV of Acton, from the prolongation of William Street of the town of Acton Vale to the limits of the municipality of the parish of Sainte Christine;

In the municipality of the parish of Sainte Christine:

The front road of Ranges III and IV of Acton.

ROUTE LEVIS-SAINT-LAMBERT

No 406.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants formeront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE LEVIS-SAINT-LAMBERT

savoir:

DANS LE COMTÉ DE LOTBINIÈRE:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Tilly:

Le chemin du Bord-de-l'Eau;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix:

Le chemin du Bord-de-l'Eau, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Tilly jusqu'aux limites de la municipalité du village de Sainte-Croix;

Dans la municipalité du village de Sainte-Croix:

Le chemin du Bord-de-l'Eau;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix:

Le chemin du Bord-de-l'Eau, depuis les limites du village de Sainte-Croix jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière:

Le chemin du Bord-de-l'Eau, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix jusqu'aux limites de la municipalité du village de Lotbinière;

Dans la municipalité du village de Lotbinière:

Le chemin du Bord-de-l'Eau;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière:

Le chemin du Bord-de-l'Eau, depuis les limites de la municipalité du village de Lotbinière jusqu'aux limites de la municipalité du village de Leclercville;

Dans la municipalité du village de Leclercville:

Le chemin du Bord-de-l'Eau;

LEVIS-SAINT LAMBERT HIGHWAY.

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 406. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

LEVIS-SAINT LAMBERT HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF LOTBINIERE:

In the municipality of the parish of Saint Antoine de Tilly:

The Bord de l'eau road;

In the municipality of the parish of Sainte Croix:

The Bord de l'Eau road, from the limits of the municipality of the parish of Saint Antoine de Tilly to the limits of the municipality of the village of Sainte Croix:

In the municipality of the village of Sainte Croix:

The Bord de l'Eau road;

In the municipality of the parish of Sainte Croix:

The Bord de l'Eau road, from the limits of the village of Sainte Croix to the limits of the municipality of the parish of Saint Louis de Lotbinière;

In the municipality of the parish of Saint Louis de Lotbinière:

The Bord de l'Eau road, from the limits of the municipality of the parish of Sainte Croix, to the limits of the municipality of the village of Lotbinière;

In the municipality of the village of Lotbinière

The Bord de l'Eau road;

In the municipality of the parish of Saint Louis de Lotbinière:

The Bord de l'Eau road, from the limits of the municipality of the village of Lotbinière to the limits of the municipality of the village of Leclercville;

In the municipality of the village of Leclercville:

The Bord de l'Eau road;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Emilie:

Le chemin du Bord-de-l'Eau;

Dans la municipalité du village de Deschaillons:

Le nouveau chemin du Bord-de-l'Eau, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Emilie jusqu'à la route Boisseau;

La route Boisseau, depuis le chemin Neuf du Bord-de-l'Eau jusqu'à l'ancien chemin du Bord-de-l'Eau au pont Audet, sur la rivière du Chêne;

L'ancien chemin du Bord-de-l'Eau, depuis le pont Audet, sur la rivière du Chêne, jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets;

DANS LE COMTÉ DE NICOLET:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets:

Le chemin du Bord-de-l'Eau;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Edouard-de-Gentilly:

Le chemin du Premier rang, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets jusqu'au village de Gentilly;

Dans la municipalité du village de Gentilly:

Le chemin du Premier rang;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Edouard-de-Gentilly:

Le chemin du Premier rang et le chemin de front de la concession nord-est de la rivière Gentilly, depuis les limites de municipalité du village de Gentilly jusqu'à la route du Pont;

La route du Pont, depuis le chemin de front de la concession nord-est de la rivière Gentilly jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Nativité-de-Bécancour;

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Nativité-de-Bécancour:

Le chemin du Deuxième rang de Cournoyer et le chemin du deuxième rang de Dutord, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Edouard-de-Gentilly jusqu'à la route Neuve;

La route Neuve en passant entre les lots 144 et 145, depuis le chemin du deuxième rang jusqu'au chemin du premier rang de Dutord;

La rente du Pont, depuis le chemin de front du premier rang de Dutord jusqu'au chemin de Larocque;

Le chemin Neuf, traversant la concession des Mares, parallèlement à l'ancien chemin de la Grande Rivière, depuis le chemin de Larocque jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval:

Le chemin de front du rang de la Grande Rivière en suivant le nouveau tracé dans la partie est, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Nativité-de-Bécancour jusqu'aux limites de la municipalité du village de Laval;

In the municipality of the parish of Sainte Emilie:

The Bord de l'Eau road;

In the municipality of the village of Deschaillons:

The New Bord de l'Eau road, from the limits of the municipality of Sainte Emilie to the Boisseau by-road;

The Boisseau by-road, from the New Bord de l'Eau road to the old Bord de l'Eau road at Audet's Bridge, over the river Du Chene.

The Old Bord de l'Eau road, from Audet's Bridge, over the river Du Chene, to the limits of the municipality of the parish of Saint Pierre les Becquets;

IN THE COUNTY OF NICOLET:

In the municipality of the parish of Saint Pierre les Becquets:

The Bord de l'Eau road;

In the municipality of the parish of Saint Edouard de Gentilly:

The road of the first Range, from the limits of the municipality of the parish of Saint Pierre les Becquets to the village of Gentilly;

In the municipality of the village of Gentilly:

The road of the first Range;

In the municipality of the parish of Saint Edouard de Gentilly:

The road of the first Range and the front road of the concession north east of the river Gentilly, from the limits of the municipality of the village of Gentilly to the Bridge by-road;

The Bridge by-road, from the front road of the concession northeast of river Gentilly to the limits of the municipality of the parish of Notre Dame de la Nativité de Bécancour;

In the municipality of the parish of Notre Dame de la Nativité de Bécancour:

The road of the second Range of Cournoyer and the road of the second Range of Dutord, from the limits of the municipality of the parish of Saint Edouard de Gentilly to the New by-road;

The New by-road running between lots 144 and 145, from the road of the second Range to the road of the first Range of Dutord;

The Bridge by-road, from the front road of the first Range of Dutord to the Larocque road;

The New road crossing the concession Des-Mares, parallel to the old road of Grande Rivière, from the Larocque road to the limits of the municipality of the parish of Sainte Angèle de Laval;

In the municipality of the parish of Sainte Angèle de Laval;

The front road of the Range of Grande Rivière following the New direction in the east part, from the limits of the municipality of the parish of Notre Dame de la Nativité de Bécancour to the limits of the municipality of the village of Laval;

Dans la municipalité du village de Laval:

Le chemin de front du rang de la Grande Rivière;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval:

Le chemin de front du rang de la Grande Rivière, depuis les limites de la municipalité du village de Laval jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand.

ROUTE BEAUHARNOIS-SAINT-JEAN

No 407.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants formeront une route régionale qui sera connue sous le nom de:

ROUTE BEAUHARNOIS-SAINT-JEAN

savoir:

DANS LE COMTÉ DE CHATEAUGUAY:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Urbain-Premier:

Le chemin de front des rangs II et III, connu sous le nom de chemin du village, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Martine jusqu'à la montée de la Grande Ligne;

La montée de la Grande Ligne, depuis le chemin du village jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore;

DANS LE COMTÉ DE LAPRAIRIE:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore:

Le chemin de front de la concession Saint-Régis comprenant le chemin des Epinettières, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Urbain-Premier jusqu'à la montée Faille;

La montée Faille, passant entre les lots 197 et 196 pour une longueur de 2,800 pieds à partir du chemin Saint-Régis en allant vers l'est;

DANS LE COMTÉ DE NAPIERVILLE:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Rémi-de-Lasalle:

La montée Sainte-Thérèse, à partir du chemin de front de la concession Sainte-Thérèse jusqu'aux limites de la municipalité du village de Saint-Rémi;

Dans la municipalité du village de Saint-Rémi:

La rue Sainte-Thérèse, depuis les limites ouest du village jusqu'à la rue Notre-Dame;

La rue Notre-Dame, depuis la rue Sainte-Thérèse jusqu'à la rue Saint-André;

La rue Saint-André, depuis la rue Notre-Dame jusqu'aux limites est du village;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Rémi-de-Lasalle:

La montée Saint-Rémi ou de la Pigeonnière, depuis les limites du village de Saint-Rémi jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange;

In the municipality of the village of Laval:

The front road of the Range of Grande Rivière;

In the municipality of the parish of Sainte Angèle de Laval:

The front road of the Range of Grande Rivière, from the limits of the municipality of the village of Laval to the limits of the municipality of the parish of Saint Grégoire le Grand.

BEAUHARNOIS-SAINT JOHN'S HIGHWAY.

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 407. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall constitute a regional highway which will be known under the name of

BEAUHARNOIS-SAINT JOHN'S HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF CHATEAUGUAY:

In the municipality of the parish of Saint Urbain Premier:

The front road of Ranges II and III, known under the name of Village road, from the limits of the municipality of the parish of Sainte Martine to the Montée de la Grande Ligne;

The Montée de la Grande Ligne, from the Village road to the limits of the municipality of the parish of Saint Isidore;

IN THE COUNTY OF LAPRAIRIE:

In the municipality of the parish of Saint Isidore:

The front road of the concession of Saint Régis, including the road Des Epinettières, from the limits of the municipality of the parish of Saint Urbain Premier to the Montée Faille;

The Montée Faille running between lots 197 and 198 for a length of 2.800 feet, from Saint Régis road in an Easterly direction;

IN THE COUNTY OF NAPIERVILLE:

In the municipality of the parish of Saint Rémi de Lasalle:

The Montée Sainte Thérèse. f om the front road of the concession of Sainte Thérèse to the limits of the municipality of the village of Saint Rémi;

In the municipality of the village of Saint Rémi:

Sainte Thérèse Street, from the west limits of the village to Notre Dame Street;

Notre Dame Street, from Sainte Thérèse Street up to Saint André Street;

Saint André Street, from the Notre Dame Street to the east limits of the village;

In the municipality of the parish of Saint Rémi de Lasalle:

The Montée Saint Rémi or de la Pigeonnière, from the limits of the village of Saint Rémi to the limits of the municipality of the parish of Saint Michel Archange;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange:

La montée Saint-Rémi, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Rémi-de-Lasalle jusqu'au chemin du rang Saint-Michel;

Le chemin du rang Saint-Michel depuis la montée Saint-Rémi allant vers le nord jusqu'à la montée Pigeon conduisant à Saint-Edouard;

Dans la municipalité de Saint-Edouard:

Le chemin de la Frênière;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington:

Le Grand Chemin Saint-Patrice, depuis les imites de la paroisse de Saint-Edouard jusqu'à la montée Sainte-Marguerite;

La montée Sainte Marguerite ou montée Meloche, depuis le Grand Chemin Saint-Patrice jusqu'au chemin de front du rang Sainte-Marguerite;

Le chemin de front du rang Sainte-Marguerite pour une longueur de 7055 pieds en allant vers l'est à partir de la montée Sainte-Marguerite;

Dans la municipalité du village de Napierville:

La rue Saint-David, depuis la route Edouard VII jusqu'à la rue Saint-Luc;

La rue Saint-Luc, depuis la rue Saint-David allant vers le nord, jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry:

Le chemin sud de la rivière Montréal, depuis les limites de la municipalité du village de Napierville en allant vers le nord, jusqu'à la montée Castaigne;

DANS LE COMTÉ DE SAINT-JEAN:

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie:

Le chemin de la Première Concession sud-est de la rivière Montréal, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry jusqu'à la montée Paradis;

La montée Paradis, depuis le chemin de la Première Concession sud-est de la rivière Montréal jusqu'au chemin de la seconde concession;

Le chemin de la Seconde Concession sud-est de la rivière Montréal, connu aussi sous le nom de chemin de la Carrière, depuis la montée Paradis jusqu'à la route qui conduit au Petit Bernier, étant l'ancien chemin de péage de Saint-Jean à l'Acadie;

L'ancien chemin de péage de Saint-Jean à l'Acadie, depuis le chemin de front de la Seconde Concession sud-est de la rivière Montréal jusqu'à la concession du Petit Bernier, limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jean:

La route qui conduit au chemin du Grand Bernier, étant l'ancien chemin de péage de Saint-Jean à l'Acadie, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie jusqu'au chemin de front du Grand Bernier;

In the municipality of the parish of Saint Michel Archange:

The Montée Saint Rémi, from the limits of the municipality of the parish of Saint Rémi de Lasalle to the road of Range Saint Michel;

The road of Range Saint Michel from the Montée Saint Rémi northerly to the Montée Pigeon leading to Saint Edouard;

In the municipality of Saint Edouard:

De la Frenière road;

In the municipality of the parish of Saint Patrice de Sherrington:

The Grand Chemin Saint Patrice, from the limits of the parish of Saint Edouard to the Montée Sainte Marguerite;

The Montée Sainte Marguerite or Montée Meloche, from the Grand Chemin Saint Patrice to the front road of Range Sainte Marguerite;

The front road of Range Sainte Marguerite for a length of 7,055 feet measured easterly from the Montée Sainte Marguerite;

In the municipality of the village of Napierville:

Saint David Street, from Edouard VII highway to Saint Luc Street;

Saint Luc Street, from Saint David Street, northerly to the limits of the municipality of the parish of Saint Cyprien de Léry;

In the municipality of the parish of Saint Cyprien de Léry:

The road south of the river Montreal, from the limits of the municipality of the village of Napierville, northerly to the Montée Castaigne;

IN THE COUNTY OF SAINT JOHN'S:

In the municipality of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie:

The road of the first concession southeast of the river Montreal, from the limits of the municipality of the parish of Saint Cyprien de Léry to the Montée Paradis;

The Montée Paradis, from the road of the first concession southeast of the river Montreal to the road of the second concession;

The road of the second concession southeast of the river Montreal, known also under the name of Chemin de la Carrière, from the Montée Paradis to the by-road leading to Petit Bernier, being the old Turnpike road from Saint John's to L'Acadie;

The old Turnpike road from Saint John's to L'Acadie, from the front road of the second concession southeast of the river Montreal to the concession of Petit Bernier, limits of the municipality of the parish of Saint Jean;

In the municipality of the parish of Saint John's:

The by-road leading to the Chemin du Grand Bernier, being the old Turnpike road from Saint John's to L'Acadie, from the limits of the municipality of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie to the front road of Grand Bernier;

Le chemin de front du Grand Bernier, depuis la route qui conduit à l'Acadie jusqu'à la route qui conduit à Saint-Jean;

La route qui conduit à Saint-Jean, étant l'ancien chemin de péage de Saint-Jean à l'Acadie, depuis le chemin de Grand Bernier jusqu'aux limites de la cité de Saint-Jean.

The front road of Grand Bernier, from the by-road leading to L'Acadie to the by-road leading to Saint John's;

The by-road leading to Saint John's, being the old Turnpike road from Saint John's to L'Acadie, from the road of Grand Bernier to the limits of the city of Saint John's;

ROUTE SAINT-VALLIER-ST-CAMILLE

No 408.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants formeront une route régionale qui sera connue sous le nom de:

ROUTE SAINT-VALLIER-SAINT-CAMILLE.

savoir:

DANS LE COMTÉ DE BELLECHASSE:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël:

La route du Sault pour une longueur de 6600 pieds, à partir des limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Vallier jusqu'au chemin de front du Sault;

La route du Circuit, depuis le chemin de front du Sault jusqu'aux limites de la municipalité du village de Saint-Raphaël;

Dans la municipalité du village de Saint-Raphaël:

La route du Circuit, depuis les limites nord-ouest du village jusqu'au chemin de front du Premier rang nord-est;

Le chemin de front du Premier rang nord-est, depuis la route du Circuit jusqu'à la route du Premier rang nord-est;

La route du Premier rang nord-est, depuis le chemin de front du Premier rang nord-est jusqu'aux limites sud-est du village;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël:

La route conduisant à Saint-Cajetan-d'Armagh à partir des limites de la municipalité du village de Saint-Raphaël jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Cajetan-d'Armagh, moins les chemins de front qui sont situés sur le parcours de cette route et qui continueront à être entretenus comme chemins de front par les personnes qui y sont tenues;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Cajetan-d'Armagh:

Le chemin de la rivière Noire, étant le chemin de front passant entre le Premier rang nord-est et le Deuxième rang nord-est, à partir de 1500 pieds des limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël jusqu'au chemin de front du Premier rang nord-ouest, connu sous le nom de chemin du Village;

Le chemin de front du Premier rang nord-ouest connu sous le nom de chemin du Village, depuis le chemin de la rivière Noire jusqu'à la route passant entre les lots 66 et 67 du Premier rang nord-ouest, connue sous le nom de route de l'Eglise;

La route passant entre les lots 66 et 67 du Premier rang nord-ouest, connue sous le nom de

SAINT VALLIER-SAINT CAMILLE HIGHWAY.

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 408. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall constitute a regional highway which will be known under the name of:

SAINT VALLIER-SAINT CAMILLE HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF BELLECHASSE:

In the municipality of the parish of Saint Raphael:

The Route du Sault for a length of 6,600 feet, from the limits of the municipality of the parish of Saint Vallier to the front road du Sault;

The Route du Circuit, from the front road du Sault to the limits of the municipality of the village of Saint Raphael;

In the municipality of the village of Saint Raphael:

The Route du Circuit, from the northwest limits of the village to the front road of the first northeast Range;

The front road of the first northeast Range, from the Route du Circuit to the by-road of the first northeast Range;

The by-road of the first northeast Range, from the by-road of the first northeast Range to the southeast limits of the village;

In the municipality of the parish of Saint Raphael:

The by-road leading to Saint Cajetan d'Armagh, from the limits of the municipality of the village of Saint Raphael, to the limits of the municipality of the parish of Saint Cajetan d'Armagh, less the front roads situated along this by-road and which shall continue to be maintained as front roads by the persons obliged to maintain same;

In the municipality of the parish of Saint Cajetan d'Armagh:

The road of river Noire, being the front road passing between the first northeast Range and the second northeast Range, from 1,500 feet from the limits of the municipality of Saint Raphael to the front road of the northwest Range, known under the name of Road of the Village;

The front road of the first northwest Range known under the name of Road of the Village, from the road of river Noire to the by-road passing between lots 66 and 67 of the first northwest Range, known under the name of Route de l'Eglise;

The by-road passing between lots 66 and 67 of the first northwest Range, known under the

route de l'Eglise, depuis le chemin de front du Fremier rang nord-ouest jusqu'au chemin de front du Premier rang sud-est;

Le chemin du Premier rang sud-est, connu sous le nom de chemin du VIIIème rang, depuis la route de l'Eglise jusqu'à la route Eustache Langlois;

5414 pieds de la route Eustache Langlois, à partir du chemin de front du Fremier rang sud-est en allant vers le sud-est;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Philémon:

La partie améliorée et gravelée du chemin de la Grande Ligne, connu aussi sous le nom de chemin Mailloux, soit une longueur d'environ six milles à partir de 2700 pieds des limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Cajetan-d'Armagh, en allant vers le sud-est;

Dans la municipalité des cantons unis de Roux, Bellechasse et Daaquam:

La partie améliorée et gravelée du chemin de la Grande Ligne ou chemin Mailloux, c'est-à-dire la partie comprise à partir de 8500 pieds des limites sud-est de la municipalité de la paroisse de Saint-Philémon jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis:

Le chemin de la Grande Ligne ou chemin Mailloux, depuis les limites de la municipalité des cantons unis de Roux, Bellechasse et Daaquam jusqu'à la route conduisant au chemin de front du VIème rang nord-est;

Temporairement, les chemins suivants formeront partie de ladite route Saint-Vallier-Saint-Camille, savoir:

DANS LE COMTÉ DE BELLECHASSE:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis:

La route conduisant au chemin de front du VIème rang nord-est et le chemin de front du VIème rang nord-est pour une longueur totale de 17,625 pieds;

La partie du chemin Mailloux comprise entre la route conduisant au VIème rang nord-est et le chemin de front du VIIème rang;

Le chemin de front du VIIème rang, depuis le chemin Mailloux jusqu'aux limites de la municipalité de Saint-Juste-de-Bretenières;

DANS LE COMTÉ DE MONTMAGNY

Dans la municipalité de Saint-Juste-de-Bretenières:

Le chemin de front des rangs VI et VII du canton de Panet, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis jusqu'à la route qui conduit à l'église de Saint-Fabien-de-Panet.

name of Route de l'Eglise, from the front road of the first northwest Range to the front road of the first southeast Range;

The road of the first southeast Range, known under the name of Road of the eighth Range, from the Route de l'Eglise up to the Route Eustache Langlois;

5,414 feet of the Route Eustache Langlois, from the front road of the first southeast Range measured southeasterly;

In the municipality of the parish of Saint Philémon:

The improved and gravelled part of the Chemin de la Grande Ligne known also under the name of Mailloux road, namely a length of about six miles from a point 2,700 feet distant from the limits of the municipality of the parish of Saint Cajetan d'Armagh towards the southeast;

In the municipality of the United Townships of Roux, Bellechasse and Daaquam:

The improved and gravelled part of the Chemin de la Grande Ligne, or Mailloux road, namely the part included from a point 8,500 feet distant from the southeast limits of the municipality of the parish of Saint Philémon to the limits of the municipality of the parish of Saint Camille de Lellis;

In the municipality of the parish of Saint Camille de Lellis:

The Chemin de la Grande Ligne or Mailloux road, from the limits of the municipality of the United Townships of Roux, Bellechasse and Daaquam to the by-road leading to the front road of the sixth northeast Range;

Temporarily, the following roads shall form part of said Saint Vallier-Saint Camille Highway:

IN THE COUNTY OF BELLECHASSE:

In the municipality of the parish of Saint Camille de Lellis:

The by-road leading to the front road of the sixth north east Range and the front road of the sixth northeast Range for a total distance of 17, 625 feet;

The part of Mailloux road contained between the by-road leading to the sixth northeast Range and the front road of the seventh Range;

The front road of the seventh Range, from Mailloux road to the limits of the municipality of Saint Juste de Bretenières;

IN THE COUNTY OF MONTMAGNY:

In the municipality of Saint Juste de Bretenières:

The front road of Ranges VI and VII of the township of Panet, from the limits of the municipality of the parish of Saint Camille de Lellis to the by-road leading to the church of Saint Fabien de Panet.

ROUTE MONTREAL-OTTAWA VIA HULL

No 394.—Décret du lieutenant gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir les chemins suivants formeront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE MONTREAL-OTTAWA VIA HULL

savoir:

DANS LE COMTÉ DE LAVAL:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul:

Le chemin du Bord de l'Eau, à partir de la montée Sainte-Rose, maintenant connue sous le nom de route Montréal-Mont-Laurier, près du pont Viau, jusqu'aux limites de la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides;

Dans la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides:

Le chemin Principal ou chemin du Bord de l'Eau, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Vincent de-Paul jusqu'aux limites de la municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe;

Dans la municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe:

Le chemin du Bord de l'Eau, depuis les limites de la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides jusqu'à la rue du pont Lachapelle, qui fait déjà partie de la route Montréal-Ottawa via Hull.

ROUTE MONTREAL-ROUSE'S POINT VIA SAINT-JEAN

No 395.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants formeront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE MONTREAL-ROUSE'S POINT VIA SAINT-JEAN

savoir:

DANS LE COMTÉ DE SAINT-JEAN:

Entre la municipalité de la paroisse de Saint-Jean et la municipalité de la paroisse de Saint-Luc:

La montée Fréchette;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jean:

Le chemin de la Première concession de la rivière Richelieu, depuis la limite sud de la cité de Saint-Jean jusqu'aux limites de la paroisse de Saint-Blaise, y comprenant les 5138 pieds déjà classés par le décret No 682, en date du 9 avril 1924;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Blaise:

Le chemin de la Première concession de la rivière Richelieu, depuis les limites de la paroisse de Saint-Jean jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-l'Ile-aux-Noix;

MONTREAL-OTTAWA via Hull) HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 394. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

MONTREAL-OTTAWA (via Hull) HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF LAVAL:

In the municipality of the parish of Saint Vincent de Paul

The Bord de l'Eau road, from the Montée Sainte Rose now known under the name of Montreal-Mont Laurier Highway, near Viau Bridge, to the limits of the municipality of the town of Laval des Rapides;

In the municipality of the town of Laval des Rapides

The Main road or Chemin du Bord de l'Eau, from the limits of the municipality of the parish of Saint Vincent de Paul up to the limits of the municipality of the village of L'Abord à Plouffe;

In the municipality of the village of L'Abord à Plouffe:

The Bord de l'Eau road from the limits of the municipality of the town of Laval des Rapides to the street leading to Lachapelle Bridge, which forms already part of the Montreal-Ottawa (via Hull) Highway;

MONTREAL-ROUSE'S POINT (via Saint John's) HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 395. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

MONTREAL-ROUSE'S POINT (via Saint John's) HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF SAINT JOHN'S:

Between the municipality of the parish of Saint Jean and the municipality of the parish of Saint Luc:

The Montée Fréchette;

In the municipality of the parish of Saint-Jean:

The road of the first concession of River Richelieu, from the south limit of the city of Saint John's to the limits of the parish of Saint Blaise, including the 5,138 feet already classified by Order No. 682 dated the 9th of April, 1924.

In the municipality of the parish of Saint Blaise:

The road of the first concession of the River Richelieu, from the limits of the parish of Saint Jean to the limits of the municipality of the parish of Saint Paul de l'Ile aux Noix;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-l'Ile-aux-Noix:

Le chemin du Richelieu, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Blaise jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel;

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel:

Le chemin du Richelieu, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-l'Ile-aux-Noix jusqu'à la frontière des Etats-Unis.

In the municipality of the parish of Saint Paul de l'Ile aux Noix:

The Richelieu road, from the limits of the municipality of the parish of Saint Blaise to the limits of the municipality of the parish of Notre Dame du Mont Carmel;

In the municipality of the parish of Notre Dame du Mont Carmel:

The Richelieu road, from the limits of the municipality of the parish of Saint Paul de l'Ile aux Noix to the United States Boundary.

ROUTE RICHMOND-YAMASKA

No 385.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, le chemin suivant fera partie de la route régionale connue sous le nom de:

RICHMOND-YAMASKA HIGHWAY.

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 385. March 19, 1925.

In the future, the following road shall form part of the regional highway known under the name of:

ROUTE RICHMOND-YAMASKA

savoir:

DANS LE COMTÉ DE DRUMMOND:

Dans la municipalité du canton de Wickham:

Le chemin du Quatrième rang, depuis les limites de la municipalité de l'Avenir jusqu'aux limites de la municipalité de la ville de Drummondville.

RICHMOND-YAMASKA HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF DRUMMOND:

In the municipality of the township of Wickham:

The road of the fourth Range, from the limits of the municipality of L'Avenir to the limits of the municipality of the town of Drummondville.

ROUTE MONTREAL-MONT-LAURIER

No 386.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, le chemin suivant formera partie de la route régionale connue sous le nom de:

MONTREAL-MONT LAURIER HIGHWAY

Order of the Lieutant-Governor in Council, 386. March 19, 1925.

In the future, the following road shall form part of the regional highway known under the name of :

ROUTE MONTREAL-MONT-LAURIER

savoir:

DANS LE COMTÉ DE TERREBONNE:

Dans la municipalité de Piedmont, qui est un démembrement de la municipalité de la paroisse de Saint-Sauveur:

La montée Filion, depuis le chemin Royal nord-ouest de la rivière du Nord jusqu'au pont sur la rivière à Simon, aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-du-Mont-Rolland.

MONTREAL-MONT LAURIER HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF TERREBONNE:

In the municipality of Piedmont, which is a dismemberment of the municipality of the parish of Saint Sauveur:

The Montée Filion, from the King's Highway northwest of North River to the Bridge over the River à Simon, lying at the limits of the municipality of the parish of Saint Joseph du Mont Rolland.

ROUTE LACOLLE-KNOWLTON

No 387.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

LACOLLE-KNOWLTON HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 387. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of :

ROUTE LACOLLE-KNOWLTON

savoir:

DANS LE COMTÉ DE MISSISQUOI:

Dans la municipalité du canton de Dunham:

Le chemin de Sweetsburg, depuis les limites est de la municipalité du village de Sweetsburg jus-

LACOLLE-KNOWLTON HIGHWAY

to wit :

IN THE COUNTY OF MISSISQUOI:

In the municipality of the township of Dunham:

Sweetsburg road, from the east limits of the municipality of the village of Sweetsburg to the

qu'aux limites de la municipalité du canton de Brome, aboutissant au chemin connu sous le nom de chemin de Dunham;

DANS LE COMTÉ DE BROME:

Dans la municipalité du canton de Brome:

Le chemin de Dunham, depuis le chemin Laroche jusqu'au chemin du Huitième rang.

ROUTE LEVIS–SHERBROOKE

No 388.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE LEVIS–SHERBROOKE

savoir:

DANS LE COMTÉ DE MÉGANTIC:

Dans la municipalité du canton de Somerset-Nord:

Le chemin de front du Cinquième rang, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anastasie-de-Nelson jusqu'à la route du Sixième rang;

Le chemin de front du Neuvième rang, depuis la route suivant la ligne entre les lots originaires 7 et 8 du Neuvième rang jusqu'aux limites de la municipalité de Somerset-Sud;

Dans la municipalité du canton de Somerset-Sud:

Le chemin de front du Huitième rang, depuis les limites de la municipalité du canton de Somerset-Nord jusqu'aux limites de la municipalité du village de Plessisville.

ROUTE MARIEVILLE–COWANSVILLE

No 389.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE MARIEVILLE–COWANSVILLE

savoir:

DANS LE COMTÉ DE ROUVILLE:

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Monnoir:

Les routes Lalanne et Norbonne, depuis le chemin du rang Saint-Pierre jusqu'à la route des Vingt-Quatre, comprenant la partie déjà classée par le décret No 205, en date du 12 février 1923;

Dans la ligne entre la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Monnoir, dans le comté de Rouville, et la municipalité de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir, dans le comté d'Iberville:

La route des Vingt-Quatre, depuis les routes Lalanne et Norbonne jusqu'à la route du Premier rang double de Murray, dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Brigide.

limits of the municipality of the village of Brome, running into the road known under the name of Dunham road;

IN THE COUNTY OF BROME:

In the municipality of the township of Brome:

Dunham road, from Laroche road up to the road of the eighth Range.

LEVIS-SHERBROOKE HIGHWAY.

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 388. March 19, 1925.

In the future the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

LEVIS SHERBROOKE HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF MEGANTIC:

In the municipality of the township of Somerset North:

The front road of the fifth Range, from the limits of the municipality of the parish of Sainte Anastasie de Nelson to the by-road of the sixth Range;

The by-road of the ninth Range, from the by-road following the line between original lots 7 and 8 of the ninth Range to the limits of the municipality of Somerset South;

In the municipality of the township of Somerset South:

The front road of the eighth Range, from the limits of the municipality of the township of Somerset North to the limits of the municipality of the village of Plessisville.

MARIEVILLE–COWANSVILLE HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 389. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional Highway known under the name of:

MAR EVILLE–COWANSVILLE HIGHWAY

to wit:

In the County of Rouville:

In the municipality of the parish of Sainte Angèle de Monnoir:

The Lalanne and Norbonne by-roads, from the road of Range Saint Pierre to the Route des Vingt-Quatre, including the part already classified by Order No. 205, dated the twelfth of February, 1923.

In the line between the municipality of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, in the county of Rouville, and the municipality of the parish of Saint Grégoire le Grand de Monnoir, in the county of Iberville:

The Route des Vingt-Quatre, from the Lalanne and Norbonne by-roads to the by-road of the first Double Range of Murray, in the municipality of the parish of Sainte Brigide.

ROUTE QUEBEC-SAINT-SIMÉON

No 390.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE QUEBEC-SAINT-SIMEON

savoir:

DANS LE COMTÉ DE CHARLEVOIX:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier de la Petite-Rivière:

Le chemin de comté connu sous le nom de chemin des Caps, traversant les concessions Beauval et Saint-Pamphile, depuis les limites du comté de Montmorency jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre et Saint-Paul de la Baie Saint-Paul, comprenant la partie de ce chemin déjà classée par le décret No 93 en date du 23 janvier 1924;

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre et Saint-Paul de la Baie Saint-Paul:

La route Saint-Jean, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier de la Petite-Rivière jusqu'au chemin de front du rang Saint-Antoine;

Le chemin de front du rang Saint-Antoine, depuis la route Saint-Jean jusqu'à la route Saint-Antoine;

Le chemin de la côte du Moulin, depuis la route Saint-Antoine jusqu'à la route de la Baie;

La route de la Baie comprenant le chemin de front traversant la concession du Fond, depuis le chemin de front de la côte du Moulin jusqu'aux limites de la municipalité du village de la Baie Saint-Paul.

ROUTE RIMOUSKI-MATAPEDIA

No 391.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE RIMOUSKI-MATAPEDIA

savoir:

DANS LE COMTÉ DE MATANE:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage:

Le chemin connu sous le nom de chemin Matapédia;

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici:

La partie du chemin Matapédia comprise entre les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage et les limites de la municipalité du village de Sainte-Angèle-de-Mérici;

Dans la municipalité du village de Sainte-Angèle-de-Mérici:

Le chemin connu sous le nom de chemin Matapédia.

QUEBEC-SAINT SIMEON HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 390. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

QUEBEC-SAINT SIMEON HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF CHARLEVOIX:

In the municipality of the parish of Saint François Xavier de la Petite Rivière:

The county road known under the name of Chemin des Caps, crossing the concessions of Beauval and Saint Pamphile, from the limits of the county of Montmorency to the limits of the municipality of the parish of Saint Pierre et Saint Paul de la Baie Saint Paul, including the part of such road already classified by Order No. 93, dated the 23rd of January, 1924.

In the municipality of the parish of Saint Pierre et Saint Paul de la Baie Saint Paul:

The Saint Jean by-road from the limits of the municipality of the parish of Saint François Xavier de la Petite Rivière to the front road of Range Saint Antoine;

The front road of Range Saint Antoine, from the Saint Jean by-road to the Saint Antoine by-road;

The road of Côte du Moulin, from the Saint Antoine by-road to the Route de la Baie;

The Route de la Baie including the front road crossing the concession Du Fond, from the front road of Côte du Moulin to the limits of the municipality of the village of Baie Saint Paul.

RIMOUSKI-MATAPEDIA HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Coun il, No. 391. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:

RIMOUSKI-MATAPEDIA HIGHWAY

to wit:

IN THE COUNTY OF MATANE:

In the municipality of the parish of Saint Joseph de Lepage:

The road known under the name of Matapédia road;

In the municipality of the parish of Sainte Angèle de Merici:

That part of Matapedia road included between the limits of the municipality of the parish of Saint Joseph de Lepage and the limits of the municipality of the village of Sainte Angèle de Mérici;

In the municipality of the village of Sainte Angèle de Merici:

The road known under the name of Matapedia road.

ROUTE LEVIS-JACKMAN

No 392.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE LEVIS-JACKMAN

savoir:

DANS LE COMTÉ DE LÉVIS:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon:

L'ancien chemin de péage connu sous le nom de route Saint-Henri, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre jusqu'aux limites de la municipalité du village de Saint-Henri;

DANS LE COMTÉ DE BEAUCE:

Dans la municipalité du village de Sainte-Marie:

Le chemin du Premier rang Nord-Est, désigné aussi sous le nom de chemin Principal;

Dans la municipalité du village de Saint-Joseph:

Le chemin du Premier Rang Nord-Est, désigné sous le nom de chemin Principal.

Dans la municipalité de la ville de Beauceville:

Le chemin du Premier Rang Nord-Est, désigné aussi sous le nom de chemin Principal Est.

ROUTE WATERLOO-NEWPORT

No 393.—Décret du lieutenant-gouverneur en conseil, 19 mars 1925.

A l'avenir, les chemins suivants formeront partie de la route régionale connue sous le nom de:

ROUTE WATERLOO-NEWPORT

savoir:

DANS LE COMTÉ DE BROME:

Dans la municipalité du village de Foster:

Le chemin de Waterloo, depuis les limites de la municipalité du canton de Shefford jusqu'au chemin longeant la rive du lac Brome, comprenant la partie déjà classée par le décret No 225, en date du 8 février 1924;

Le chemin longeant la rive est du lac Brome, désigné sous le nom de chemin Foster-Knowlton, depuis l'intersection du chemin de Waterloo jusqu'aux limites de la municipalité du village de Knowlton, comprenant la partie déjà classée par le décret No 225, en date du 8 février 1924;

Dans la municipalité de Bonton-ouest:

Le chemin Bolton Pass, depuis les limites de la municipalité du village de Knowlton en allant vers le sud-est jusqu'aux limites de la municipalité de Bolton-est, comprenant la partie déjà classée par le décret No 225, en date du 8 février 1924;

LEVIS-JACKMAN HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 392. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of :

LEVIS-JACKMAN HIGHWAY

to wit :

IN THE COUNTY OF LEVIS:

In the municipality of the parish of Saint Henri de Lauzon:

The old Turnpike road known under the name of Route Saint Henri, from the limits of the municipality of the parish of Saint Louis de Pintendre to the limits of the municipality of the village of Saint Henri;

IN THE COUNTY OF BEAUCE:

In the municipality of the village of Sainte Marie:

The road of the first northeast Range, also designated under the name of Main road;

In the municipality of the village of Saint Joseph:

The road of the first northeast Range, also designated under the name of Main road;

In the municipality of the town of Beauceville:

The road of the first northeast Range, also designated under the name of East Main road;

WATERLOO-NEWPORT HIGHWAY

Order of the Lieutenant-Governor in Council, No. 393. March 19, 1925.

In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of :

WATERLOO-NEWPORT HIGHWAY

to wit :

IN THE COUNTY OF BROME:

In the municipality of the village of Foster:

The Waterloo road, from the limits of the municipality of the township of Shefford to the road running along the shore of Lake Brome, including the part already classified by Order No. 225, dated the 8th. of February, 1924.

The road running along the east shore of Lake Brome, also designated under the name of Foster-Knowlton road, from the intersection of Waterloo road to the limits of the municipality of the village of Knowlton, including the part already classified by Order No. 225, dated the 8th of February, 1924.

In the municipality of Bolton West:

The Bolton Pass road, from the limits of the municipality of the village of Knowlton, running southeasterly to the limits of the municipality of Bolton East, including the part already classified by Order No. 225, dated the 8th of February, 1924.

Dans la municipalité du canton de Potton:

Le chemin conduisant de Bolton-sud à Mansonville, depuis les limites de la municipalité de Bolton-est en allant vers le sud jusqu'à Mansonville, comprenant les parties déjà classées par le décret No 225, en date du 8 février 1924;

Ce chemin de Bolton-sud à Mansonville comprend:

Le chemin dans le VIème rang de Potton, depuis s limites de la municipalité de Bolton-est jusqu'au chemin du Vème rang de Potton;

Le chemin du Vème rang de Potton, depuis l'intersection du chemin précédent jusqu'au chemin qui conduit de Mansonville à Highwater.

1633

In the municipality of the township of Potton:

The road leading from Bolton South to Mansonville, from the limits of the municipality of Bolton East running southerly to Mansonville, including the parts already clasified by Order No. 225, dated the 8th of February, 1924.

This road from Bolton South t› Mansonville Comprises:

The road in the sixth Range of Potton, from the limits of the municipality of Bolton East to the road of the fifth Range of Potton;

The road of the fifth Range of Potton, from the intersection of the above road to the road leading from Mansonville to Highwater.

1634

Lettres patentes

"Eastern Abattoirs, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1925, constituant en corporation: Demoiselle Laura-Eugénia Reid, et Bertha-Elizabeth Blachford et Alfred-Herbert Cowlishaw, fils, sténographes, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir, posséder, louer, exploiter et gérer des abattoirs et des cours à best aux, établissements de salaison, de fertilisants, d'abatage, et des établissements pour la préparation et la mise en boîtes de viande; fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de fertilisants, graisse, suif, huile, peaux, cuir, laine, savon, colle, peinture, vernis, poudre à laver, condiments, liniments, couvertures, pares, harnais, clous, voitures d'hiver, fer à cheval, charrettes et toutes sortes de véhicules, et acheter, vendre, garder, cultiver, et faire le commerce de chevaux, bétail, mouton, porcs et autres animaux vivants, et acheter, vendre et faire le commerce de beurre, fromage, saindoux, œufs, volailles, peaux, viandes, provisions, légumes, fruits et toutes sortes d'aliments et de denrées alimentaires; manufacturer, extraire et produire, et faire le commerce de produits et sous-produits qui peuvent être manufacturés, extraits et produits d'aucun des articles précités;

Etablir, bâtir et exploiter des marchés, cours à bestiaux, fondoirs, et tous établissements ou bâtiments nécessaires ou utiles pour l'exploitation de l'industrie de la compagnie;

Percevoir et imposer des loyers, dépenses et honoraires pour l'emploi et l'occupation de places de marchés, ou toutes parties d'icelles, avec l'approbation des autorités municipales, et acquérir et exploiter des droits, franchises et privilèges en rapport avec aucun des objets précités;

Faire les opérations de voituriers, entreposeurs, camionneurs, expéditeurs, et acquérir, posséder, exploiter et disposer de barges, remorqueurs, entrepôts et matériel roulant et construire, acquérir, posséder, exploiter et disposer de réfrigérateurs, machinerie et matériel pour la fabrication de la glace;

Manufacturer ou autrement acquérir, posséder, détenir, exploiter et disposer de dispositifs brevetés, inventions, licences, concessions, et choses semblables conférant tous droits exclusifs, non-exclusifs ou limités de se servir de tous secrets ou autres procédés, brevets ou autres rensei-

Letters patent

"Eastern Abattoirs, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1925, incorporating: Miss Laura Eugenia Reid, Mi s Bertha Elizabeth Blachford, Alfred Herbert Cowlishaw, Jr., stenographers, of the City of Montreal, for the following purposes:

To acquire, possess, lease, operate and manage abattoirs and stockyards and packing, fertilizers, slaughtering, dressed beef, and canning plants; and to manufacture, buy, sell and deal in fertilizers, grease, tallow, oil, skins, leathers, wool, soap, glue, paint, varnish, washing powders, dressings, liniments, blankets, stalls, harness, nails, sleighs, horse shoes, carts and other classes and kinds of vehicles; and to buy, sell, keep, raise and deal in horses, cattle, sheep, hogs and other livestock; and to buy, sell, and deal in butter, cheese, lard, eggs, poultry, hides, meat, provisions, vegetables, fruits, and other classes and kinds of food and food stuffs; and to manufacture, extract and produce and deal in all products and by-products which may be manufactured, extracted or produced from any of the foregoing articles;

To establish, build and operate, markets, stock yards, rendering houses and any establishments or premises necessary or useful for the carrying on of the company's business;

To collect and levy rents, expenses and dues for the use and occupation of market stalls or any part thereof, with the consent of the municipal authorities, and to acquire and operate rights, franchises and privileges in connection with any of the aforesaid objects;

To carry on the business of carters, warehousemen, draymen, forwarders and to acquire, hold, operate and dispose of barges, tugs, warehouses and rolling stocks and to construct, acquire, own, operate and dispose of refrigerating plants, machinery and plant for the manufacture of ice;

To purchase or otherwise acquire, own, hold operate and dispose of patent devices, inventions, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive, unexclusive or limited right to use any secret or other processes, patent or any information as to any inventions or patents of

gements relativement à toutes inventions ou brevets d'invention;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, posséder, détenir, exploiter, louer, vendre ou autrement disposer des industries, immeubles, terrains, propriétés, bâtiments, droits de construction, matériel, marchandises, droits, franchises, contrats et obligations de ou appartenant à toute personne ou compagnie, firme ou corporation exerçant toute industrie semblable à l'industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou semblable aux fins pour lesquelles la constitution en corporation est demandée, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou toutes actions du capital-actions, obligations ou autres valeurs de telle corporation, ou les intérêts, parts, ou droits de toute telle personne dans aucune de ces industries, et employer les fonds de cette compagnie pour les acquérir au nom de et pour cette compagnie, et les payer en actions entièrement libérées et non sujettes à appel, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, si jugé à propos ou de toute autre manière;

Hypothéquer, nantir ou gager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, qu'elle pourra posséder dans la province de Québec pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-obligations qu'elle est légalement autorisée à émettre;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie; garantir le paiement du capital et des intérêts de toutes obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et garantir le service de dividendes sur les actions du capital-actions de toute autre compagnie dont la majorité du capital-actions est contrôlée par cette compagnie, et pour telles fins et aucune d'icelles, hypothéquer, nantir ou gager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, qu'elle pourra posséder dans la province de Québec;

Agir comme agents pour des commerçants, manufacturiers ou producteurs d'aucun des articles sus-mentionnés, et faire toute convention pour le partage des produits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions avec toute personne, firme ou corporation s'occupant ou sur le point de s'occuper de tout commerce semblable au commerce pour lequel on demande d'être constitué en corporation, et leur aider par garantie et endossement, prêt, garantie de contrat ou autrement;

Vendre, céder, louer ou disposer autrement des biens, droits, privilèges et entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement, mais sans limiter la portée des termes qui précèdent, pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, et distribuer toute propriété de la compagnie en nature entre ses membres;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Faire toute convention avec toutes autorités municipales, locales ou autres qui sembleront favoriser les objets de la compagnie ou aucun d'entre eux, et obtenir d'aucune de ces autorités tous droits, franchises, privilèges, exemptions et concessions que cette compagnie croira désirable d'obtenir, et mener à bonne fin, et exercer

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, own, hold, operate, lease, sell or otherwise dispose of the businesss, real estate, lands, properties, buildings, building rights, plant, stock, rights, franchises, contracts and liabilities of or appertaining to any person, firm or corporation carrying on any business akin to the business which this company is authorized to carry on, or similar to the purposes for which incorporation is sought or which may be possessed of property suitable for the purposes of this company or any share or shares in the capital stock, bonds or other securities in such corporation or the interest, shares or rights of any such person in any such business, and to use the funds of this company for the acquiring of the same in the name and on behalf of this company, and to pay for such in fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, securities of the company, if desired, or in any other way;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province of Quebec, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this Company; to guarantee the payment of the principal and interest of any bonds, debentures or other securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company and to guarantee the payment of dividends on the shares of the capital stock of any other company the majority of the capital stock of which is controlled by this company and, for such purposes or any of them, to hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province of Quebec;

To act as agent for dealers in or manufacturers of or producers of any of the aforegoing, and to enter into any agreement as to the sharing of products, union of interests, co-operation, joint adventure, concession with and to aid by guarantee and endorsement, loan, guarantee of contract, or otherwise, any person, firm or corporation engaged in or about to carry on any business similar to the business for which incorporation is now sought;

To sell, assign, lease or otherwise dispose of the property, rights, privileges and undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular, but without limiting the scope of the foregoing, for shares, debentures, bonds or other securities of any other company, and to distribute any property of the company in kind among the members thereof;

To draw, make, accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem advisable to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, franchises, privileges, exemptions and concessions which the company may think it advisable to obtain, and to carry

tels arrangements, droits, franchises, privilèges, exemptions et concessions, et s'y conformer;

Faire toutes affaires et choses, transiger toutes opérations, et acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal, posséder, détenir, aliéner, céder, transporter, louer ou autrement disposer, et faire le commerce de tous droits et biens ou autre actif ou choses nécessaires ou, dans l'opinion de la compagnie, utiles ou convenables pour mener à bonne fin les objets pour lesquels cettte demande est faite, ou dans le but d'augmenter, d'étendre ou d'avancer d'aucune manière la portée projetée de l'industrie présentement constituée;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe des présentes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Eastern Abattoirs, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent-quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1645 C.-J. SIMARD.

out, exercise and comply with any such arrangements, rights, franchises, privileges, exemptions and concessions;

To do all matters and things, transact all business and acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title, own, hold, alienate, cede, transfer, lease or otherwise dispose and deal in all rights and property and properties or other assets or things necessary, or, in the opinion of the company, useful or convenient for the proper fulfilment of the objects for which incorporation is sought, or for the purpose of enlarging, extending, or in any way advancing the intended scope of the business to be hereby incorporated;

The powers enumerated in each paragraph hereof to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Eastern Abattoirs, Limited", with a total capital stock of fourty nine thousand dollars ($49 000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1646 Assistant Provincial Secretary.

"Echenberg Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1925, constituant en corporation: Louis Echenberg, Sam Echenberg et Jacob Echenberg, tous commerçants, résidant en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de marchands généraux et faire l'achat, la vente, la fabrication et le commerce de marchandises, articles de consommation, biens mobiliers et effets de toutes sortes, en gros et en détail, et transiger toutes les opérations d'agents en rapport avec telles marchandises ou articles et généralement s'occuper de tous commerce ou transactions que cette compagnie croira pouvoir conduire directement ou indirectement aux intérêts de la compagnie;

Manufacturer, vendre, acheter, importer, exporter, troquer, et exercer le commerce d'importateurs, d'exportateurs, manufacturiers, trafiquants, en gros et en détail, et négociants en habits, merceries, matériel pour tailleurs, soieries, satin, laine, tissus, étoffes de toutes sortes, articles de drap et de coton d'une manière générale; exercer une des industries ou toutes les industries de fabricants d'habits, fourreurs, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et marchands, en gros et en détail, de coton et étoffes de toutes sortes, pelleteries et garnitures d'habits, brandebourgs, cordes, ornements, dentelles, boutons, modes, articles en cuir, vêtements et hardes de toute description, agir comme agents, marchands à commission ou représentants;

Manufacturer et acheter, vendre, ou faire le commerce de toutes sortes de meubles, carpettes, poêles, et meubles meublants et de tous autres produits de nature semblable ou similaire ou qui peuvent être utilisés pour des fins semblables;

Vendre ou louer des meubles et effets mobiliers à terme, soit à la semaine ou au mois;

Exercer toute autre industrie (manufacturière

"Echenberg Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1925, incorporating: Louis Echenberg, Sam Echenberg and Jacob Echenberg, all traders and residing in the City of Sherbrooke, district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on business of general traders and to buy, sell, manufacture, and deal in goods, consumable articles, chattels and effects of all kinds, both wholesale and retail, and to transact every kind of agency business connected with such goods or articles and generally to engage in any business or transaction which may seem to the company directly or indirectly conducive to the interests of the company;

To manufacture, sell, buy, import, export, trade, and carry on business of importers, exporters, manufacturers, whole and detail dealers and jobbers in clothing, dry goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally; to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, glovers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission merchants or representatives;

To manufacture and to buy, sell or otherwise deal in all kinds of furniture, carpets, stoves and household furnitures and any other product of the same or similar nature or to be utilized for similar purposes;

To sell or lease furniture and movable effects on terms, either weekly or monthly;

To carry on any other business (whether manu-

ou autre) que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur de tous biens ou produits de la corporation, ou à les faire valoir;

Exercer le commerce d'agents de manufacturiers, agents d'inportation et d'exportation et obtenir pour telles fins les droits, franchises, achalandage et clientèle de toute personne, personnes constituées en corporation, soit par option ou achat, échange ou autrement, et payer pour tels droits, franchises, clientèle et achalandage ou option, soit en argent ou en parts;

Acquérir par achat, location ou autrement, détenir, utiliser, améliorer, développer, gérer, hypothéquer, louer, transporter, vendre, échanger, aliéner et faire le commerce de propriétés foncières et d'immeubles de toutes descriptions, franchises, permis, commerce, ou tout intérêt s'y rapportant, et ériger, modifier, réparer et entretenir des édifices sur tous terrains dans lesquels la compagnie peut être intéressée;

Faire les opérations d'une compagie d'améliorations immobilières et d'entrepreneurs, manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction et autres, agir comme organisateurs, promoteurs, agents ou courtiers d'assurances, financiers, à commission ou de prêt pour l'achat, la location, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, affaires et entreprise ; faire des opérations de prêt et de placements de toutes sortes, excepté les affaires de banque et, à ces fins, recevoir de l'argent d'autres personnes pour faire des prêts ou des placements, et garantir le paiement de tels prêts et placements, détenir des mortgages, hypothèques, gages et nantissements et autres garanties de toutes descriptions pour garantir toutes dettes dues ou avances faites par la compagnie pour elle-même ou pour d'autres, recevoir et administrer tout fonds d'amortissement aux termes qui pourront être convenus et recevoir de l'argent en dépôt et payer intérêt sur tels dépôts, faire des prêts d'argent sur garantie de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière;

Acquérir et conduire ou gérer la totalité ou toute partie du commerce, de l'actif ou du passif de toute personne, succession, firme, association ou corporation que la compagnie croira pouvoir conduire ou gérer ou de nature à augmenter la valeur des propriétés, des intérêts ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Vendre, hypothéquer, gager, louer, ou disposer autrement des propriétés, droits, franchises et entreprises de la compagnie, ou toute partie d'iceux, pour la considération que la compagnie jugera raisonnable et particulièrement pour toutes actions ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter ou acquérir autrement des actions, titres, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie et, durant possession de telles valeurs, exercer tous les droits de propriété y attachés;

Emettre des actions, obligations, débentures ou autres valeurs créditées comme entièrement ou partiellement acquittées en paiement intégra ou partiel de toute propriété, ouvrage fait ou services rendus ou convenus d'être rendus, droits, bail, commerce, franchises, entreprises, privilèges, licences ou concessions ou pour des actions,

facturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To carry on the business of manufacturers' agents, importing and exporting agents and to obtain for such purposes the rights, franchises, connections and goodwill of any person, incorporated persons, whether by option or purchase, exchange or otherwise, and to pay for such rights, franchises, connections, goodwill or options either in cash or in shares;

To acquire by purchase, lease or otherwise, hold, use, improve, develop, manage, mortgage, lease, transfer, sell, exchange, dispose of and deal in real estate and in immovables of every description, franchises, permits, business, or any interest therein, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon land in which the company may have any interest;

To carry on general real estate improvement and contracting business, manufacture and deal in builders' and other supplies, to act as organizers, promoters, insurance, financial, commission, loan and investment agents or brokers for the purchase, lease, sale, improvement, development and management of any property, business and undertaking; to carry on a loan and investment business of every kind, excepting banking business, and, for that purpose, to receive money from others for loan or investment and, to guarantee the payment of such loans and investments, to hold mortgages, hypothecs, liens and charges and other securities of every description; to secure any debts due or advance made by the company for itself or for others; to receive and manage any sinking fund on such terms as may be agreed upon, and to receive money in deposit and pay interest on same, to lend money upon the guarantee of any property, real or personal, movable or immovable;

To acquire and carry on or manage all or any part of the business, assets or liabilities of any person, estate, firm, association or corporation which may seem to the company capable of being carried on or managed by it, or calculated to render profitable or enhance the value of the company's property, interest or rights;

To sell, mortgage, pledge, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for any shares or securities of any other company having objects wholly or partly similar to those of this company;

To amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company;

To purchase or otherwise acquire shares, stocks, bonds or other securities of any other company and, while holding same, to exercise all the rights of ownership;

To issue shares, bonds, debentures or other securities credited as fully or partly paid up for payment in whole or in part of any property, work or services rendered or agreed to be rendered, rights, lease, business, franchises, undertaking, privileges, license, or concession or for shares, debentures, bonds or other securities of

débentures, obligations, ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui de cette compagnie ou s'y rapportant en quelque manière;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité, d'éducation ou de bienfaisance et pour d'autres objets d'utilité publique et générale, établir et supporter et aider à l'établissement et au support de toute association, institution, fonds ou fiducie pour la réalisation d'aucun de ces objets;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens, des droits ou produits de la compagnie ou à les faire valoir;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux, pour le paiement de leur prix d'achat;

Acheter, comme industrie en opération, la totalité ou partie de l'actif et assumer la totalité ou partie du passif de toute personne ou firme, particulièrement des firmes connues sous le nom de "Sherbrooke Instalment House" et "Echenberg Company" ou d'aucun ou de tous les associés ou membres des firmes susmentionnées, et payer pour tels achats, totalement ou partiellement en argent ou en actions de la compagnie totalement ou partiellement acquittées, sous le nom de "Echenberg Company, Limited", avec un capital total de quarante-huit mille piastres ($48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingts (480) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la Province,

1647 C.-J. SIMARD.

any other company doing a business wholly or partly similar or incidental to that of this company;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trust and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to such persons and to make payments towards their insurance and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or benevolent object or any public, general or useful object, and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any such objects;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited rights to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To buy as a going concern all or part of the assets and assume all or part of the liabilities of any person or firm, specially of the firms known as "Sherbrooke Instalment House", "Echenberg Company" or of any or all partners or members of the above mentioned firms, and pay totally or partially for same in cash or in fully or partly paid up shares of the company, under the name of "Echenberg Company, Limited", with a total capital stock of forty eight thousand dollars ($48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1648 Assistant Provincial Secretary.

"Les Fabricants de Conserves Domestiques, Limitée—Domestic Canners, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars, 1925, constituant en corporation: François Laflèche, médecin, de Warwick, Camille Denis, comptable, et Dame Herminie Denis, épouse de Alfred Denis, mariée sous le régime de la séparation de biens et autorisée par son mari, ces deux derniers de Montréal, dans les buts suivants :

A.-1. Manufacturer, acheter, vendre, louer, échanger, céder ou disposer autrement de toutes sortes de boîtes, boîtes à conserves, caisses, contenants, matériel pour la mise en conserve et articles divers pour la mise en conserve;

2. Manufacturer, acheter, vendre ou céder autrement des fruits, des légumes condensés, conservés et évaporés, et autres substances alimentaires, ainsi que tous les matériaux nécessaires ou se rattachant aux opérations de la condensation, de la conservation, de l'évaporation, de l'emballage ou de la préparation pour le marché de tous les produits du verger, du jardin, de la ferme et de la laiterie; acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder, vendre, louer; transporter, embellir, et exploiter des terrains, fabriques, élévateurs et édifices pour la fabrication et l'emmagasinage de ces dits produits;

3. Exercer l'industrie de manufacturiers, d'expéditeurs et de marchands de toutes sortes d'articles en conserve, condiments, cornichons, marmelades, gelées, conserves, articles et accessoires pour les épiciers, et viandes et aliments préparés; exercer l'industrie de producteurs, importateurs, exportateurs et commerçants de graines et de semences, de produits de la ferme, du jardin, du verger et de la laiterie, ainsi que toutes les autres substances alimentaires se rattachant à l'industrie de la compagnie, et établir des magasins, des succursales, des dépôts et autres marchés pour la vente des produits de la compagnie; faire des opérations d'entreposeurs, y compris l'entreposage frigorifique et l'exploitation d'entrepôts ou de matériel pour la réfrigération;

B. Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autrement, alliée aux fins et objets ci-dessus énumérés, et qui pourrait être exercée convenablement en même temps que l'industrie et les objets de la compagnie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens de la compagnie ou les rendre profitables;

C. Faire enregistrer le nom corporatif de la compagnie comme marque de commerce sous l'empire de la "Loi des Marques de Commerce et Dessins industriels du Dominion du Canada" et des modifications à la dite loi;

D. Recevoir en compensation quelconque pour donner ou consentir à diverses personnes ou compagnies l'usage pour des fins de mise en conserve, d'outillages de la compagnie, offerts en vente ou loués par la compagnie, portant sa marque de commerce ou de fabrique, et remplir des bidons, contenants, dans un but de vente ou de trafic de leur contenu, portant la marque de commerce ou le nom de fabrique de la compagnie, subordonné aux conditions qui pourraient être convenues mutuellement entre les parties contractantes;

E. Ouvrir et entretenir des écoles pour en-

"Les Fabricants de Conserves Domestiques, Limitée—Domestic Canners, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1925, incorporating: François Laflèche, physician, of Warwick; Camille Denis, accountant, and Dame Herminie Denis, wife of Alfred Denis, married under the regime of separation as to property, and authorized by her husband, the last two of Montreal, for the following purposes:

A-1. To manufacture, purchase, sell, lease, exchange, convey or otherwise dispose of all kinds of boxes, cans, cases, containers, and plant and various articles for canning;

2. To manufacture, purchase, sell or otherwise dispose of pressed, canned and dried fruit and vegetables and other food stuffs, as well as all materials necessary for or connected with the pressing, canning, drying, packing or preparing for market all the products of the orchard, garden, farm and dairy; to acquire by purchase, lease or otherwise, and to own, sell, lease, convey, improve and operate lands, factories, elevators and buildings for the manufacture and storage of any such products;

3. To carry on the business of manufacturers, forwarders and merchants of all kinds of canned goods, condiments, pickles, jams, jellies, preserves, grocers' goods and supplies, prepared meats and foods; to carry on the business of producers, importers, exporters and merchants of grain and seeds, the products of the farm, garden, orchard and dairy, as well as all other foods-stuffs connected with the business of the company, and to establish stores, branches, depots and other markets for the sale of the products of the company; to carry on a warehousing business including cold storage, and the operation of refrigerating warehouses or plants;

B. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects above set forth and which may seem capable of being conveniently carried on in connection with the business and objects of the company or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable any of the company's property;

C. To procure the registration of the corporate name of the company as a trade-mark under the "Trade-Mark and Industrial Design Act" and amendments thereto;

D. To receive any consideration for giving or handing over to various persons or companies the use, for canning purposes, of the equipment of the company, offered for sale or leased by the company, bearing its trade-mark or trade-name, and to fill the cans and containers for the sale or trade of the contents thereof, bearing the trade-mark or trade-name of the company, subject to the conditions which may be mutually agreed upon between the contracting parties;

E. To open and maintain schools for teaching

seigner l'art de la mise en conserve et la diffusion des renseignements, quant aux véritables principes de la mise en conserve, et aux connaissances de l'exploitation d'outillages pour la mise en conserve vendus ou loués par la compagnie, et donner aux actionnaires et aux membres des formules pour mettre en conserve toutes sortes de substances alimentaires, soit en boîtes, en bidons, dans des verres ou des contenants et recevoir compensation pour ces services;

F. Nommer et désigner des agents ou des représentants de la compagnie, avec le droit d'acheter l'outillage et les matériaux nécessaires pour la mise en conserve offerts en vente par la compagnie à un escompte spécial du prix coûtant du marché, le tout en compensation de sommes ou deniers quelconques qui pourraient être convenus entre la compagnie et ses agents ou représentants pour le privilège ci-dessus mentionné;

G. Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité d'utiliser quelques secrets ou autres renseignements au sujet d'une invention qui pourrait être employée pour des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter aux objets en vue par la compagnie, et utiliser, développer, permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

H. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques, ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant, étant sur le point ou engagée à exercer, ou à entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement les personnes ou compagnie, et prendre et acquérir autrement des actions, valeurs de toute compagnie, et les vendre, les détenir et recueillir avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

I. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

J. Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers ou immobiliers ainsi que tous immunités et privilèges, tous droits que la compagnie jugera nécessaires pour les fins de son industrie, et en particulier tous terrains, édifices, immunités, machineries, équipement et marchandises en magasin;

K. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant ou en garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou débentures, obligations, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou de l'avancement de la compagnie, ou de la conduite de ses affaires;

L. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, débentures, et autres effets négotiables ou transférables;

M. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie, ou partie quelconque d'icelle pour la

the art of canning and the propagation of informations, as to the true principles of canning and to the knowledge of the operation of the equipment for canning sold or leased by the company, and to give to shareholders and to members formulas for canning all sorts of food-stuffs, either in cans, jars, glass or containers and to receive compensation for such services;

F. To appoint and designate agents or representatives of the company, with the right to purchase the necessary equipment and materials for canning placed on sale by the company at a special discount of the cost price of the market, the whole for such consideration of money which may be agreed upon between the company and its agents or representatives for the above mentioned privileges;

G. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

H. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same;

I. To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

J. Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any easements and privileges and any rights which the company may think necessary for the purposes of its business, and in particular any lands, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade;

K. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, bonds, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

L. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

M. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such

compensation jugée convenable par la compagnie, et en particulier pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

N. Prendre les moyens jugés convenables pour annoncer les produits de la compagnie et en particulier par la publicité de presse, de circulaires, par l'achat d'œuvres d'art, par la publication de revues ou de livres, et en accordant des prix, récompenses ou dons;

O. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, disposer, faire valoir ou disposer autrement de la totalité, d'une partie quelconque des biens de la compagnie, ainsi que de ses droits;

P. Faire toutes ces choses dans toutes les parties du Canada, et ailleurs, en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et par l'entremise de fidéi-commissaires, ou d'agents ou autrement, soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Q. Fusionner, vendre, céder, amalgamer la compagnie avec toute autre compagnie;

R. Distribuer les biens de la compagnie en espèces lorsque la compagnie le jugera convenable;

S. Faire toutes les autres choses avantageuses pour atteindre les objets ci-dessus, sous le nom de "Les Fabricants de Conserves Domestiques, Limitée.—Domestic Canners, Limited".

Le capital-actions de ladite compagnie se composera de neuf cent quarante (940) actions privilégiées de ($100.00) cent piastres chacune, et de mille actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, sauf que le montant du capital avec lequel la compagnie pourra exercer son industrie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00).

La compagnie paiera un dividende annuel de 7% (sept pour cent) cumulatif, sur les parts préférentielles.

Seules les actions ordinaires donneront droit de vote à leurs possesseurs ou propriétaires.

Les actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair pourront être émises pour la somme de cinq piastres ($5.00) chacune, et elles ne recevront de dividendes qu'après paiement de tel dividende de 7% sur les actions préférentielles.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1655 C.-J. SIMARD.

consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

N. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase of works of art, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

O. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

P. To do all such things, in any part of Canada or elsewhere, as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

Q To consolidate, sell, dispose of and amalgamate the company with any other company;

R. To distribute any property of the company in kind whenever the company may think fit;

S. To do all such other things as may seem conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Les Fabricants de Conserves Domestiques, Limitée—Domestic Canners, Limited".

The capital stock of the company shall consist of nine hundred and forty (940) preferred share of one hundred ($100.00) dollars each and of one thousand (1,000) common shares without nominal or par value, and the amount of capital with which the company shall carry on its operations will be ninety-nine thousand dollars ($99,000.00).

The company will pay a yearly cumulative dividend of seven per cent (7%) on the preferred shares.

The holders or owners of the preferred shares alone shall have the right to vote.

The common shares without nominal or par value may be issued for the sum of five dollars ($5.00) each, and they will only be entitled to any dividend after the payment of such dividend of seven per cent (7%) on the preferred shares.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1656 Assistant Provincial Secretary.

"The City Orangeade, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars 1925, constituant en corporation: Joseph Cardinal, maître-boulanger et homme d'affaires, Alphonse Authier, comptable, et Edouard Tellier, avocat, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce des oranges et des orangeades, extraire de l'orange, préparer et vendre le jus de l'orange, faire, préparer et vendre des orangeades et des citronnades, comme aussi de tout ce qui peut se rattacher de près ou de loin à l'industrie des orangeades et au commerce des oranges;

Préparer et vendre tous produits provenant en

"The City Orangeade, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1925, incorporating: Joseph Cardinal, master-baker and business-man, Alphonse Authier, accountant, and Edouard Tellier, advocate, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal in oranges and orangeades, extract, prepare and sell the juice of orange, to make, prepare and sell orangeades and lemonades, and to carry on any other business closely or remotely allied to the orangeade and orange business;

To prepare and sell all products altogether or

tout ou en partie de l'orange ou du citron, ou de toutes autres essences à base d'orange ou de citron;

Faire affaires comme manufacturier et commerçant de tous articles, denrées, produits et choses qui entrent ou peuvent entrer dans l'industrie des orangeades ou citronnades, ou de leurs composés;

Faire affaires comme importateurs, marchands en gros et en détail des oranges et des citrons;

Acheter, vendre et trafiquer des machines, instruments, commodités ou autres choses propres à servir en rapport avec l'industrie, le commerce et les autres opérations que peut exercer la compagnie;

Acheter, vendre ou trafiquer de tous les articles et effets que la compagnie croira propres à faire l'objet d'un commerce en rapport avec son industrie, et faire, établir, outiller, maintenir et exploiter des fabriques pour manufacturer des effets, articles, essences nécessaires à son industrie et à son commerce;

Exercer tout autre commerce que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son industrie ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur de tous biens ou produits de la compagnie;

Construire et organiser des kiosques où sera extrait, préparé et vendu le jus des oranges ou des citrons et où seront préparées et vendues des orangeades et des citronnades;

Conclure avec toutes autorités municipales, locales ou autres, tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à chacun d'iceux et obtenir de toutes telles autorités les droits, privilèges ou concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir, et exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir, posséder et trafiquer de toutes propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie croira nécessaires ou avantageuses aux objets de son industrie ou à ses opérations, y compris les marques de commerce, projets industriels, patentes, droits brevetés, licences, franchises ou tous autres droits et privilèges de toute nature quelconque;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures, parts ou valeurs de toute compagnie dont les objets sont partiellement ou totalement semblables à ceux de la corporation, et s'unir à toute telle compagnie, s'il est trouvé avantageux;

Emettre des actions libérées, obligations, en paiement total ou partiel de propriétés mobilières ou immobilières, des services rendus à la compagnie, y compris les services rendus aux promoteurs en rapport avec la constitution et l'organisation de la compagnie, contrats, options, ou autres droits, privilèges ou bénéfices;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets, lettres de change, mandats et tous autres effets de commerce; prêter et emprunter tous montants que la compagnie jugera utiles ou nécessaires, le tout tant et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, aux termes et aux conditions et en donnant les garanties et hypothèques qu'elle trouvera raisonnables;

Et sans limiter en aucune façon les pouvoirs présentement énoncés, faire toutes ces choses et toutes autres choses appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The City Orangeade, Limited", avec un capital total de

partly derived from orange or lemon, or any other extracts the main ingredients of which are orange or lemon;

To carry on business as manufacturer of and dealer in any articles, wares, products and goods entering or capable of entering in the orangeade or lemonade business or the compounds thereof;

To carry on business as importers and wholesale and retail merchants of oranges and lemons;

To purchase, sell and deal in machinery, instruments, conveniences and other appliances capable of being used in connection with the business, trade and other operations which the company may carry on;

To purchase, sell or trade in all articles and goods which the company may think capable of being the object of trade in connection with its business and to make, establish, equip, maintain and operate factories for the manufacture of goods, articles and extracts necessary for business and trade;

To carry on any other business which the company may think capable of being carried on in connection with its business or directly or indirectly calculated to enhance the value of any of the company's property or rights;

To construct and organize stands, wherein shall be extracted, prepared and sold the juice of oranges and lemons and wherein shall be prepared and sold orangeades and lemonades;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain and to exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire, own and deal with any movable or immovable property which the company may think necessary or suitable for the objects of its industry or business, including trade-marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, franchises or any other rights and privileges of any kind whatsoever;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such price as the company may think fit, to accept cash, shares, bonds, debentures, stocks or securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the corporation and to amalgamate with any such company, if deemed profitable;

To issue paid up shares and bonds in full or part payment of any movable or immovable property, services rendered to the company, including services rendered to the promoters in connection with the incorporation and promotion of the company, contract, options or other rights, privileges, or profits;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay out and issue promissory notes, bills of exchange, warrants and any other commercial instruments; to lend and borrow any sums of money which the company may think useful or necessary, the whole as long and as often as it shall think proper, upon such terms and conditions and by giving the securities and hypothecs it may think convenient;

And without limiting in any way the powers herein enumerated, to do all such things and all other things which may seem conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The City Orangeade, Limited", with a total

vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1657 ALEXANDRE DESMEULES.

"The King Paper Box Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1925, constituant en corporation: Louis-Philippe Lortie, Armand Gauthier, Charles-René Dufresne, Jean-Baptiste Paul, comptables-vérificateurs; Louis Lefebvre, gérant, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de boîtes de toutes sortes et espèces;

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de papier et de matières premières ou autres employées dans la fabrication de boîtes;

Exploiter l'industrie d'imprimeurs sous toutes ses formes;

Exploiter toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, et de nature à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Agir comme agents ou représentants de marchands de gros et de manufacturiers canadiens ou étrangers;

Acquérir, vendre, échanger, engager ou hypothéquer des propriétés mobilières ou immobilières ou les deux, et engager les propriétés et le crédit de la compagnie aux fins d'emprunter de l'argent si la compagnie le juge à propos, émettre des obligations (debentures) garanties ou non par hypothèques sur les biens meubles et immeubles de la compagnie ou sur les uns ou sur les autres seulement;

Acquérir et prendre comme un tout (going concern) les affaires maintenant exercées en la cité de Montréal, dans la province de Québec, par "The King Paper Box Company, (Limited)", compagnie existant en vertu de la Loi des Compagnies Fédérales, chapitre 79, 1906; ou tout autre commerce identique et la clientèle, et payer pour cela en actions acquittées de la compagnie ou autrement, et assumer les dettes s'y rattachant et payer en actions acquittées ou autrement toutes obligations que la dite "The King Paper Box Company, (Limited)" peut avoir contractées;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autres renseignements au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES.
1658 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The King Paper Box Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1925, incorporating: Louis Philippe Lortie, Armand Gauthier, Charles René Dufresne, Jean Baptiste Paul, chartered accountants, Louis Lefebvre, manager, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in boxes of all kinds and descriptions;

To manufacture, purchase, sell and deal in paper and in raw or other materials utilized in the manufacture of boxes;

To carry on the business of printers in all branches thereof;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may seem capable of being conveniently carried on in connection with its business, and calculated to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present company;

To act as agents or representatives of Canadian or foreign wholesale merchants and manufacturers;

To acquire, sell, exchange, pledge or hypothecate movable or immovable property or both and to pledge the property and credit of the company for the purpose of borrowing moneys, if the company deems it proper, issue debentures, secured or not by hypothecs upon the movable and immovable property of the company or on the movable or on the immovable property only;

To acquire and take over as a going concern the business presently carried on in the city of Montreal, in the Province of Quebec, by "The King Paper Box Company, (Limited)", a company incorporated under the Dominion Companies' Act, chapter 709, 1906; or any other similar business and the good-will thereof, and to pay for the same in paid up shares of the company or otherwise and to take over the liabilities connected therewith; and to pay for the same in paid up shares or otherwise any obligations which the said "The King Paper Box Company, (Limited)" may have contracted;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toutes personnes ou compagnies exerçant ou engagées ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter des fonds à ses dites personnes ou compagnies, garantir leurs contrats ou les aider autrement et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie;

Prêter des fonds aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder autrement l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de cette entreprise pour la compensation que la compagnie trouvera raisonnable et en particulier pour les actions, les obligations (débentures) ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière.

Les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe ne pourront être limités ou retreints en aucune manière par les termes d'autres paragraphes, sous le nom de "The King Paper Box Company, Limited", avec un capital total de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres ($299,900.00), divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (2999) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1659 C.-J. SIMARD.

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company;

To lend money to customers and other persons having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such considerations as the company may think fit and in particular for shares, bonds, debentures, or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The powers granted in any paragraph hereof shall in no wise be limited or restricted by the terms of any other paragraph, under the name of "The King Paper Box Company, (Limited)", with a total capital stock of two hundred and ninety thousand and nine hundred dollars ($299,900.00) divided into two thousand nine hundred and ninety-nine (2,999) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1660 Assistant Provincial Secretary.

"The United Photographic Stores, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1925, constituant en corporation: Percival-Frédéric Seymour, comptable licencié, Henry Aitken, William Earl Foster Owens, comptables, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

1. Acheter, assumer ou autrement acquérir comme une industrie active le commerce maintenant exercé en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec, sous les nom et raison sociale de "The United Photographic Stores", avec tout l'actif, fonds de commerce, propriété réelle ou personnelle possédés ou utilisés en rapport avec tel commerce, et sa clientèle et tous les droits et contrats maintenant détenus

"The United Photographic Stores, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1925, incorporating: Percival Frederic Seymour, chartered accountant, Henry Aitken, William Earl Foster Owens, accountants, all of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase, take over or otherwise acquire as a going concern the business now carried on at the city of Montreal, county of Hochelaga, Province of Quebec, under the style or firm of the United Photographic Stores, with all the assets, stock-in-trade, and real and personal property owned or used in connection therewith and the goodwill thereof, and all the rights and contracts now held by them, subject to the obli-

par eux, à charge des obligations, s'il y en a, les affectant, et les payer en actions acquittées de la compagnie;

2. (a) Manufacturer, vendre, louer, acheter, importer, exporter ou autrement et faire le commerce d'appareils de photographies et de dispositifs, accessoires et fournitures de photographies en général; importer, exporter, acheter, vendre, louer ou autrement disposer, et fabriquer et faire le commerce de machinerie, appareils, dispositifs, accessoires, outils, instruments et fournitures se rattachant à tous procédés de photographie; manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, utiliser, louer ou autrement disposer et faire le commerce de tous instruments, appareils, substances et procédés se rapportant à la chimie, la lumière, l'optique, l'électricité, l'acoustique, la photographie et la mécanique;

(b) Posséder, louer, exploiter ou autrement disposer et faire le commerce de théâtres et lieux d'expositions dans lesquels des photographies de toutes sortes, animées ou autrement, sont projetées comme partie de telle exposition;

(c) Exercer l'industrie générale d'encadreurs, commerçants et vendeurs de portraits et autres travaux d'art, calendriers, nouveautés, fournitures de bureaux et autres, et acheter, vendre, manufacturer, troquer, exploiter et faire le commerce d'outillages, machinerie, outils, meubles, fournitures, accessoires et tous articles requis, utilisés ou qui se rapportent ou qui sont ou qui peuvent être utilisés en rapport avec telles opérations;

3. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignemsents ainsi acquis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auquel elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions ou des valeurs de toute telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

7. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont

gations, if any, affecting the same, and to pay for the same in paid up shares of this company;

2. (a) To manufacture, sell, lease, purchase, import, export or otherwise dispose of and deal in photographic apparatus and general photographic appliances, attachments and supplies; to import, export, purchase, sell, lease or otherwise dispose and manufacture and deal in any machinery, apparatus, appliances, attachments, tools, devices and supplies relating to any process of photography; to manufacture, purchase, sell, import, export, use, lease or otherwise dispose of and deal in any instruments, apparatus, substances, or processes relating to chemistry, light, optics, electricity, acoustics, photography and mechanics;

(b) To own, lease, operate or otherwise dispose of and deal in theatres and places of exhibition in which photographs of any kind, animated or otherwise, are projected as part of the exhibition;

(c) To carry on business generally as picture framers, dealers in and vendors of pictures and other works of art, calendars, novelties, office and other supplies and to buy, sell, manufacture, trade, work and deal in plant, machinery, tools, furniture, supplies, appliances and all articles requisite in, used or connected with, or which can or may be used in connection therewith;

3. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

6. To enter in partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether

les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

8. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

9. Se fusionner ou se joindre à toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

10. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature ou autrement, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou valeurs dans d'autres compagnies appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

11. Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie, de la manière qui sera décidée, de temps à autre;

12. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

13. Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses attachées à la formation ou à l'organisation de la compagnie;

14. Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

15. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

16. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

17. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The United Photographic Stores, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1661 C.-J. SIMARD.

or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

8. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

9. To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To distribute among the shareholders of this company in specie or otherwise any property or assets of this company and in particular any shares, bonds, debentures or other securities of any other company belonging to this company or of which this company may have power to dispose;

11. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

12. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

13. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

14. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

15. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

16. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

17. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The United Photographic Stores, Limited", with a total capital of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1662 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une application sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, demandant la passation d'un Acte incorporant "The Rouyn Mines Railway Company", avec pouvoir de construire,

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session thereof, for the passing of an Act incorporating the Rouyn Mines Railway Company, with power to con-

maintenir et opérer un chemin de fer partant d'un point sur le chemin de fer National Transcontinental, près de O'Brien, dans le canton de Privat, dans la province de Québec, allant vers le sud à travers les cantons Privat, Poularies, Destor et Dufresnoy, jusqu'à un point dans le canton de Rouyn; aussi de construire des embranchements partant d'un point dans le dit canton de Rouyn allant à l'ouest jusqu'à un point sur la frontière divisant les provinces de Québec et Ontario et allant vers l'est à un point à ou près du Grand Lac Victoria, ou un point sur le chemin de fer National Transcontinental à l'ouest de Parent; de construire, maintenir et opérer des lignes de télégraphe et de téléphone; d'acheter, construire et opérer des bateaux pour le fret et les passagers; de bâtir, acheter ou louer des quais, des docks, des élévateurs, des entrepôts, hôtels, restaurants, etc; d'acquérir des terres, pouvoirs d'eau, droits, servitudes et privilèges et de construire des écluses, bâtisses et ouvrages pour la production et la distribution de l'électricité pour les fins de son entreprise, et de vendre et disposer d'aucun surplus d'électricité qu'elle peut avoir; et de faire des arrangements avec d'autres compagnies de chemin de fer pour toutes raisons quelconques.

Daté à Québec, 5 mars, 1925.

Le procureur de la requérante.

1301—11-4 C.-V. DARVEAU.

Avis est, par les présentes, donné que David Coveler, étudiant en droit, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour faire passer une loi afin d'autoriser le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du Droit immédiatement après qu'il aura subi avec succès les examens d'admission à la pratique.

Montréal, 5 mars, 1925.

Le procureur du pétitionnaire.

1313—11-4 PAUL-EMILE LANCTOT.

struct, maintain and operate a railway commencing at a point on the National Transcontinental Railway, near O'Brien, in the township of Privat, in the Province of Quebec, thence southerly through the townships of Privat, Poularies, Destor and Dufresnoy, to a point in the township of Rouyn; and also branch lines from a point in said township of Rouyn westerly to a point on the Provincial boundary between the Provinces of Quebec and Ontario, and easterly to a point at or near Grand Lake Victoria, or a point on the National Transcontinental Railway west of Parent; to construct, maintain and operate telegraph and telephone lines; to purchase, build and operate freight and passenger vessels; to build, purchase or lease wharves, docks, elevators, warehouses, hotels, restaurants etc., to acquire lands, waterpowers, rights, easements and privileges and to construct dams, buildings and works for the generation and distribution of electricity for the purpose of its undertaking, and to sell and dispose of any surplus electricity; and to enter into agreements with any other railway company for any purpose whatsoever.

Dated at Quebec, 5th day of March, 1925.

C. V. DARVEAU,

1302—11-4 Attorney for the Petitioner.

Notice is hereby given that David Coveler, law student, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law immediately after he has successfully passed the regular examinations for admission to the practice of law.

Montreal, March 5, 1925.

PAUL EMILE LANCTOT,

1314—11-4 Attorney for Applicant.

Département des affaires municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, le 27 mars 1925.

Présent: le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Villeroy, dans le comté de Lotbinière, le septième jour de janvier 1925, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de Villeroy, dans le comté de Lotbinière, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil Exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,

OSCAR MORIN.

Québec, 27 mars 1925. 1719

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, March 27, 1925.

Present: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Villeroy, in the county of Lotbinière, on the seventh day of January, 1925, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provision of the said Municipal Code of the Province of Quebec may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Villeroy, in the county of Lotbinière, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

Dpeuty Minister of Municipal Affairs

Quebec, March, 27, 1925. 1720

Département de l'Instruction publique

EXAMEN POUR LE CERTIFICAT D'INSPECTEUR D'ECOLES PROTESTANTES

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 2571 S. R. Q., 1909, et articles 1 à 8 inclusivement des règlements du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, qu'un examen pour le certificat d'inspecteur d'école protestantes aura lieu à 32 rue Belmont, Montréal, samedi, le dix-huitième jour d'avril 1925, à dix heures de l'avant-midi.

Le surintendant,
CYRILLE DELAGE.

1689

145-25 Québec, 1er avril 1925.

Demande d'érection d'une municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher des municipalités scolaires de Saint-Rémi-du-Lac-au-Sable et de Notre-Dame-des-Anges, dans le comté de Portneuf, tout le territoire compris dans les limites actuelles de la municipalité du village de Montauban, telle qu'érigée par proclamation officielle en date du 30 juillet 1919, insérée dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 août 1919, aux pages 1823 et 1824, et d'ériger tout ce territoire en une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Montauban-Les-Mines", même comté.

1705—14-2

1350-20 Québec, 1er avril 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "L'Annonciation", dans le comté des Deux-Montagnes, le territoire ci-dessous décrit, et de l'ériger en une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Oka", même comté. Les limites de cette nouvelle municipalité scolaire seraient les suivantes, savoir:

Partant du point où aboutit au lac des Deux-Montagnes la ligne ouest du lot 147, cette ligne vers le nord-ouest jusqu'à la ligne sud de la rue Notre-Dame, puis longeant ladite ligne sud de la rue Notre-Dame sur une distance d'environ 5½ arpents, et ensuite, continuant sur le côté nord-ouest de ladite rue jusqu'à la ligne nord-est d'un emplacement servant autrefois au gardien de la barrière; de là, vers le nord-ouest, ladite ligne nord-est de cet emplacement, et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des lots 195 et 196, à environ un arpent au sud-ouest du coin sud-est dudit No 196; puis vers l'ouest, ladite ligne séparative et son prolongement en travers le chemin de l'Annonciation, au site de l'ancienne barrière qui s'y trouvait; de là, vers l'ouest et le sud-ouest, une ligne brisée passant par les barrières dites "Chemin-du-Milieu" et du "Chemin-de-l'Anse"; de ce dernier point, longeant la ligne est du terrain autrefois occupé par le gardien de la barrière, puis jusqu'à la rive nord-est du lac des Deux-Montagnes, et cette rive dans une direction générale nord-est jusqu'au point de départ.

1707—14-2

265-25 Québec, 1er avril 1925.

Demande est faite que les lots Nos 1 à 30 inclusivement des rangs 1 et 2 du canton de Trécesson et les lots Nos 1 à 30 inclusivement des rangs 9 et 10 du canton de Villemontel, dans le comté d'Abitibi, ne faisant actuellement partie d'aucune

Department of Public Instruction

EXAMINATION FOR PROTESTANT SCHOOL INSPECTOR'S CERTIFICATE

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of Art. 2571, R. S. Q., 1909, and Arts. 1 to 8 inclusive of the regulations of the Protestant Committee of the Council of Public Instruction, an examination for the certificate of protestant school inspector will be held at 32 Belmont Street, Montreal, on Saturday, the 18th day of April, 1925, at the hour of ten o'clock a. m.

CYRILLE F. DELAGE,
Superintendent.

1690

145-25. Quebec, April 1, 1925.

Application for the erection of a school municipality.

Application is made to detach from the school municipalities of Saint Rémi du Lac au Sable and of Notre Dame des Anges, in the county of Portneuf, all the territory comprised within the present limits of the municipality of the village of Montauban, as erected by official proclamation dated the thirtieth of July, 1919, inserted in the *Quebec Official Gazette* of the second of August, 1919, on pages 1823 and 1824, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of "Montauban-les-Mines", same county.

1706—14-2

1350-20 Quebec, April 1, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of L'Annonciation, in the county of Two Mountains, the territory hereunder described and to erect it into a separate school municipality under the name of "Oka", same county. The limits of this new school municipality shall be the following, namely:

Commencing at the point where the west line of lot 147 runs into Lake of Two Mountains, said line, towards the northwest, to the south line of Notre Dame Street, then along said south line of Notre Dame Street, a distance of about 5½ arpents, and then, continuing on the northwest side of said street, to the northeast line of an emplacement formerly occupied by the gatekeeper; thence, towards the northwest, the said northeast line of this emplacement, and the production thereof to the line of division of lots 195 and 196, to a distance of about one arpent southwest of the southeast corner of said No. 196; then, towards the west, the said line of division and the production thereof across the L'Annonciation road, to the site of the old gate formerly placed at that point; thence, towards the west and the southwest, a broken line passing by the gates called "Chemin du Milieu", and "Chemin de l'Anse", and from the latter point, along the east line of the lot of land formerly occupied by the keeper of the gate, then to the northeast shore of Lake of Two Mountains, and this shore, in a general northeasterly direction, to the point of commencement.

1708—14-2

265-25 Quebec, April 1st., 1925.

Application is made to annex to the school municipality of Villemontel, county of Abitibi, the lots Nos. 1 to 30 inclusive of Ranges 1 and 2 of the township of Trécesson, and the lots Nos. 1 to 30 inclusive, of ranges 9 and 10 of the town-

municipalité scolaire déjà organisée, soient annexés à la municipalité scolaire de Villemontel, comté d'Abitibi. 1709—14–2

185–23 Québec, 30 mars 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Rivière-Boyer, comté de Lévis, les lots Nos 133 à 139 inclusivement; 394*a*, 395, 396, 590, 591, 592, 593*p*, 594*a*, 595, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Henri, et de les annexer à la municipalité scolaire de "Saint-Henri", même comté. 1711—14–2

666–24 Québec, 1er avril 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, les lots Nos 607 à 612 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore; le lot No 198, moins les parties de ce lot appartenant à MM. Donat Désaulniers, Albert Marchand, Canadian National Railways, Evariste Vincent, J.-Edmond Julien et Josaphat Dupont; le lot No 199, moins les parties de ce lot appartenant à MM. Donat Désaulniers, Canadian National Railways, J.-Edmond Julien, Josaphat Dupont, Evariste Vincent et Hector Pellerin; le lot No 613, moins les parties de ce lot appartenant à MM. Thomas Déchêne, Omer Ménard, Arsène Mélançon, Josaphat Beaulieu, Aldéo Fafard, Evariste Vincent et la partie de ce lot comprise entre le lot No 197 et le chemin public conduisant à Saint-Mathieu, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de "Saint-Gérard-des-Laurentides", même comté. 1713—14–2

105–25 Québec, 30 mars 1925.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 27 mars 1925, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Cœur-de-Marie, comté du Lac-Saint-Jean, les lots Nos 23 à 27 inclusivement des rangs 2 et 3 du canton de Delisle, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village-de-Saint-Cœur-de-Marie", même comté. 1715

97–25 Québec, 30 mars 1925.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 27 mars 1925, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, les lots Nos 161, 162, 221, 223 à 226 inclusivement; les lots Nos 238 à 274 inclusivement; le lot No 294 du cadaste officiel de la paroisse de Saint-Benoît, et de les annexer à la municipalité scolaire de la "paroisse de Saint-Benoît", même comté. 1717

ship of Villemontel, in the county of Abitibi, which do not presently form part of any organized school municipality. 1710—14–2

185–23 Quebec, March 30, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Rivière Boyer, county of Levis, the lots Nos. 133 to 139 inclusive; 394*a*, 395, 396, 590, 591, 592, 593*p*, 594*a*, 595, of the official cadastre of the parish of Saint Henri and to annex them to the school municipality of Saint Henri, same county. 1712—14–2

666–24 Quebec, April 1, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Flore, county of Saint Maurice the lots Nos. 607 to 612 inclusive of the official cadastre of the parish of Sainte Flore; the lot No. 198, less the portions of said lot belonging to Donat Desaulniers, Albert Marchand, Canadian National Railways, Evariste Vincent, J. Edmond Julien and Josaphat Dupont; the lot No. 199, less the portions of such lot belonging to Donat Desaulniers, Canadian National Railways, J. Edmond Julien, Josaphat Dupont, Evariste Vincent and Hector Pellerin; the lot No. 613, less the portion of such lot belonging to Thomas Déchênes, Omer Ménard, Arsène Melançon, Josaphat Beaulieu, Aldeo Fafard, Evariste Vincent, and the part of such lot enclosed between lot No. 197 and the public road leading to Saint Mathieu, and to annex said territory to the school municipality of Saint Gérard des Laurentides, same county. 1714—14–2

105–25 Quebec, March 30, 1925.

His Honor the Lieutenant Governor in Council has been pleased, on the 27th of March, 1925, to detach from the school municipality of Saint Cœur de Marie, county of Lake Saint John, the lots Nos. 23 to 27 inclusive of Ranges 2 and 3 of the township of Delisle, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of "Village de Saint Cœur de Marie", same county. 1716

97–25 Quebec, March 30, 1925.

His Honor the Lieutenant Governor in Council has been pleased, on the 27th of March, 1925, to detach from the school municipality of Saint Benoît, county of Two Mountains, the lots Nos. 161, 162, 221, 223 to 226, inclusive, the lots Nos. 238 to 274 inclusive; the lot No. 294 of the official cadastre of the parish of Saint Benoît and to annex them to the school municipality of the parish of Saint Benoit, same county. 1718

Département du trésor

AVIS D'EMISSION DE PERMIS DE SOCIETE CHARITABLE.

Avis est par le présent donné que la "Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe" a obtenu un permis et a été enregistrée comme société charitable dont l'objet est:

"De secourir, au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, les affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veu-

Treasury Department

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE TO A CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe" has been licensed and registered as a charitable association, the object of which is:

"By means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations by its members or from the public, of making provisions for those afflicted by sickness, accident or reverse of for-

ves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchues et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants ou d'atteindre d'autres objets analogues", tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur, en date du troisième jour de février, 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de mars, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant.
J.-A. PARADIS.

Service des assurances,
Département du Trésor, Québec, P. Q.
1671—14-2

AVIS D'EMISSION DE PERMIS DE SOCIETE CHARITABLE.

Avis est par le présent donné que la "Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur" a obtenu un permis et a été enregistrée comme société charitable dont l'objet est:

"De secourir, au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, les affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchues et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants ou d'atteindre d'autres objets analogues", tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur, en date du troisième jour de février, 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de mars, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Service des assurances,
Département du Trésor, Québec, P. Q.
1673—14-2

Avis est par le présent donné qu'un certificat d'enregistrement a été émis à la Compagnie "The Anglo American Trust Company", de Montréal, l'autorisant à transiger des affaires de fidéicommis dans la province de Québec, ce vingtième jour de mars, 1925, au trentième jour de juin, 1925.

Donné conformément à la loi 3 George V, chapitre 44, ce vingtième jour de mars, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
J. A. PARADIS,
Inspecteur suppléant des compagnies de fidéicommis.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
1577—13-2

tune and for widows and orphans or for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children or for the purpose of attaining any other similar object", as set forth in the declaration which has preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated on the third day of February, 1925.

Given pursuant to the provisions of Article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty-sixth day of March, 1925.

J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.
For the treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, Que.
1672—14-2

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE TO A CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur" has been licensed and registered as a charitable association, the object of which is:

"By means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, of making provisions for those afflicted by sickness, accident or reverse of fortune and for widows and orphans or for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children or for the purpose of attaining any other similar object", as set forth in the declaration which has preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated on the third day of February, 1925.

Given pursuant to the provisions of Article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty-sixth day of March, 1925.

J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.
For the treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, Que.
1674—14-2

Notice is hereby given that "The Anglo American Trust Company", having its Head Office in the city of Montreal, has been registered to transact in the Province of Quebec, the business of a Trust Company, from the twentieth day of March, 1925, to the thirtieth day of June, 1925.

Given pursuant to Act 3 George V, chapter 44, this twentieth day of March, 1925.

For the Provincial Treasurer.
J. A. PARADIS,
Acting Inspector of Trust Companies, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, P. Q.
1578—13-2

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté d'Abitibi, sous le nom de "Société des Patrons de la Beurrerie de Colombourg", avec sa principale

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a society of patrons has been incorporated in the county of Abitibi, under the name of "Société des Patrons de la Beurrerie de Colombourg", with its chief place

place d'affaires à Colombourg, dans le comté d'Abitibi.

Le ministre de l'Agriculture autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, le 25 mars, 1925. 1667

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté d'Abitibi, sous le nom de "Société des Patrons de la Beurrerie de La Sarre", avec sa principale place d'affaires à La Sarre, dans le comté d'Abitibi.

Le ministre de l'Agriculture autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, le 26 mars 1925. 1669

of business at Colombourg, in the county of Abitibi.

The Minister of Agriculture authorizes the formation of this society.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister.

Québec, March 25, 1925. 1668

Notice is hereby given that a society of patrons has been incorporated in the county of Abitibi, under the name of "Société des Patrons de la Beurrerie de La Sarre", with its chief place of business at La Sarre, in the county of Abitibi.

The Minister of Agriculture authorizes the formation of this society.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister

Quebec, March, 26, 1925. 1670

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, No. 9654. Dame Léda Gaudreault, épouse de Ernest Simard, cordonnier, de Kénogami, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ernest Simard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Chicoutimi, 28 mars, 1925.

Les Procureurs de la demanderesse,
1675—14-5 GOSSELIN & GOSSELIN.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure. No 564.

Dame Célina Lamothe, du canton de Granby, district de Bedford, épouse de Omer Pinsonneault, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Omer Pinsonneault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Sweetsburg, 18 mars 1925.

Les avocats de la demanderesse,
1575—13-5 GIROUX & GIROUX.

Cour Supérieure, district de Québec, No 1521. Zoé Crassopolo, de Québec, épouse commune en biens de Nick Catzandonis, restaurateur, demanderesse; vs le dit Nick Catzandonis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Québec, 17 mars 1925.

Les procureurs de la demanderesse.
Signé: PAUL DROUIN & JEAN GARNEAU.
1617—13-5

Province de Québec, district de Joliette, dans la Cour supérieure, No 1059.

Dame Marie-Louise Magnan, de la paroisse de Saint-Alexis, district de Joliette, épouse commune en biens de Ludger Bélisle, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Ludger Bélisle, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13 mars 1925.

Joliette, 16 mars 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1449—12-5 JOS. SYLVESTRE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 9654. Dame Léda Gaudreault, wife of Ernest Simard, shoemaker, of Kénogami, duly authorized to *ester en jus ice*, plaintiff; vs the said Ernest Simard, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

Chicoutimi, March 28th, 1925.

GOSSELIN & GOSSELIN,
1676—14-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 564.

Dame Celina Lamothe, of the township of Granby, district of Bedford, wife of Omer Pinsonneault, of the same place, farmer, plaintiff; vs the said Omer Pinsonneault, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted.

Sweetsburg, March 18, 1925.

GIROUX & GIROUX,
1576—13-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, District of Quebec, No. 1521. Zoé Cras opolo, from Quebec, wife common as to property of Nick Catzandonis, from Quebec, restaurant keeper, plaintiff; vs the said Nick Catzandonis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Quebec, March the 17th, 1925.

Signed: PAUL DROUIN & JEAN GARNEAU,
Plaintiff's Attorneys.
1618—13-5

Province of Quebec, district of Joliette, in the Superior Court, No. 1059.

Marie Louise Magnan, of the parish of Saint Alexis, district of Joliette, wife common as to property of Ludger Belisle, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Ludger Belisle, defendant.

An action for separation of property has been instituted in this case on the 13th of March 1925.

Joliette, March 16, 1925.

JOS. SYLVESTRE,
1450—12-5 Attorney for the plaintiff.

Cour supérieure, Montréal, No 4311. Roselina Rousseau, de Montréal, épouse de Joseph-Damase Ruel, barbier, a formé demande en séparation de biens contre son mari, le 28 février 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON.
1429—12-5

Province de Québec, District de Montréal, No. 2061. Cour Supérieure. Hilwe Deeb, épouse commune en biens de Alexandre Haddad, marchand, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée, demanderesse; vs Le dit Alexandre Haddad, défendeur.

Une action en séparation de biens, entre les parties, a dûment été intentée.

Montréal, le 16 mars, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
1479—12-5 BERARD & BEAULIEU.

Canada, Province de Québec, District de Montmagny. Cour Supérieure, No. 2149. Dame Marie Lamontagne, épouse de Odilon Aubé, cultivateur et journalier, de Saint-Camille, demanderesse; vs Odilon Aubé, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce 17 février, 1925.

Montmagny, 17 février, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1323—11-5 (Signé ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No. 4125. Dame Molly Saltzman, des cité et district de Montréal, épouse commune de biens de Israël Haas, marchand, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; contre Israël Haas, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14ième jour de février, 1925.

Montréal, février 26, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
1149—10-5 JACOBS & JACOBS.

Canada, Province de Québec, District de Beauce. Cour Supérieure, No. 8426. Mary Grenier, épouse de Joseph Rodrigue, de Saint-Georges, comté de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Rodrigue, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3ième jour de décembre, 1924,

Saint-Goerges-de-Beauce, 17 février, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1177—10-5 LORENZO DUTIL.

Canada, Province de Québec, District de Beauce. Cour Supérieure, No. 8573. Léocadie Leclerc, épouse de Pierre Bourque, de Saint-Georges, comté de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, de Saint-Georges, demanderesse; vs Pierre Bourque, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16ième jour de février, 1925.

Saint-Georges-de-Beauce, 24 février, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1179—10-5 LORENZO DUTIL.

Superior Court, Montreal, No. 4311. Roselina Rousseau, of Montreal, wife of Joseph Damase Ruel, barber, has taken an action in separation as to property against her husband, the 28th. of February, 1925.

MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON,
1430—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 2061. Superior Court. Hilwe Deeb, wife common as to property of Alexander Haddad, merchant, of the city and district of Montreal, duly autorised for the purpose, plaintiff; vs The said Alexander Haddad, defendant.

An action in separation as to property has duly been instituted between the said parties.

Montreal, the 16th March, 1925.

BERARD & BEAULIEU,
1480—12-5 Advocates for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montmagny. Superior Court, No. 2149. Dame Marie Lamontagne, wife of Odilon Aubé, farmer and laborer, of Saint Camille, plaintiff; vs Odilon Aubé, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 17th February 1925.

St. Joseph of Beauce, 17 February, 1925.

(Signed) ROSAIRE BEAUDOIN,
1324—11-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 4125. Dame Molly Saltzman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Israel Haas, Merchant, of the same place, and duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff; vs Israel Haas, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 14th day of February 1925.

Montreal, February 26th, 1925.

JACOBS & JACOBS,
1150—10-5 Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce. Superior Court, No. 8426. Mary Grenier, wife of Joseph Rodrigue, of Saint Georges, Beauce county, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Rodrigue, farmer, of Saint Georges, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on December the 3rd., 1924.

Saint Georges, Beauce, February 17th., 1925.

LORENZO DUTIL,
1178—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce. Superior Court, No. 8573. Léocadie Leclerc, wife of Pierre Bourque, of Saint Georges, Beauce county, duly authorized to *ester en justice*, of Saint Georges, plaintiff; vs Pierre Bourque, farmer, of Saint Georges, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on February, the 16th., 1925.

Saint Georges, Beauce, February 25th., 1925.

LORENZO DUTIL,
1180—10-5 Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, District de Joliette. Cour Supérieure, No. 1036. Dame Genevas Davidson, épouse de Mathias Gélinas, agent, de la cité et du district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Mathias Gélinas, défendeur

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26e jour de février, 1925.

Les avocats et procureurs de la demanderesse,
HEBERT & BONIN.
Joliette, 28 février, 1925. 1191—10-5

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 1036. Dame Genevas Davidson, wife of Mathias Gelinas, agent, of the city and district of Joliette, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Mathias Gelinas, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 26th. of February, 1925.

HEBERT & BONIN,
Advocates and attorneys for plaintiff.
Joliette, February 28, 1925. 1192—10-5

Assemblée

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "QUEBEC CENTRAL".

AVIS AUX ACTIONNAIRES.

Avis est aux présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie de chemin de fer "Québec Central" aura lieu dans les bureaux de la compagnie de chemin de fer "Canadien Pacifique", à Montréal, mercredi, le 15 avril mil neuf cent vingt-cinq, à midi, pour élire deux administrateurs représentant les porteurs de garantie, selon la constitution de la compagnie, et transiger toute autre affaire dûment soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires inscrits le 28 février auront droit d'assister et de voter à l'assemblée.

Par ordre du conseil d'administration,
Le secrétaire,
H.-C. OSWALD.
Montréal, 28 février 1925. 1553—13-2

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE TO STOCKHOLDERS.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, April 15th, one thousand nine hundred and twenty-five, at 12 noon, for the purpose of electing two directors representing the security holders, as required by the constitution of the company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said meeting.

Stockholders of record on the 28th February will be entitled to attend and vote at the meeting.

By order of the board,
H. C. OSWALD,
Secretary.
Montreal, 28th February, 1925. 1554—13-2

Avis divers

Extrait du livre des minutes des assemblées des Actionnaires de "Maisonneuve Quarry Company, Limited".

Nous, soussignés, étant la totalité des actionnaires de la "Maisonneuve Quarry Company, Limited", déclarons renoncer et renonçons spécifiquement à l'avis de convocation de la date, le lieu, l'heure et le but de la présente assemblée, et consentons à ce qu'il y soit traité tout ce que permet la loi à la dite assemblée.

Signé : JOSEPH RHEAUME,
BERNARD BREAULT,
J.-A. BOUTET.

Assemblée générale spéciale des actionnaires de "Maisonneuve Quarry Company, Limited", tenue au bureau de la compagnie 4415 Boulevard Rosemont, Montréal, mardi, le 13 janvier 1925, à 10 heures A. M. Etaient présents: Messieurs Joseph Rhéaume, Bernard Breault, J.-A. Boutet, formant la totalité des actionnaires de la compagnie. Monsieur Joseph Rhéaume préside au fauteuil, et Monsieur J.-A. Boutet agit comme secrétaire de l'assemblée.

Le président soumet à l'assemblée une résolution des directeurs, amendant le règlement No. 15 et décrétant la réduction des directeurs et se lisant comme suit:

Miscellaneous Notices

Extract from the minutes of a meeting of the shareholders of Maisonneuve Quarry Company, Limited.

We, the undersigned, being all the shareholders of Maisonneuve Quarry Company, Limited, declare that we specifically renounce to the convocation notice of the date, place, hour and purpose of the present meeting and consent that all matters permitted by law may be considered at said meeting.

Signed: JOSEPH RHEAUME,
BERNARD BREAULT,
J.-A. BOUTET.

Special general meeting of the shareholders of Maisonneuve Quarry Company, Limited, held at the office of the company, 4415 Rosemount Boulevard, Montreal, Tuesday, the 13th of January, 1925, at ten o'clock A. M. Were present: Messrs. Joseph Rhéaume, Bernard Breault, J. A. Boutet, being all the shareholders of the company. Mr. Joseph Rhéaume takes the chair and Mr. J. A. Boutet acts as secretary of the meeting.

The chairman submits to the meeting a resolution of the directors to amend by-law No. 15 decreasing the number of the directors, which reads as follows:

RÈGLEMENT NO. 15 AMENDÉ.

La compagnie sera administrée par un bureau de direction composé de trois membres dont deux formeront quorum, mais ce nombre pourra être augmenté par un règlement amendant celui-ci.

Il est proposé, secondé et résolu unanimement, que le dit règlement soit approuvé et confirmé.

Signé : JOSEPH RHEAUME,
Président.
J.-A. BOUTET,
Secrétaire.
BERNARD BREAULT,
Directeur.

Je soussigné, secrétaire de la compagnie "Maisonneuve Quarry Company, Limited", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus diminuant le nombre des directeurs de la dite compagnie a été soumis le 13ième jour de janvier, 1925, et approuvé par la totalité en valeur des actionnaires, à une assemblée spéciale dûment tenue à cet effet.

Daté à Montréal, ce 13ième jour de janvier, 1925.

Le secrétaire de la compagnie
"MAISONNEUVE QUARRY COMPANY, LIMITED"
J.-A. BOUTET.

1677

"THE WESTMOUNT INDUSTRIAL CORPORATION, LIMITED"

REGLEMENT NO 13

Il est proposé et secondé et résolu à l'unanimité que le règlement 2*a* et le règlement 12 qui apparaissent à la page 31 du livre des délibérations de la compagnie, soient par les présentes cancellés, annulés et abrogés; et que le règlement suivant, qui sera connu comme le règlement No B 13, soit par les présentes adopté, savoir:

"Le nombre des directeurs de la compagnie sera diminué de sept à cinq, dont trois formeront quorum".

Il est de plus proposé, secondé et résolu à l'unanimité qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires soit immédiatement convoquée et tenue pour approuver et adopter le règlement No 13; après telle approbation faite, qu'une copie certifiée et portant le sceau de la compagnie soit transmise au secrétaire de la province, et que ledit règlement soit publié dans la *Gazette officielle*.

Je certifie par les présentes que ce qui précède est une vraie copie du règlement No 13 adopté par le bureau de direction de la compagnie dite "The Westmount Industrial Corporation, Limited", à une assemblée tenue le 19 décembre 1924, et ratifié par les actionnaires de la dite compagnie, représentant plus des deux-tiers du capital actions émis de ladite compagnie, à une assemblée générale spéciale tenue le 6 mars 1925.

Le secrétaire,
L.-J. BEIQUE.

1691

Avis est donné au public conformément à l'article 7295*a* des Statuts refondus, 1909, que la Corporation d'Energie de Montmagny, corps politique et incorporé ayant son siège d'affaires en la ville de Montmagny, se propose de faire autoriser et ratifier la construction de son barrage érigé en la paroisse de Saint-Cajetan-d'Armagh, sur la rivière Fourche Nord-Ouest, entre les lots Nos. 67*a*, 67*b*, 68*a*, 68*b*, 69*b* et 70*b*, du premier

BY-LAW NO. 15 AMENDED

The company shall be managed by a board of Directors composed of three members, two of whom shall constitute a quorum, but such number may be increased by a by-law amending the above.

It is moved, seconded and unanimously resolved that such by-law be approved and confirmed.

Signed: JOSEPH RHEAUME,
President.
J. A. BOUTET,
Secretary.
BERNARD BREAULT,
Director.

I, the undersigned, secretary of the Maisonneuve Quarry Company, Limited, hereby certify that the above by-law decreasing the number of directors of said company was submitted the thirteenth of January, 1925, and approved by the totality in value of the shareholders, at a special meeting duly held for that purpose.

Dated at Montreal, this thirteenth day of January, 1925.

J. A. BOUTET,
Secretary of the
MAISONNEUVE QUARRY COMPANY, LIMITED

1678

"THE WESTMOUNT INDUSTRIAL CORPORATION, LIMITED".

BY-LAW NO 13

It was moved, seconded and unanimously resolved that By-Law 2*a* and By-Law 12, appearing on page 31 of the Company's Minute Book, be and the same are hereby cancelled, annulled and set aside; and that the following By-Law, to be known as By-Law No. B 13, be and it is hereby passed, to wit:

"The Directors of the Company shall be reduced from seven to five, of whom three shall form a quorum."

It was further moved, seconded and unanimously resolved that a special general meeting of the shareholders be forthwith called and held to approve and pass By-Law No. 13; and that upon such approval being obtained, a certified and sealed copy thereof be sent to the Provincial Secretary and the By-Law be published in the *Quebec Official Gazette*.

I hereby certify that the above is a true copy of By-Law No. 13 passed by the Board of Directors of "The Westmount Industrial Corporation, Limited", at a meeting held on December, 19th, 1924, and ratified by shareholders of the said company, at a special general meeting, representing more than two thirds of the outstanding capital stock of the said company, at a special general meeting held on the 6th day of March, 1925.

L. J. BEIQUE,
Secretary.

1692

Notice is hereby given, pursuant to article 7295*a* of the Revised Statutes, 1909, that La Corporation d'Energie de Montmagny, a body politic and corporate having its head office in the town of Montmagny, intends to obtain authorization and ratification for the erection of its dam erected in the parish of Saint Cajetan d'Armagh, upon the river Fourche Nord Ouest, between lots Nos. 67*a*. 67*b*, 68*a*, 68*b*, 69*b*, and 70*b*, of the first

rang sud-est du cadastre officiel du canton Armagh, ainsi que les autres travaux qu'elle a faits sur les dits lots pour les fins d'un développement hydro-électrique, le dit barrage et les autres travaux devant affecter les lots ci-dessus mentionnés.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée d'un plan comportant le devis des travaux exécutés, a été transmise à l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Bellechasse.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Montmagny, le 13 mars 1925.

LA CORPORATION D'ENERGIE DE MONTMAGNY,
Par MAURICE ROUSSEAU,
Président.

Contresigné:
Les procureurs de la requérante,
ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME.

1431—12-5

southeast Range of the official cadastre of the township of Armagh, as well as all other works it has made upon the said lots, for the purposes of a hydro-electric development, the said dam and other works to affect the above mentioned lots.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of the works executed, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry office of the Registration Division of the county of Bellechasse.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

Montmagny, March 13, 1925.

LA CORPORATION D'ENERGIE DE MONTMAGNY,
Per MAURICE ROUSSEAU,
President.

Countersigned:
ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME,
Attorneys for petitioners.

1432—12-5

AVIS PUBLIC DONNÉ PAR LA COMPAGNIE DITE NORTH SHORE POWER COMPANY, LIMITED, TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 7295*a* DES STATUTS REFONDUS DE QUÉBEC.

Avis public est par les présentes donné, suivant les dispositions de l'article 7295*a* des Statuts refondus (1909), que la compagnie dite "North Shore Power Company, Limited", corporation ayant son bureau chef en la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, se propose de demander l'autorisation de faire construire un barrage, une usine génératrice de force motrice et autres travaux connexes, sur le cours d'eau qui borde le lot No 7 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Narcisse, et les lots Nos 661, 662, 606, 608, 203 et 202 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté de Champlain.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, dans le comté de Champlain.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Secrétaire,
J.-A. WILSON.

1307—10-5

PUBLIC NOTICE GIVEN BY THE NORTH SHORE POWER COMPANY, LIMITED, AS REQUIRED BY ARTICLE 7295*a*, REVISED STATUTES, QUEBEC

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295*a* of the Revised Statutes (1909), that the North Shore Power Company, Limited, a body politic having its head office in the city of Montreal, in the county of Hochelaga, intends to apply for authorization to have constructed a dam, power house and other works incidental thereto, on the watercourse which borders upon Lot No. 7, on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Narcisse, and on Lots Nos. 661, 662, 606, 608, 203 and 202 on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte Geneviève, in the county of Champlain.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that duplicates of such plan and specifications have been deposited at the Registry Office of Sainte Geneviève de Batiscan, in the county of Champlain.

The application contained in the Petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

J. A. WILSON,
Secretary.

1308—10-5

FORMULE A (Article 7295a)

Avis est donné au public, conformément à l'Article 7295a des Statuts Refondus, 1909, que la Compagnie Electrique de Chicoutimi, Limitée, de la ville de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, se propose de demander l'autorisation de faire faire un barrage et une usine hydro-électrique sur la Rivière Chicoutimi, en front des lots 15a-1 et 15b-1, rang X S.-O., et 15b-1, rang XI S.-O. et sur le lot 79, au cadastre de la paroisse de Chicoutimi, P. Q.

FORM A (Article 7295a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295a of The Revised Statutes, 1909, that "La Compagnie Electrique de Chicoutimi, Limitée", of the town of Chicoutimi, in the County of Chicoutimi, intend to apply for authorization to have constructed a dam and a hydro-electric power house on the Chicoutimi River, in front of lots Nos. 15a-1 and 15b-1, range X S.-W. and 15b-1, range XI S.-W., and on lot No. 79, of the cadastre of the parish of Chicoutimi, P. Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux, et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au Bureau d'enregistrement de la Division d'Enregistrement du Comté de Chicoutimi, P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE CHICOUTIMI, Limitée,
par
Le trésorier et gérant,
1151—10-5 J.-AUG. TREMBLAY.

Province de Québec, Corporation de la ville de Richmond.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Richmond s'adressera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes, suivant les dispositions de la sous-section 2 de la section 2 de la Loi des cités et des villes, 1922, amendant la charte de la ville, 1 Edouard VII, chapitre, 50, en remplaçant les dispositions des sections 4, 6; section 8 à 17 inclusivement; toutes les sous-sections de la section 19, excepté les sous-sections (*q*) (*bb*), (*ij*), (*kk*) et 11); section 29 et sections 33 à 36 inclusivement de la dite charte, par les dispositions correspondantes de ladite Loi 13, George V, chapitre 65.

Richmond, Québec, le 3 mars, 1925.

La Corporation de la ville de Richmond,
Par le secrétaire-trésorier,
ANNIE HAYES.
1233—12-4

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the Registration Division of Chicoutimi, P. Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE CHICOUTIMI, Limitée,
by
J. AUG. TREMBLAY,
1152—10-5 Treasurer and Manager.

Province of Quebec. Corporation of the Town of Richmond.

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Richmond will apply for the issue of letters patent by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, under the provisions of subsection 2 of Section 2 of the Cities and Towns Act, 1922, amending the Charter of the Town, 1 Edward VII, chapter 50, by replacing the provisions of Sections 4, 6; Sections 8 to 17 inclusive; all of the subsections of Section 19, except subsections (*q*), (*bb*), (*ij*), (*kk*) and 11); Section 29 and Sections 33 to 36 inclusive of the said charter, by the corresponding provisions of the said Act 13 George V, chapter 65.

Richmond, Que., March 3, 1925.

The Corporation of the Town of Richmond,
ANNIE HAYES,
Secretary-treasurer.
1234—12-4

Bureau-chef

"CLARK-BOURLAMAQUE GOLD MINES, LIMITED".

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Clark-Bourlamaque Gold Mines, Limited (libre de responsabilité personnelle)" corporation légalement constituée par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province, le 28ème jour de novembre 1924, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau-chef au No 282, rue Sainte-Catherine ouest, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 27ème jour de mars 1925.
Le président,
1679 J.-A. JACOBS.

Chief Office

CLARK-BOURLAMAQUE GOLD MINES, LIMITED

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that Clark-Bourlamaque Gold Mines, Limited (No Personal Liability), incorporated by Letters Patent granted by the Lieutenant-Governor of this Province on the 28th of November, 1924, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 282 Sainte Catherine Street, West, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 27th of March, 1925.
J. A. JACOBS,
1680 President.

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "Arthur E. Moysey & Co., Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Companies authorized to do business

The company "Arthur E. Moysey & Co., Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, 120 rue Saint-Jacques.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. E.-S. Thompson, de Montréal, 120 rue Saint-Jacques.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 21 mars 1925. 1663

La compagnie "Skinner-Hill Co., Inc." a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, édifice Keefer, rue Sainte-Catherine ouest.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Edward P. Van Guen, de Montréal.

Québec, 20 mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1665 C.-J. SIMARD.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal, 120 Saint James Street.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. E. S. Thompson, of Montreal, 120 Saint James Street.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 21, 1925. 1664

The company "Skinner-Hill Co., Inc." has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal, Keefer Building, Sainte Catherine Street West.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Edward P. Van Guen, of Montreal.

Quebec, March 20, 1925.

C. J. SIMARD,
1666 Assistant Provincial Secretary.

Liquidation—Avis de

SOUS LA LOI DE LIQUIDATION

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 16. Re: Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines, Ltd., en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 15ième jour d'avril, 1925, alors qu'il sera payé à mon bureau.

Le liquidateur,
EUGENE TRUDEL.

Bureau: "La Banque Canadienne Nationale"
71 rue St-Pierre, Québec.

Québec, 25 mars 1925. 1685

Winding up Notice

UNDER THE WINDIND UP ACT

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 16. Re: Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines, Ltd., in liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be opened to objection until the 15th day of April, 1925, after which date it will be payable at my office.

EUGENE TRUDEL,
Liquidator.

Office: La Banque Canadienne Nationale Building
71 St. Peter Street, Quebec.

Quebec, March 25, 1925. 1686

Ordre de Cour

District de Montréal, Cour supérieure, No 479.

Dame Léa Champagne, de la cité de Montréal, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Walter Reed, requérante.

Avis est donné du dépôt au greffe de cette Cour de copie d'un acte de partage, devant Maître Louis-A. Derome, notaire, le dix-neuvième jour de janvier 1925, entre Walter Reed, commerçant, de la ville de L'Assomption, et Dame Léa Champagne, enregistré à Montréal le 21 février suivant, acte par lequel ledit Reed a cédé à celle-ci tous les droits de propriété qu'il possédait dans les immeubles suivants de la cité de Montréal:

Rule of Court

District of Montreal, Superior Court, No. 479.

Dame Lea Champagne, of the city of Montreal, wife legally separated from bed and board from Walter Reed, petitioner.

Notice is given of the deposit on the Protonotary's office of this Court of copy of a deed of partition executed before Louis A. Derome, notary, on nineteenth day of January 1925, between Walter Reed, trader, of the town of L'Assomption, and Dame Léa Champagne, and registered at Montreal the 21st February following, by which deed the said Reed has transfered to the latter all the rights of property belonging to him in the following lots of the city of Montreal:

a. Le lot 272 de la subdivision officielle du lot officiel 29 du village d'Hochelaga;

b. La partie sud-ouest du lot 271 de la subdivision officielle du dit lot 29, contenant, cette partie, cinq pieds de largeur sur cent dix pieds, mesure anglaise, avec droit en commun dans la ruelle en arrière.

c. Le residu du dit lot officiel 29-271, contenant, cette partie de lot, vingt pieds de largeur sur cent dix pieds, mesure anglaise.

d. La partie sud-ouest du lot 270 de la subdivision officielle du dit lot 29: bornée en front par la rue Lafontaine; en arrière, par la ruelle; d'un côté par le résidu du dit lot 29-270; et de l'autre côté par le lot 29-271, contenant, cette partie, dix pieds de largeur par cent dix pieds, mesure anglaise, avec droit en commun dans la ruelle en arrière; lesquels immeubles étaient en la possession de Walter Reed comme propriétaire pendant les trois dernières années; et que toutes personnes qui pourraient réclamer quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles avant l'enregistrement du dit acte de partage par lequel ces immeubles ont été acquis par Léa Champagne, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour, le 12e jour de mai 1925, une demande de ratification de titre, et de la purge des hypothèques, sauf néanmoins les hypothèques s vantes dont Dame Léa Champagne s'est chargée savoir: deux hypothèques de cinq mille cinq cents piastres chacune, créées par Walter Reed par deux actes d'obligations du treize janvier et 17 février 1924, J.-E. Beauchamp, notaire, en faveur des créanciers y nommés, pour le montant dû à chacun d'eux, et affectant les lots et parties de lot désignés aux paragraphes *a*, *b*, *c*, *d*, ci-dessus. A moins que les réclamations, sauf les hypothèques ci-dessus, ne soient telles que le régistrateur est tenu par les dispositions du Code de procédure, de les mentionner dans son certificat à être produit, les créanciers sont par le présent requis de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe de cette Cour dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi ils seront pour toujours forclos de le faire.

Montréal, 13 mars 1925.

Le dép. protonotaire,
J.-E. LACOMBE.

1569—13-2

a. The lot No. 272 of the official subdivision of the official lot 29 of the village of Hochelaga.

b. The south west part of the lot 271 of the official subdivision of said lot 29, containing, the said part of lot, 5 feet in width by 110 feet, English measure, with the right to use in common the lane in rear.

c. The remainder of said official lot 29-271, containing, this part of lot, twenty feet in width by 110, English measure.

d. The south west part of the lot 270 of the official subdivision of the said lot No. 29; bounded in front by Lafontaine Street; in rear by a lane; on one side by the remainder of said lot No. 29-270, on the other side, by the lot 29-271, containing, this part of lot, ten feet in width by 110 feet, English measue, with the right to use in con mon the lane, in rear.

These lots above described have been possessed by Walter Reed as proprietor for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovables before the registration of the said deed of partition by which the said lots were acquired by said Lea Champagne, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the 12th day of May 1925, for a judgment in confirmation of title and discharge from all hypothecs on these lots, saving, however, the following hypothecs assumed by said Lea Champagne by the said deed of partition, to wit: two hypothecs of five thousand five hundred dollars each, created by Walter Reed by two deeds of obligations dated the thirteenth January and seventeenth February 1924, J. E. Beauchamp, notary, in favor of the creditors the rein mentioned, for the amount due to each of them, affecting the lots and parts of lots described in the above paragraphs *a*, *b*, *c*, *d*. And that unless the claims, except the hypothecs above mentioned, are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, the creditors are hereby required to serve their oppositions in writing and to file the same in the office of the said Prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Montreal, 13th March, 1925.

J. E. LACOMBE,
Dep. Prothonotary.

1570—13-2

Soumissions

PROVINCE DE QUEBEC

MUNICIPALITE SCOLAIRE DE SAINT-MICHEL-DE-ROUGEMONT VILLAGE

Avis est par le présent donné que la Municipalité scolaire de Saint-Michel-de-Rougemont village recevra des soumissions pour l'achat de $14,000.00 d'obligations portant intérêt de 5% payable les premiers Mai et Novembre, le tout remboursable par annuités jusqu'en 1950, payable au bureau du Secrétaire-trésorier.

Ces obligations sont en coupures de $300.00, $400.00, $500.00 $600.00, $700.00 et $800.00; ces obligations sont émises en vertu d'une résolution adoptée le 17ième jour d'août 1924 et approuvée par un arrêté ministériel en date du 15 octobre 1924.

Des soumissions cachetées seront reçues jusqu'à

Tenders

PROVINCE OF QUEBEC

SCHOOL MUNICIPALITY OF SAINT MICHEL DE ROUGEMONT, VILLAGE

Notice is hereby given that the school municipality of Saint Michel de Rougemont village, will receive tenders for the purchase of $14,000.00 of bonds bearing an interest of 5% payable the first days of May and November, the whole redeemable by annuities up to 1950, payable at the office of the secretary-treasurer.

These bonds are in denominations of $300,00, $400.00, $500.00, $600.00, $700.00 and $800.00 and are issued under a resolution adopted the 17th. day of August 1924, and approved by an Order in Council bearing date the 15th of October, 1924.

Sealed tenders will be received until Friday, the

vendredi le 25 avril 1924, à 8 P.M. Chaque soumission devra être accompagné e d'un chèque accepté égal à 1% de la soumission.

La municipalité ne s'engage pas à accepter ni la plus haute ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Donné à Rougemont, ce 25 mars 1925.

Le secrétaire-trésorier,
1681—14-2 A. LEDOUX.

25th of April, 1925, at 8 P.M. Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the tender.

The municipality does not bind itself to accept the highest or the lowest or any of the tenders.

Given at Rougemont, this 25th March, 1925.

A. LEDOUX,
1682—14-2 Secretary-Treasurer.

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 20 mai 1925, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1923 dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant-général,
1687—14-6 T.-E. McDONNELL.

A CEUX QUI LES PRESENTES VERRONT:—Avis est par les présentes donné que tous les articles reçus avant le vingt-neuvième jour de février 1924, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la Canadian National Express, et de l'American Railway Express Company, à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, et de l'Ile -du-Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie "Les enchères Baillargeon, Limitée", 331 rue Ontario Est, Montréal, Québec, à DEUX heures de l'après-midi, SAMEDI, le NEUVIEME jour de MAI 1925, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce second jour de mars 1925.

Canadian National Express,
Montréal, Qué.,
L'Assistant gérant général,
1175—10-6 W.-C. MUIR.

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, May 20, 1925, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first 1923, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
Vice-President and General Manager.
1688—14-6

TO WHOM IT MAY CONCERN:—Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty-ninth of February, A. D. 1924, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the company's auctioneers, "The Baillargeon Auctions, Limited", 331 Ontario Street East, Montreal, Quebec, at two o'clock in the afternoon, on SATURDAY, the NINTH day of MAY, A. D. 1925, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this second day of March 1925.

W. C. MUIR,
General Manager,
Canadian National Express,
1176—10-6 Montreal, Que.

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Arthur Carbonneau, Saint-Etienne-des-Grès, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1925, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Etienne-des-Grès, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, dans le village de la dite paroisse, et connu et désigné comme étant et faisant partie des lots de terre numéros deux cent deux et cent quatre-vingt-dix-neuf (p. 202 et p. 199), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour ladite paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, contenant, le dit terrain, quatre-vingt-quinze pieds de front sur trois arpents de profondeur, le tout plus ou moins; borné en front au chemin public, en profondeur à Rodolphe Plourde, au nord à Hercule

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Arthur Carbonneau, Saint Etienne des Grès, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL 1925 at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold, by public auction, at the door of the parish church of Saint Etienne des Grès, the following immovable, to wit:

A lot of land or emplacement lying and situate in the parish of Saint Etienne des Grès, in the village of said parish, and known and designated as being and forming part of the lots of land numbers two hundred and two and one hundred and ninety-nine (p. 202 and p. 199), on the official cadastral plan and book of reference for said parish of Saint Etienne des Grès, containing, the said lot of land, ninety five feet in front by three arpents in depth, the whole more or less; bounded in front by the public road, in rear by Rodolphe Plourde, to the north by Hercule Rivard and to the south

Rivard et au sud à Rodolphe Plourde—avec maison et autres bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et article 20, paragraphe 4a, b c, de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic,
HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame,
Trois-Rivières, 13 mars 1925. 1439—12-2

Canada, province de Québec, district de Roberval. Dans l'affaire de Dame Célina Allard-Ouellet, veuve de feu Charles Ouellet, cultivateur, de Saint-Félicien, cédante autorisée.

Avis public est par le présent donné que MARDI, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félicien, comté du Lac Saint-Jean, les immeubles suivants, savoir:

1. Cette partie du lot de terre portant le numéro quarante et un (Ptie No. 41) du deuxième rang du canton Ashuapmouchouan—avec bâtisses et dépendances.

2. Cette partie du lot de terre portant le numéro trante-neuf (Ptie No 39) du troisième rang du Canton Ashuapmouchouan—avec bâtisses et dépendances.

3. Le lot de terre portant le numéro quarante (No 40) du troisième rang du dit Canton Ashuapmouchouan, et dépendances.

4. La demie sud-est du lot de terre portant le numéro quarante et un (½ S. E. No 41) du troisième rang du dit Canton Ashuapmouchouan, et dépendances.

5. Partie des lots de terre portant les numéros quarante-A et quarante-B (pties Nos 40-1 et 40-b) du quatrième rang du susdit canton Ashuapmouchouan, et dépendances.

La vente pourra se faire séparément pour chaque item, ou un, deux, et trois item en bloc.

Cette vente est faite conformément à la Loi de faillite, article 20, paragraphe 4 et suivants, et avec l'effet d'une vente par le shérif.

Pour autres informations, s'adresser au soussigné.

Conditions de paiement: Comptant.

Roberval, P. Q., 17 mars 1925.

Le syndic,
1507—12-2 J.-H. DELISLE.

Dans l'affaire d'Omer Lagacé, cédant autorisé, Drummondville, Qué.

Avis est par les présentes donné, que MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1925, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, à la porte de l'église de Saint-Lambert, Co. de Lévis, l'immeuble suivant:

1o. Une terre située en la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, concession Saint-Aimé, contenant deux arpents et demi plus ou moins de front, sur trente arpents de profondeur —avec les bâtisses dessus contruites; laquelle terre est maintenant connue et désignée sous le numéro trois cent soixante-douze des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis.

by Rodolphe Plourde—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates may be seen at my office at any time

This sale is made pursuant to articles 716-717 C. C. P. and article 20, paragraph 4a, b. c, of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further informations, apply to

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142 Notre-Dame Street.
Three Rivers, March 13, 1925. 1440—12-2

Canada, province of Quebec, district of Roberval. In the matter of Dame Célina Allard Ouellet, widow of late Charles Ouellet, farmer, of Saint Félicien, authorized assignor.

Public notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty-five, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold at the door of the parochial church of Saint Félicien, county of Lake Saint John, the following immovables to wit:

1. This part of lot of land bearing number forty one (Pt No. 41) of the second Range of the township of Ashuapmouchouan—with buildings and dependencies.

2. This part of lot of land bearing number thirty-nine (Pt. No. 39) of the third Range of the township of Ashuapmouchouan —with the buildings and dependencies thereon.

3. The lot of land bearing number forty (No. 40) of the third Range of said township of Ashuapmouchouan, and dependencies.

4. The southeast half of the land bearing number forty-one (S. E. ½ No. 41) of the third Range of said township of Ashuapmouchouan, and dependencies.

5. Part of the lots of land bearing numbers forty-A and forty-B (Parts Nos. 40-A and 40-B) of the fourth Range of the aforesaid township of Ashuapmouchouan, and dependencies.

Each item may be sold separately, or one, two, and three items may be sold *en bloc*.

This sale is made pursuant to the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 and following, and has the effect of a sheriff's sale.

For further particulars apply to the undersigned.

Terms of payment: Cash.

Roberval, P. Q., March 17, 1925.

J. H. DELISLE,
1508—12-2 Trustee.

In the matter of Omer Lagacé, authorized assignor, Drummondville, Que.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL 1925, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at the church door of Saint Lambert, county of Levis, the following immovable property:

1o. One piece of land situated in the parish of Saint Lambert, county of Levis, in the range Saint Aimé, containing two acres and a half in front, more or less, on thirty acres in depth—with buildings thereon erected, said piece of land is now known and designated under number three hundred and seventy-two of the cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Lambert, county of Levis.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe *B* de la Loi de Faillite, 9 et 10 Geo. V, chap. 36 et a les mêmes effets que la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Le Syndic Autorisé,
J.-W. SAINT-ONGE.

Drummondville, No. 28 rue Heriot.
1447—12-2

Canada, province de Québec, district de Montréal. Dans l'affaire de Louis Dupuis, Saint-Gabriel-de-Brandon, Insolvable.

Avis public est par les présentes donné que les lots de terre désignés comme suit:

1. Un lopin de terre vacant ayant front à la Rue Saint-Urbain, en la Cité de Montréal, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro mille cinq cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-1523), aux plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte Saint-Louis.

2. Un autre lopin de terre vacant ayant front à la rue Delâge, en la Cité de Montréal, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro mille cinq cen cinquante de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-1550), aux dits plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte Saint-Louis.

Seront vendus en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le quinze janvier dernier, mil neuf cent vingt-cinq, portant le No 212 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, par. 4., etc., ayant effet du décret, au bureau du Shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice en la Cité de Montréal, JEUDI, le TRENTIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent vingt-cinq, à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 83 Craig Ouest, Montréal.
Montréal, 24 mars 1925. 1609—13-2

Dans l'affaire de Arthur Lord, Saint-Narcisse, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le SIXIEME jour de mai 1925, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse de Saint Adelphe, l'immeuble suivant, savoir:

Un certain terrain situé en la paroisse de Saint-Adelphe, ayant front à la Rivière de Batiscan, côté ouest, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-huit (368), sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Stanislas, contenant un arpent de largeur, sur trente-six arpents de profondeur; prenant son front à la rivière de Batiscan, en arrière aux terres non concédées ou représentants, d'un côté au nord à Tancrède Ayotte, de l'autre côté au sud à Lazare Veillette ou repré-

Titles and certificates may be examined at my office at any time.

Conditions of Sale: Cash.

The Authorized Trustee,
J. W. SAINT ONGE.

No. 28 Heriot Street, Drummondville, Que.
1448—12-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal. In the matter of Louis Dupuis, Merchant, Saint Gabriel de Brandon, Insolvent.

Public notice is hereby given that the lots of land described as follows:

1. A lot of vacant land fronting on Saint Urbain Street, in the city of Montreal, containing twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less, known and designated under the number one thousand five hundred and twenty-three of the official subdivision of original lot number eleven (11-1523), on the official plan and book of reference of the village of Cote Saint-Louis.

2. Another parcel of vacant land, fronting on Delage Street, in the said city of Montreal, containing twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less, known and designated under number one thousand five hundred and fifty of the official subdivision of original lot number eleven (11-1550), on the said official plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis.

Will be sold under a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the fifteenth of March, one thousand nine hundred and twenty-five, bearing No. 212 of the Records of said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4, etc., having the effect of a sheriff's sale, at the office of the sheriff of the district of Montreal, situate in the Court House, in said city of Montreal, on THURSDAY, the THIRTIETH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and twenty-five, at THREE o'clock in the afternoon.

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Trustee.

Office: 83 Craig Street West, Montreal.
Montreal, March 24, 1925. 1610—13-2

In the matter of Arthur Lord, Saint Narcisse, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SIXTH day of MAY 1925, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold by public auction at the door of the church of the parish of Saint Adelphe, the following immovable, to wit:

That certain lot of land situate in the parish of Saint Adelphe, fronting on Bastiscan river, west side, forming part of the lot of land known and designated under number three hundred and sixty eight (368), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas, containing one arpent in width by thirty six arpents in depth; bounded in front by the Batiscan river, in rear by the ungranted lands or representatives, on one side to the north by Tancrède Ayotte, and on the other side to the south by Lazare Veillette or re-

sentant—avec ensemble une maison et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Et en détail sur la ferme immédiatement après la vente de l'immeuble ci-dessus, le roulant faisant partie de l'actif de cette succession.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et article 20, paragraphe 4*a*, *b*, *c*, de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic,
HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame.
Trois-Rivières, 25 mars 1925. 1683—14-2

presentatives—together with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

And in separate lots immediately after the sale of the above immovable, the rolling stock forming part of the assets of this Estate.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 716-717 C.C.P. and article 20, parag. 4*a*, *b*, *c*, of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars, apply to

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142 Notre Dame Street.
Three Rivers, March 25, 1925. 1684—14-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 449.

Avis public est, par les présentes, donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, le 19 février 1925, dans une cause dans laquelle Roderick-B. Masson, cultivateur, des ville et district de Terrebonne, est demandeur; et Raymond Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Suzanne Leclair, veuve de J.-L.-de-G. Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Madeleine Masson, ou séparée de biens de Achille Bienvenu, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; Delle Germaine Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Marie Masson, épouse de C.-A. Harwood, C. R., de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Jeanne Desjardins, veuve de Henri Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal, es-qualité de tutrice à ses enfants mineurs Marguerite, Françoise et Henri Masson; Léon Masson, de la cité d'Outremont, district de Montréal; Dame Henriette Harwood, épouse séparée de biens de Bernard Languedoc, de la cité de Westmount, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; Dame Marguerite Harwood, épouse séparée de biens de Chs Porteous, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; William Harwood, de la cité et du district de Montréal, Dame Joséphine Masson, épouse séparée de biens de F.-de-S. Bastien, du village de Vaudreuil, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Geneviève Masson, épouse séparée de biens de Alphonse Milette, de la ville et du district de Terrebonne, et ce dernier pour autoriser son épouse, Dame Cécile Masson, veuve de Emmanuel-B. Devlin, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario; Edouard Bossange, Suisse; Dame Marie Bossange, veuve de Robert Lesourd, de Meung-sur-Loire, Loiret, France; Dame Antoinette Bossange, épouse séparée de biens de Jacques Doumic, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Elizabeth Bossange, épouse séparée de biens de André Girard, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Françoise Bossange, épouse séparée de biens de M. Eugène Camuset, de Villeny, Loire-et-Cher, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Delle Madeleine Bossange, de la Ferté-St-Aubin,

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 449.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint Jérôme, in the district of Terrebonne, the 19th of February, 1925, in a cause wherein Roderick B. Masson, farmer, of the town and district of Terrebonne, is plaintiff; and Raymond Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Suzanne Leclair, widow of J. L. de G. Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Madeleine Masson, wife separated as to property of Achille Bienvenu, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife; Miss Germaine Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Marie Masson, wife of C. A. Harwood, K. C., of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife; Dame Jeanne Desjardins, widow of Henri Masson, of the city of Outremont, district of Montreal, *es-qualité* of tutrix of her minor children: Marguerite, Françoise and Henri Masson; Léon Masson, of the city of Outremont, district of Montreal; Dame Henriette Harwood, wife separated as to property of Bernard Languedoc, of the city of Westmount, district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Dame Marguerite Harwood, wife separated as to property of Chs. Porteous, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife; William Harwood, of the city and district of Montreal; Dame Josephine Masson, wife separated as to property of F. de S. Bastien, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, and the latter to authorize his wife; Dame Geneviève Masson, wife separated as to property of Alphonse Milette, of the town and district of Terrebonne and the latter to authorize his wife; Dame Cécile Masson, widow of Emmanuel B. Devlin, of the city of Ottawa, province of Ontario; Edouard Bossange, Switzerland; Dame Marie Bossange, widow of Robert Lesourd, of Meung sur Loire, Loiret, France; Dame Antoinette Bossange, wife separated as to property of Jacques Doumic, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Dame Elisabeth Bossange, wife separated as to property of André Girard, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Dame Françoise Bossange, wife separated as to property of Mr. Eugène Camuset, of Villeny, Loire et Cher, France, and the latter to authorize

Loiret, France; Dame Geneviève Bossange, épouse séparée de biens de Jean de Malherbe, Orléans, Loiret, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Dame Marie-Louise-Jeanne Odette Bossange, épouse séparée de biens de Paul Férand, Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Isabelle Bos ange, épouse séparée de biens de Joseph-Charles-Robert Jeannelle, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Raymond Douvreleur, Veauche-sur-Loire, France; Dame Antoinette (Netty) Douvreleur, veuve de Marcel Geoffray, de Paris, France; Dame Mary Bérard, épouse séparée de biens de Louis de Torcy, de Paris, France, et ce dernier pour autoriser son épouse; Pierre Sutterlin, es-qualité de tuteur à Raymond, Odille et Nicolle Sutterlin, de Compiègne, France; Dame Louise-Marie-Pauline-Marguerite Carles de Carbonnière, veuve de Léon Bérard, en sa qualité de tutrice à Marthe-Sophie-Mary Bérard, de Toulouse, Haute Garonne, France; Raymond Bastien, du village de Vaudreuil, district de Montréal, en sa qualité de curateur *ad hoc* à Delle Berthe Masson, interdite, pour la représenter et l'assister aux fins des présentes; Louis Leclair, de la cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Jacques et Philippe Masson, enfants mineurs issus du mariage de J.-L.-de-G. Masson et Dame Suzanne Leclair, pour les représenter et les assister aux fins des présentes, sont défendeurs, et les dits Raymond Masson, Chs.-Auguste Harwood, et François-de-Sales-A. Bastien, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de Dame Geneviève Raymond, veuve de l'Honorable Joseph Masson, sont mis en cause, la vente et licitation des immeubles ci-après désignés a été ordonnée, savoir:

1. Le lot numéro C-un de la subdivision du lot numéro onze cent quarante-quatre (1144-C-1) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, plus ou moins; borné devant par la côte du Beaver Hall, derrière par une ruelle commune et mitoyenne entre toutes les propriétés qui y aboutissent; du côté Sud-Est par le lot No 1144-B et du côté nord-ouest par le lot No 1144-C-2—avec les maisons et bâtisses dessus construites;

2. Le lot numéro C-deux de la subdivision du lot numéro onze cent quarante-quatre (1144-C-2) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, plus ou moins; borné devant par la côte du Beaver Hall, derrière par une ruelle commune et mitoyenne entre toutes les propriétés qui y aboutissent; du côté sud-est par le lot No 1144-C-1 et du côté nord-ouest par le lot No 1144-C-3—avec les maisons et bâtisses dessus construites;

3. Le lot numéro C-trois de la subdivision du lot numéro onze cent quarante-quatre (1144-C-3) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds et demi de largeur par cent cinq pieds de profondeur, plus ou moins; borné devant par la Côte du Beaver Hall, derrière par une ruelle commune et mitoyenne entre toutes les propriétés qui y aboutissent; du côté sud-est par le lot No 1144-C-2 et du côté nord-ouest par le lot No 1144-D-1—avec les maisons et bâtisses dessus construites;

4. Un immeuble portant les numéros civiques 264 à 270 de la rue Sherbrooke Est et un autre

his wife. Miss Madeleine Bossange, of La Ferté St-Aubin, Loiret, France; Dame Geneviève Bossange, wife separated as to property of Jean de Malherbe, Orléans, Loiret, France, and the latter to authorize his wife; Dame Marie Louise Jeanne Odette Bossange, wife separated as to property of Paul Ferrand, Paris, France, and the latter to authorize his wife; Isabelle Bossange, wife separated as to property of Joseph Charles Robert Jeannelle, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Raymond Douvreleur, Veauche sur Loire, France; Dame Antoinette (Netty) Douvreleur, widow of Marcel Geoffray, of Paris, France; Dame Mary Bérard, wife separated as to property of Louis de Torcy, of Paris, France, and the latter to authorize his wife; Pierre Sutterlin, *es-qualité* of tutor to Raymond, Odille and Nicolle Sutterlin, of Compiègne, France; Dame Louise Marie Pauline Marguerite Carles de Carbonnière, widow of Leon Bérard, in her quality of tutrix to Marthe Sophie Mary Bérard, of Toulouse, Haute Garonne, France; Raymond Bastien, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, in his quality of curator *ad hoc* to Miss Berthe Masson, interdicted, to represent and assist her for the purposes hereof; Louis Leclair, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor *ad hoc* to Jacques and Philippe Masson, minor children issued from the marriage of J. L. de G. Masson and Dame Suzanne Leclair, to represent and assist them for the purposes hereof, are Defendants; and the said Raymond Masson, Chs. Auguste Harwood and François de Sales A. Bastien, in their quality of testamentary executors to the Estate of Dame Geneviève Raymond, widow of the Honourable Joseph Masson, are *mis-en-cause*, the sale and licitation of the immovables hereinafter described has been ordered, to wit:

1. The lot number C-one of the subdivision of lot number eleven hundred and forty-four (1144-C-1) of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, measuring twenty-four feet in width by one hundred and five in depth, more or less; bounded in front by Beaver Hall Hill Road, in rear by a common party lane between all the properties abutting thereon; on the southeast side by the lot No. 1144-B and on the northwest side by the lot No. 1144-C-2—with the houses and buildings thereon erected;

2. The lot number C-two of the subdivision of lot number eleven hundred and forty-four (1144-C-2) of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, measuring twenty-five feet in width by one hundred and five in depth, more or less; bounded in front by Beaver Hall Hill Road, in rear by a common party lane between all the properties abutting thereon, on the southeast side by the lot No. 1144-C-2 and on the northwest side by the lot No. 1144-C-3—with the houses and buildings thereon erected;

3. The lot number C-three of the subdivision of lot number eleven hundred and forty-four (1144-C-3) of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, measuring twenty four feet and a half in width by one hundred and five feet in depth, more or less; bounded in front by Beaver Hall Hill Road, in rear by a common party lane between all the properties abutting thereon, on the southeast side by the lot No. 1144-C-2 and on the northwest side by the lot No. 1144-D-1—with the houses and buildings thereon erected;

4. An immovable bearing civic numbers 264 to 270 of the Sherbrooke Street East, and

immeuble portant les numéros civiques 440 à 444 de la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal, érigés sur deux lots de terre situés à l'encoignure sud-ouest des rues Sherbrooke et Saint-Denis, connus et désignés sous les numéros douze et treize de la subdivision officielle du lot numéro sept cent quarante-six (746-12 et 746-13) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la dite cité de Montréal, contenant, le lot numéro douze, trois mille cent pieds en superficie, et le lot numéro treize deux mille cinq cents pieds en superficie, plus ou moins, mesure anglaise. Et avec l'usage en commun avec tous ceux y ayant droit, dans la ruelle portant le numéro vingt-deux de la subdivision du lot numéro sept cent quarante-six (746-22) desdits plan et livre de renvoi officiels, et située en arrière des dits lots, sans pouvoir l'obstruer—avec les maisons et bâtisses dessus construites;

5. Un immeuble portant les numéros civiques 107 à 121 de la rue Dorchester Est, en la cité de Montréal, érigé sur le lot numéro trois cent quarante-trois (343) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal· borné devant au sud-est, par la rue Dorchester Est, derrière au nord-ouest par les lots numéros trois cent trente-cinq, trois cent trente-six, trois cent trente-sept et trois cent trente-huit (335, 336, 337 et 338) des dits plan et livre de renvoi officiels, du côté nord-est par le lot numéro trois cent quarante-quatre (344) des dits plan et livre de renvoi officiels et du côté sud-ouest par le lot numéro trois cent quarante-deux (342) des dits plan et livre de renvoi officiels, avec droit de passer et repasser dans une ruelle ou passage commençant à la rue Dumarais, laquelle existe sur le lot numéro trois cent trente-sept (337) du dit plan—avec les maisons et bâtisses dessus construites;

6. Un immeuble portant les numéros civiques 161 à 179 de la rue Drolet, en la cité de Montréal, érigé sur cinq lots de terre portant les numéros cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize et cent dix-sept de la subdivision du lot numéro neuf cent trois (903,-113, 114, 115, 116 et 117) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la cité de Montréal, mesurant, chacun des dits lots, vingt pieds de largeur par soixante-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, et avec droits dans la ruelle située en arrière des dits lots—avec maisons et bâtisses dessus construites.

Les deux immeubles désignés au paragraphe 4 ci-dessus seront vendus en bloc, comme étant une seule et même exploitation, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Terrebonne, prononcé le 12ième jour de mars 1925.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL 1925, et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Terrebonne, rendu le 5ième jour de mars 1925, les dites enchères seront reçues au palais de justice du district de Montréal, en la cité de Montréal, cour tenante, à DIX heures de l'avant-midi , à la dite date du 29 avril 1925, et l'adjudication sera close devant le tribunal du dit district de Montréal, conformément aux dispositions du Code de procédure civile de la province de Québec; le tout sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des char-

another immovable bearing the civic numbers 440 to 444 of Saint Denis Street, in the city of Montreal, erected on two lots of land situated at southwest corner of Sherbrooke and Saint Denis Streets, known and designated under numbers twelve and thirteen of the official subdivision of lot number seven hundred and forty-six (746-12 and 746-13) of the official plan and book of reference of Saint Louis ward of the said city of Montreal, containing, the lot number twelve, three thousand and one hundred feet in superficies, and the lot number thirteen, two thousand and five hundred feet in superficies, more or less, English measure. And with the common use, with all those having rights therein, of the lane bearing number twenty-two of the subdivision of lot number seven hundred and forty six (746-22) of the said official plan and book of reference and lying in rear of said lots, without any rights to encumber same — with the houses and buildings thereon erected.

5. An immovable bearing civic numbers 107 to 121 of the Dorchester Street East, in the city of Montreal, erected on the lot number three hundred and forty-three (343) of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal; bounded in front to the southeast, by Dorchester Street East, in rear, to the northwest, by lots numbers three hundred and thirty-five, three hundred and thirty-six, three hundred and thirty seven and three hundred and thirty eight (335, 336, 337 and 338) of said official plan and book of reference, on the northeast side by lot number three hundred and forty four (344) of said official plan and book of reference and on the southwest side by lot number three hundred and forty two (342) of said official plan and book of reference, with the right to travel to and fro in a lane or passage beginning at Dumarais Street, which exists upon the lot number three hundred and thirty seven (337) of said plan—with the houses and buildings thereon erected;

6. An immovable bearing civic numbers 161 to 179 of Drolet Street, in the city of Montreal, erected upon five lots of land bearing numbers one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen and one hundred and seventeen of the subdivision of lot number nine hundred and three (903-113, 114, 115, 116 and 117) of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal, each of said lots measuring twenty feet in width by seventy two feet in depth, English measure, and with rights in the lane at the rear of said lots—with the houses and buildings thereon erected.

The two immovables described in paragraph 4 aforesaid will be sold *en bloc* as being one single plot of land, under a judgment of the Superior Court of the district of Terrebonne, rendered the twelfth day of March, 1925.

The said immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder the TWENTY NINTH day of APRIL, 1925, and under a judgment of the Superior Court of the district of Terrebonne, rendered the fifth day of March, 1925, the said bids will be received at the Court House of the district of Montreal, in the city of Montreal, sitting the Court, at TEN o'clock in the forenoon, on the said date of the twenty ninth day of April, 1925, and the adjudication will be closed before the tribunal of said district of Montreal, in conformity with the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec; the whole subject to the

ges déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Terrebonne,et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée, au greffe du protonotaire de la dite Cour Supérieure du district de Terrebonne, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée, dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elle seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jérôme, le 15 mars 1925.

Les procureurs du demandeur,

1573—13-2 BEAUCHAMP & DESJARDINS.

Cour Supérieure, No 3781.

En vertu d'un jugement de la Cour Supérieure de Montréal, rendu le 18 mars, 1925, dans une cause de Dame Onésime Letourneux, de Montréal, demanderesse; contre Jean Letourneux, bourgeois, de Montréal, Marie-Philomène Letourneux, de Montréal, épouse séparée de biens de L. N. Delorme, médecin, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Joseph Letourneux, de la Cité de Westmount, district de Montréal; Charles-Henri Letourneux, de Montréal, et Cécile Letourneux, de Montréal, épouse séparée de biens de Lucien Tourangeau, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs, et Jean Letourneux, L.-N. Delorme et Armand Limoges, tous trois exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de la succession de Charles-Henri Letourneux, mis-en-cause, la licitation des lots vacants suivants a été ordonnée:

A. Les lots 185 et 186 de la subdivision du lot No. 1703 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, étant chacun de 20 pieds de front par 80 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, situés sur la rue Sainte-Marie, Quartier Saint-Henri;

B. Les lots 515, 516, 517, 683, 684, 685, 686, et 687 de la subdivision du lot No 8 des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga, étant chacun de 25 pieds de front par 100 de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, situés sur la rue Letourneux;

C. Les lots 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767 et 768 de la subdivision du lot No 8 des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga, étant chacun de 25 pieds de front par 100 de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, situés sur la rue Lasalle;

Les immeubles ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUVIEME jour de MAI 1925, dans la salle d'audience No 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou dans toute autre chambre que le Juge pourra alors fixer, à DIX heures A.M., heure de Montréal, dans l'ordre et de la manière ci-dessus mentionnés, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour, quinze jours avant le jour fixé pour la vente, et toute opposition à la dite vente devra être déposée au Greffe, bureau du Protonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant celui fixé pour la dite vente et l'adjudication, et toute opposi-

charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Terrebonne, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Superior Court of the district of Terrebonne, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from the right of so doing.

Saint Jérôme, March 15, 1925.

BEAUCHAMP & DESJARDINS,

1574—13-2 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, No. 3781.

Under a judgment of the Superior Court of Montreal, rendered the 18th of March, 1925, in a cause wherein Dame Onésime Letourneux, of Montreal, is plaintiff: against Jean Letourneux, gentleman, of Montreal; Marie Philomène Letourneux, of Montreal, wife separated as to property of L. N. Delorme, physician, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof; Joseph Letourneux, of the city of Westmount, district of Montreal; Charles Henri Letourneux, of Montreal, and Cecile Letourneux, of Montreal, wife separated as to property of Lucien Tourangeau, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, are Defendants; and Jean Letourneux, L. N. Delorme and Armand Limoges, all three testamentary executors and trustees of the estate of Charles Henri Letourneux are *mis-en-cause*, the licitation of the following vacant lots of land has been ordered:

The lots 185 and 186 of the subdivision of lot No. 1703 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, each lot measuring 20 feet in front by 80 feet in depth, more or less, English measure, fronting on Sainte Marie Street, Saint Henri Ward.

B. The lots 515, 516, 517, 683, 684, 685, 686, and 687 of the subdivision of lot No. 8 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, each lot, measuring 25 feet in front by 100 in depth, more or less, English measure, fronting on Letourneux Street;

C. The lots 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, and 768 of the subdivision of lot No. 8 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; each lot measuring 25 feet in front by 100 in depth, more or less, English measure, fronting of Lasalle Street.

The above immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, the NINTH day of MAY, 1925, in Room No. 31, at the Court House, at Montreal, or in any other room which the presiding judge may then indicate, at TEN o'clock A.M., Montreal time, in the order and in the manner above mentioned, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said Court, fifteen days before the day fixed for the sale, and any opposition to said sale must be filed in the office of the Prothonotary of said Court, at least twelve days before the day fixed for the said sale and adjudication, and any opposition for

tion afin de conserver, dans les six jours après l'adjudication, le tout sous peine de forclusion.

Les procureurs de la demanderesse,
MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON.
Montréal, le 24 mars 1925. 1615—13-2

payment within six days after the adjudication, the whole under pain of being foreclosed from so doing.

MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, March 24, 1925. 1616—13-2

VENTE PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat, comté de Mégantic.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No. 818. GEORGE BLANCHARD, demandeur; vs NAPOLEON GIGUERE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot No. 675 du cadastre officiel du canton d'Irlande—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu, suivant autorisation de la Cour supérieure de ce district, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien-d'Irlande, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain (1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 13 mars, 1925.
[Première publication, le 14 mars, 1925]
1327—11-2

SHERIFF'S SALE
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court, County of Megantic.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 818. GEORGE BLANCHARD, plaintiff; vs NAPOLEON GIGUERE, defendant.

As belonging to said defendant:

The lot No. 675 of the official plan and book of reference for the township of Ireland—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Adrien d'Irlande, according to an order of the Superior Court of this district, on the SIXTEENTH day of APRIL next (1925), at TWO o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 13th of March, 1925.
[First publication, March 14, 1925]
1328—11-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: No 9573. DAME DELVINA CHAREST, veuve de feu Joseph Harvey, en son vivant rentier, de Chicoutimi, contre DAME MARIE-LOUISE BELLEY, veuve de feu Adélard Harvey, en son vivant, cultivateur, de la paroisse de Chicoutimi, et ce tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs.

Une ferme formée du lot numéro sept-*A* (7-*A*) dans le neuvième rang sud-ouest, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, contenant une superficie d'environ soixante-dix-sept acres; bornée au sud-ouest au terrain de Johnny Harvey, et au nord-est au terrain de Xavier Belley ou représentants—avec bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, au Palais de Justice de Chicoutimi, LUNDI, le QUATRIEME jour de MAI prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 29 mars, 1925.
[Première publication, le 4 avril, 1925]
1693—14-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: No. 9573. DAME DELVINA CHAREST, widow of late Joseph Harvey, in his lifetime, annuitant, of Chicoutimi; against DAME MARIE-LOUISE BELLEY, widow of late Adélard Harvey, in his lifetime, farmer, of the parish of Chicoutimi, and both personally and in her quality of tutrix of her minor children.

A farm formed of lot number seven-*A* (7-*A*), in the ninth Range south-west, on the official cadastre for the parish of Chicoutimi, containing in superficies about seventy seven acres; bounded to the south west by the land of Johnny Harvey, and to the north east by the land of Xavier Belley, or representatives—with the buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at my office, at Chicoutimi Court House, MONDAY, the FOURTH day of MAY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, March 29, 1925.
[First publication, April 4, 1925]
1694—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : No 5448. | ELZEAR LEVEQUE avocat, de Chicoutimi, demandeur; contre NAPOLEON TREMBLAY, fils d'Hector, défendeur; et MÉRIDÉE LAROUCHE, de Saint-Honoré, tiers-saisi.

1o. Un emplacement de cinquante pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur; borné au nord par Ernest Gravel, à l'est par Edmond Tremblay, ou représentants au sud par la route du huitième rang et à l'ouest par Louis Lagacé ou représentants; connu et désigné comme faisant partie des lots numéros un et deux (1 et 2) du huitième rang, au cadastre officiel du canton Simard—sans bâtisses, attendu que les bâtisses et constructions érigées sur cet emplacement appartiennent à Monsieur Ludger Petit, qui les a acquises du Shérif, le vingt-troisième jour de février, 1925.

2o. Un terrain ou emplacement formant partie du lot numéro deux (2) du huitième rang, au cadastre officiel du canton Simard, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur de l'est à l'ouest sur cent cinquante pieds de profondeur du sud au nord, et est borné vers le sud par le chemin public actuel, vers l'est par le terrain de Napoléon Tremblay ou représentants, vers l'ouest par le terrain de Pitre Bouliane, fils, et vers le nord par le terrain de Ernest Gravel, fils de feu Nérée—avec bâtisses et toutes dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Honoré, MARDI, le CINQUIEME jour de MAI prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 29 Mars, 1925.

[Première publication, le 4 Avril, 1925]

1695—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: No. 5448. | ELZEAR LEVEQUE, advocate, of Chicoutimi, plaintiff; against NAPOLEON TREMBLAY, son of Hector, defendant; and MERIDEE LAROUCHE, of Saint Honoré, garnishee.

1. An emplacement of fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth; bounded to the north by Ernest Gravel, to the east by Edmond Tremblay, or representatives, to the south by the road of the eighth Range and to the west by Louis Lagacé or representatives; known and designated as being part of lots numbers one and two (1 and 2) of the eighth Range, on the official cadastre for the township Simard—without buildings, because the buildings and constructions erected on that emplacement belong to Mr Ludger Petit, who has purchased them from the Sheriff, the twenty-third day of February, 1925.

2. A lot of land or emplacement forming part of lot number two (2) of the eighth Range, on the official cadastre for the township of Simard which lot of land measures fifty feet in width from east to west by one hundred and fifty feet in depth from south to north, and is bounded towards the south by the present public road, towards the east by the land of Napoléon Tremblay, or representatives, towards the west by the land of Pitre Bouliane, jr., and towards the north by the land of Ernest Gravel, son of the late Nérée — with the buildings and all dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Honoré, TUESDAY, the FIFTH day of MAY, next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office, Sheriff.

Chicoutimi, March 29, 1925.

[First publication, April 4, 1925]

1696—14-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure. No 4151. | LA COMPAGNIE DESJARDINS, LIMITEE, corporation légale, ayant son siège d'affaires à Saint-André-de-Kamouraska, province de Québec, demandeur; vs ANDREW VIGNET, ci-devant de l'Anse-à-la-Barbe, et maintenant de lieux inconnus hors de la province de Québec et dans les Etats-Unis d'Amérique, défendeur, à savoir:

1. Un certain lopin de terre situé à l'Anse-à-la-Barbe, dans le comté de Bonaventure, dans la municipalité de L'Anse-aux-Gascons, contenant une acre en front par sept acres de profondeur; borné au sud par "The Alexander Brothers", au nord par le Chemin du Roi, à l'ouest par Pierre Roussie, et à l'est par Antoine Morin, et connu comme étant partie du lot du cadastre numéro 356 du canton Port-Daniel—avec toutes les bâtisses susérigées, circonstances et dépendances.

2. Un certain lopin de terre situé dans le premier rang de L'Anse-à-la-Barbe, contenant cent soixante pieds de profondeur par soixante pieds de largeur, étant la partie du lot du cadastre nu-

GASPE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Gaspé, County of Bonaventure No. 4151. | LA COMPAGNIE DESJARDINS, LIMITEE, a body politic and corporate having its head office at Saint André of Kamouraska, Province of Quebec, plaintiff; vs ANDREW VIGNET, heretofore of l'Anse à la Barbe, and now of parts unknown, outside of the Province of Quebec, and in the United States of America, defendant, to wit:

1. A certain piece of land situate at L'Anse à la Barbe, in the county of Bonaventure, in the municipality of L'Anse aux Gascons, containing one acre in front by seven acres in depth; bounded on the south by the Alexander Brothers, on the north by the King's Highway, on the west by Pierre Roussie, and on the east by Antoine Morin, and known as part of cadastral number 356 of the township of Port Daniel—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A certain lot of land situate in the first range of L'Anse à la Barbe, containing one hundred and sixty feet in depth by sixty feet in width, being part of the cadastral number 357; bounded

méro 357; borné au sud par la voie de chemin de fer pour une partie et par le chemin public pour une autre partie, à l'est par Augustin Morin, au nord et à l'ouest par le résidu de la propriété du vendeur—circonstances et dépendances;

3. La moitié de la partie ouest restante du lot lettre E, tout le lot contenant cent quarante-huit acres, et maintenant connu sous le numéro cadastral 310, situé dans le premier rang du canton Port-Daniel; borné au nord par le troisième rang, au sud par la Baie des Chaleurs, à l'est par le numéro 311 (Adam Duguay) et à l'ouest par le No 309, J.-B. Vignet—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain de L'Anse-aux-Gascons MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1925, à NEUF HEURES ET TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. E.-W. SHEPPARD.
New Carlisle, 6 mars 1925.
[Première publication, 14 mars 1925]
1331—11-2

on the south part by the Railway Track, and part by the public road, on the east by Augustin Morin, on the north and west by the residue of the vendor's property—circumstances and dependencies.

3. The one half of residue west part of lot letter E, containing, the whole lot, one hundred and forty eight acres, and now known under the cadastral No. 310, situate in the first range of the township of Port Daniel; bounded on the north by the third range, on the south by the Bay des Chaleurs, on the east by No. 311 (Adam Duguay), and on the west by No. 309 J. B. Vignet—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Germain de L'Anse aux Gascons, WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL, 1925, at the hour of HALF PAST NINE in the forenoon.

E. W. SHEPPARD,
Sheriff's office, Sheriff, C.B.
New Carlisle, March 6th, 1925.
[First publication, March 14, 1925]
1332—11-2

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

Cause No. 7770 | ROBERT-H. SAYER, rentier, de la ville d'Aylmer, dans le district de Hull, demandeur; vs ROBERT STEPHENS et ROBERT-GREAVES STEPHENS, tous deux de la ville d'Aylmer, dit district, défendeurs; et THE CANADIAN CREDIT MEN'S ASSOCIATION, LT'D., corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires et son bureau-chef dans la cité de Toronto, province d'Ontario, et ayant une place d'affaires à Ottawa, province d'Ontario, en qualité de syndic à la faillite de Robert Stevens, mise en cause.

Les lots 689, 690, 691, suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville d'Aylmer —avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église d'Aylmer le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, I. SAINT-PIERRE.
Hull, 9 mars, 1925.
[Première publication, le 14 mars, 1925]
1343—11-2

HULL

Superior Court.—District of Hull

Cause No. 7770 | ROBERT H. SAYER, annuitant, of the town of Aylmer, in the district of Hull, plaintiff; vs ROBERT STEPHENS and ROBERT GREAVES STEPHENS, both of the said town of Aylmer, said district, defendants; and THE CANADIAN CREDIT MEN'S ASSOCIATION, LTD., a body politic and corporate having its principal place of business and head office in the city of Toronto, province of Ontario, and a place of business at Ottawa, province of Ontario, in its quality of trustee to the bankruptcy of Robert Stevens, *mise-en-cause*.

The lots 689, 690, 691, according to the official cadastral plan and book of reference of the town of Aylmer—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of Aylmer, the SEVENTEENTH day of APRIL, at TWO o'clock in the afternoon.

I. SAINT-PIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Hull, March 9, 1925.
[First publication, March, 14, 1925]
1344—11-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 217. | UBALDE LAURION, demandeur; contre VICTOR PATENAUDE, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une terre située en la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, district d'Iberville, composée de:

1o. Le lot numéro cent quarante-six (No 146) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges de-Henryville; moins cependant, et à distraire de ce lot la partie d'icelui ci-après désignée, qui a été vendue à la Commission Scolaire de la pa-

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: No. 217. | UBALDE LAURION, plaintiff; against VICTOR PATENAUDE, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

A farm situate in the parish of Saint Georges de Henryville, district of Iberville, composed of:

1. The lot number one hundred and forty-six (No. 146) of the official cadastre of the parish of Saint Georges de Henryville; less however and to be deducted from such lot the part thereof hereunder described, which was sold to the

roisse de Saint-Georges-de-Henryville, savoir: un morceau de terrain faisant partie du lot numéro cent quarante-six (No 146) du cadastre de Saint-Georges-de-Henryville, mesurant un demi-arpent de longueur par un demi-arpent de largeur, mesure française; borné comme suit: en front à l'ouest, par le chemin public, appelé 'Le petit rang", en profondeur à l'est, et d'un côté, au sud, une autre partie du dit lot No 146, et de l'autre côté, au nord, le lot numéro 147 —sans bâtisse.

2o. Le lot numéro cent quarante-sept dudit cadastre—avec toutes les bâtisses érigées sur la dite terre.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, district d'Iberville, le CINQUIEME jour de MAI prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 30 mars, 1925.

[Première publication, le 4 avril, 1925]
1697—14-2

School Commission of the parish of Saint Georges de Henryville, to wit: a parcel of land forming part of lot number one hundred and forty-six (No. 146) of the cadastre of Saint Georges de Henryville, measuring one half arpent in length by one half arpent in width, French measure; bounded as follows: in front to the west by the public road called "Le Petit Rang", in rear to the east and one side to the south by another part of said lot No. 146 and on the other side to the north, the lot number 147—without building.

2. The lot number one hundred and forty-seven of said cadastre—with all the buildings erected upon the said farm.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Georges de Henryville, district of Iberville, the FIFTH day of MAY next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, March 30, 1925.

[First publication, 4 April, 1925]
1698—14-2

JOLIETTE

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Joliette. No 846. } OVILA GAREAU ET LOUIS BELANGER, tous deux bourgeois, de la ville des Laurentides, dans le district de Joliette, demandeurs; vs THE ST. LIN CLOTHING COMPANY, LIMITED, corporation légalement constituée ayant son principal bureau d'affaires en la ville des Laurentides, dit district, défenderesse.

Un emplacement situé en la ville des Laurentides, connu et désigné sous le numéro seize cent six (1606) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin—avec bâtisses dessus érigées et les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville des Laurentides, dit district, (paroisse de Saint-Lin) le JEUDI, SEIZIEME jour du mois d'AVRIL 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. GEORGES DESROCHES.
Joliette, 10 mars 1925.

[Première publication, 14 mars 1925]
1339—11-2

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette. No. 846. } OVILA GAREAU AND LOUIS BELANGER, both gentlemen, of the town of Laurentides, in the district of Joliette, plaintiffs; vs THE ST. LIN CLOTHING COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its head office in the town of Laurentides, said district, defendant.

An emplacement situate in the town of Laurentides, known and designated under number sixteen hundred and six (1606) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Lin—with the buildings thereon erected and the servitudes attached thereto.

To be sold at the door of the church of the town of Laurentides, said district (parish of St. Lin), on THURSDAY, the SIXTEENTH day of the month of APRIL, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office. Sheriff.
Joliette, March 10, 1925.

[First publication, March 14, 1925]
1340—11-2

Province de Québec—District de Joliette.
Cour Supérieure.

No. 912. } WILFRID CHARRETIER, cultivateur, de la paroisse de l'Epiphanie, dans le district de Joliette, demandeur; vs ROGER BELISLE, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, district de Joliette, connue et désignée sous le numéro cinq cent vingt-sept (527), dans les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan;

Un lopin de terre situé en la dite paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, connu et désigné dans les dits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cinq cent quarante-six (No. 546).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, dans le

Province of Quebec — District of Joliette.
Superior Court.

No. 912. } WILFRID CHARRETIER, farmer, of the parish of l'Epiphanie, district of Joliette, plaintiff; vs ROGER BELISLE, of the city and district of Montreal, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Roch de l'Achigan, district of Joliette, known and designated under number five hundred and twenty-seven (527), in the official plan and book of reference of the said parish of Saint Roch de l'Achigan;

A parcel of land situate in said parish of Saint Roch de l'Achigan, known and designated in said official plan and book of reference under number five hundred and forty-six (546).

To be sold at the door of the church of parish of Saint Roch de l'Achigan, in the district of

district de Joliette, MARDI, le QUATORZIEME jour du mois d'AVRIL 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEORGES DESROCHES.
Joliette, le 10 mars, 1925.
[Première publication, le 14 mars 1925]
1341—11-2

Joliette, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of the month of APRIL, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, March 10, 1925.
[First publication, March 14, 1925]
1342—11-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ARTHUR HOOLAHAN, demandeur : contre AVILA CHABOT, défendeur.
No 3693. }

Deux lots de terre situés en la ville de Montréal-Est, ayant front Avenue Grande Allée et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles sous les numéros de subdivision huit cent neuf et huit cent dix du lot originaire numéro quatre-vingt-huit (88-809-810) — avec une bâtisse en bois y érigée et servant de glacière.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 1er avril, 1925.
[Première publication, le 4 avril, 1925]
1735—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ARTHUR HOOLAHAN demandeur; contre LOUIS GIRARD, défendeur et J.-M. LATOUR, curateur au délaissement.
No 2632. }

Deux lots de terre situés dans le quartier Saint-Denis, cité de Montréal, formant le coin nord-ouest des rues Bellechasse et Henri-Julien, connus et désignés sous les Nos 968 et 968-*A* de la subdivision officielle du lot No dix (10-968 et 968-*A*) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant 64 pieds de largeur, par 70 pieds et 9 pouces de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins —et avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 1er avril, 1925.
[Première publication, le 4 avril, 1925]
1737—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ANTOINE RANGER, demandeur; vs LOUIS PROULX, défendeur.
No 1140. }

La juste moitié sud-est d'un lot de terre sis et situé dans la paroisse de Sainte-Claire-d'Assise, connu sous le numéro huit cent cinquante-huit (½ S.-E. No 858) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Zotique; tenant en front à la Rivière Beaudette, d'un côté à Calixte Proulx, propriétaire de l'autre moitié dudit lot, et de l'autre côté à John Bergeron, en

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ARTHUR HOOLAHAN, plaintiff; against AVILA CHABOT, defendant.
No. 3693. }

Two lots of land situate in the town of Montreal East, fronting on Grande Allée Avenue, and known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, under subdivision numbers eight hundred and nine and eight hundred and ten of original lot number eighty eight (88-809 and 810)—with the wood building thereon erected used as an ice-house.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 1st, 1925.
[First publication, April 4, 1925]
1736—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ARTHUR HOOLAHAN, plaintiff; against LOUIS GIRARD, defendant, and J. M. LATOUR, curator to the surrender of property made herein.
No 2632. }

Two lots of land situated in Saint Denis ward, city of Montreal, forming the northwest corner of Bellechasse and Henri Julien Streets, known and designated under Nos. 968 and 968-*A* of the official subdivision of lot number ten (10-968 and 968-*A*) of the official plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis, containing 64 feet in width by 70 feet and 9 inches in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, April 1st, 1925.
[First publication, April 4, 1925]
1738—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ANTOINE RANGER, Plaintiff; vs LOUIS PROULX, defendant.
No. 1140. }

The exact southeast half of a lot of land lying and situate in the parish of Sainte Claire d'Assise, known as being number eight hundred and fifty eight (S. E. ½ No. 858) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Zotique; bounded in front by river Beaudette, on one side by Calixte Proulx, owner of the other half of said lot, and on the other side by John

arrière à la ligne provinciale—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Claire-d'Assise, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 1er avril 1925.

[Première publication, 4 avril 1925]

1739—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No. 5053. DAME VALENTINE CHAURETTE, de Sainte-Geneviève, district de Montréal, veuve de Philémon Laniel, en son vivant, cultivateur: du même lieu, demanderesse; contre ERNEST PEPIN, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Hector, au quartier Mercier de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent huit, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec une maison à deux étages, portant les numéros civiques 662 et 664 de la dite rue, avec les servitudes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 10 mars, 1925.

[Première publication, le 14 mars, 1925]

1335—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Terrebonne.

Montréal, à savoir: No 623. JOSEPH VAILLANCOURT, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Monique, district de Terrebonne, demandeur; contre ARTHUR LEDUC, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Rose district de Montréal, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Rose, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Rose, sous le numéro cent quarante-neuf (No 149), contenant trois arpents de largeur, sur trente et un arpents de profondeur, plus ou moins, et sans garantie de mesures précises—avec une maison et autres bâtisses, dessus érigées; bornée en front, vers le nord-ouest par la Rivière Jésus, en profondeur, vers le sud-est, par la ligne limitative de la paroisse de Sainte-Rose, d'un côté, au nord-est, par le No 148, et de l'autre côté vers le sud-ouest par les Nos 150 et 151.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 mars 1925.

[Première publication, 14 mars 1925]

1365—11-2

Bergeron, in rear by the provincial line—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Sainte Claire d'Assise, the SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.

Montreal, April 1st., 1925.

[First publication, April 4, 1925]

1740—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 5053. DAME VALENTINE CHAURETTE, of Sainte Geneviève, district of Montreal, widow of Philémon Laniel, in his lifetime, farmer, of the same place, plaintiff; against ERNEST PEPIN, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land fronting of Hector Street, in Mercier ward, of the city of Montreal, known and designated under number four hundred and thirty of the official subdivision of lot four hundred and eight, on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, measuring twenty-five feet in width by ninety feet in depth, more or less, English measure—with a two story house bearing civic numbers 662 and 664 of said street, and with the servitude attached to said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.

Montreal, March 10, 1925.

[First publication, March 14, 1925]

1336—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Terrebonne.

Montreal, to wit: No. 623. JOSEPH VAILLANCOURT, farmer, of the parish of Sainte Monique, district of Terrebonne, Plaintiff; against ARTHUR LEDUC, farmer, of the parish of Sainte Rose, district of Montreal, Defendant.

A farm situate in the parish of Sainte Rose, known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Sainte Rose, under number one hundred and forty nine (149), containing three arpents in width by thirty-one arpents in depth , more or less and without warranty of precise measurements—with a house and other buildings thereon erected; bounded in front towards the north west by the river Jésus, in depth towards the southeast by the boundary line of the parish of Sainte Rose, on one side to the northeast by No. 148 and on the other side to the South-West by Nos 150 and 151.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Rose, the SIXTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.

Montreal, March 11, 1925.

[First publication, March 14, 1925]

1366—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES-C. GURD,
No. 155. } médecin, de la cité de Montréal, demandeur; vs HERBERT BROOKS, du même endroit, défendeur.

Ce certain lopin de terre ayant front sur la rue Souvenir, dans la dite cité de Montréal, formant partie du lot numéro seize cent-trente-neuf des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de ladite cité de Montréal, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot officiel, comme étant la subdivision quarante-cinq; contenant vingt-quatre pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-sept pieds et cinq pouces sur la ligne côté nord-est, et quatre-vingt-neuf pieds trois pouces sur la ligne côté sud-ouest, et contenant en superficie deux mille cent vingt pieds, mesure anglaise, plus ou moins;—avec maison d'habitation sus-érigée, portant le numéro civique sept de l'Avenue Souvenir, dont les murs de pignon des deux côtés sont mitoyens;

Avec droit de passage à pied et en voiture et pour animaux en tout temps, en commun avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle de seize pieds de largeur en arrière dudit lot, étant la subdivision cinquante-deux dudit lot officiel numéro seize cent trente-neuf (1639-52), sans aucun droit de l'obstruer en aucune manière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 11 mars 1925.

[Première publication, le 14 mars, 1925]
1367—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN WILLIAMS, de-
No. 1981. } mandeur; vs SOLOMON ALTMAN et al, défendeurs.

Comme appartenant à Solomon Altman:

Ce certain emplacement ayant front sur l'Avenue Papineau, en la cité de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, étant la subdivision quarante du lot numéro deux cent dix (210-40), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec toutes les bâtisses sus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 10 mars, 1925.

[Première publication, le 14 mars, 1925]
1369—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHARLES C. GURD,
No. 155. } doctor of medicine, of the city of Montreal, plaintiff; vs HERBERT BROOKS, of the same place, defendant.

That certain lot of land fronting on Souvenir Street, in the said city of Montreal, forming part of lot number sixteen hundred and thirty nine, on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward of the said city of Montreal, and more particularly known on the subdivision plan duly made and fyled of the said official lot as subdivision forty five; containing twenty four feet in width by a depth of eighty seven feet five inches in the north east side line and eighty nine feet three inches in the south west side line, and an area of two thousand one hundred and twenty feet, all English measure and more or less; with the dwelling house thereon erected, bearing the civic number seven Souvenir Avenue, whereof the gable walls are *mitoyens* on both sides.

With the right of passage of foot and with vehicles and animals at all times in common with others having rights therein in the lane of sixteen feet in width in rear of said lot, being subdivision fifty two of said official lot sixteen hundred and thirty-nine (1639-52), but without any right to encumber the same in any way.

To be sold at my office, in the city of Montreal, at the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March, 11th, 1925.

[First publication March 14, 1925]
1368—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN WILLIAMS, plain-
No. 1981. } tiff; against SOLOMON ALTMAN ET AL., defendants.

As belonging to Solomon Altman:

That certain emplacement fronting on Papineau Avenue, in the city of Montreal, containing twenty five feet in width by ninety feet in depth, English measure, more or less, being the subdivision forty of lot number two hundred and ten (210-40), on the official plan and book of reference of the incorporated Village of La Côte de la Visitation—with all the buldings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 10th, 1925.

[First publication, March 14, 1925]
1370—11-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } AVARD-G. SIM, manu-
No 786. } facturier, de la ville de Farnham, district de Bedford, et y faisant affaires seul comme tel sous le nom et raison sociale de "Missisquoi Tanning Co".; contre ALFRED PAQUET & H.-J. CONNOLLY, tous

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } AVARD G. SIM, manufac-
No. 786. } turer, of the town of Farnham, district of Bedford, and there carrying on business alone as such under the firm name and style of "Missisquoi Tanning Co."; against ALFRED PAQUET & H. J. CONNOLLY, both

deux agents, des cité et district de Québec, et y faisant affaires ensemble en société comme tels sous les nom et raison sociale de "Paquet & Connolly", à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le vingtième jour de mars dernier, à mon bureau, aura lieu à DIX heures du matin, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL courant, au même endroit.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 1er avril 1925. 1703

FIERI FACIAS.

Cour du recorder de la cité de Québec.

Québec, à savoir : No 339. } LA CITE DE QUEBEC; contre ZEPHIRIN COUTURE, en sa qualité de tuteur nommé de Juliette Couture, Dolorosa Couture et Fernande Couture, enfants mineurs issus du mariage de feu Amanda Vermette avec Zéphirin Couture, tous de notre cité de Québec, dans notre district de Québec.

Le lot No 224 (deux cent vingt-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue des Commissaires—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et constituée de quatre piastres et quatre-vingt-dix centins ($4.90), payable à l'Hôpital Général de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 2 avril 1925.
[Première publication, 4 avril 1925]
1729—14-2

FIERI FACIAS.

Recorder's Court of the city of Quebec.

Quebec, to wit : No. 339. } THE CITY OF QUEBEC, against ZEPHIRIN COUTURE, in his quality of duly appointed tutor to Juliette Couture, Dolorosa Couture and Fernande Couture, minor children issued from the marriage of Amanda Vermette—with Zéphirin Couture, all of the city of Quebec, in the district of Quebec.

The lot No. 224 (two hundred and twenty four) of the official cadastre for Saint Roch ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Des Commissaires Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual and constituted ground rent of four dollars and ninety cents ($4.90), payable to L'Hôpital Général de Québec.

To be sold at my office in the city of Quebec, the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Quebec, April 2, 1925.
[First publication, April 4, 1925]
1730—14-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 1511. } LE COMPTOIR DU CREDIT, LIMITEE, corps politique et incorporé ayant son principal siège d'affaires en la cité de Québec; contre EDOUARD VERRAULT, épicier, de la cité de Québec.

Le lot No 671-J (six cent soixante et onze J) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin nord-ouest des rues de l'Eglise et de la Reine, mesurant vingt-deux pieds et deux pouces de largeur sur environ soixante-neuf pieds de longueur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 2 avril 1925.
[Première publication, 4 avril 1925]
1731—14-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 1511. } LE COMPTOIR DU CREDIT, LIMITEE, a body politic and corporate having its head office in the city of Quebec; against EDOUARD VERRAULT, grocer, of the city of Quebec.

The lot No. 671-J (six hundred and seventy one-J) of the official cadastre of Saint Roch ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at the north west corner of Church and Queen Streets, measuring twenty two feet and two inches in width by about sixty nine feet in length, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec the EIGHT day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Quebec, April 2, 1925.
[First publication, April 4, 1925]
1732—14-2

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: No 539. } THE CANADIAN NATIONAL RAILWAY COMPANY, corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place

FIERI FACIAS

Quebec, to wit : No. 539. } THE CANADIAN NATIONAL RAILWAY COMPANY, a body politic and corporate having its head office and principal place of business at the

d'affaires en la cité de Montréal; vs ROWLAND FORD, père, et ROWLAND FORD, fils, tous deux de Portneuf, dans le comté de Portneuf, et faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Rowland Ford & Son", conjointement et solidairement, savoir :

1o. Le lot No 14-A (quatorze A) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf, comté de Portneuf, étant toute cette portion de terre située du côté sud de la rivière Portneuf —avec ensemble la bâtisse en pierre sus-érigée, récemment utilisée comme fabrique de pâte de bois, avec la machinerie qui s'y trouve; sauf et excepté cette partie de terre vendue à Elzéar Marcotte, boulanger, de Portneuf, mesurant deux arpents en front vers le sud sur le fleuve Saint-Laurent, par vingt-quatre arpents en profondeur—avec maison et étable sus-érigées;

2o. Le coin sud est du lot No 223 (deux cent vingt-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf, comté de Portneuf, étant toute cette petite portion de terre du côté nord de la rivière Portneuf, bornée par le vieux chemin jusqu'à un point vis-à-vis l'écluse du moulin, c'est-à-dire, cette portion mesurée de la ligne de clôture de la propriété de Joseph Ford & Company, jusqu'à un point vis-à-vis l'écluse, ledit point étant marqué par une épinette plaquée, une distance de 492 pieds—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Portneuf, comté de Portneuf, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 18 mars, 1925.

[Première publication, le 21 mars, 1925]
1473—12-2

city of Montreal; against ROWLAND FORD, senior, and ROWLAND FORD, junior, both of Portneuf, in the county of Portneuf, and there doing business under the firm name and style of Rowland Ford & Son, jointly and severally, to wit :

1o. Lot No. 14-A (fourteen A) of the official cadastre for the parish of Notre Dame de Portneuf, county of Portneuf, being all that part of land situated on the south side of the river Portneuf—together with the stone building thereon erected, recently used as a pulp mill, with the machinery therein contained; save and except that parcel of land sold to Elzear Marcotte, baker, of Portneuf, measuring two arpents in front towards the south on the Saint Lawrence river by twenty-four arpents in depth—with house and stable thereon erected.

2o. The south-east corner of lot No. 223 (two hundred and twenty-three) of the official cadastre for the parish of Notre Dame de Portneuf, county of Portneuf, being all that small portion of land on the north side of the river Portneuf, bounded by the old road to a point opposite the mill dam, that is to say: that portion measured from the line fence of the property of Joseph Ford & Company to a point opposite the dam, said point marked by a blazed spruce tree, a distance of 492 feet — circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Portneuf, county of Portneuf, on the TWENTY-FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, March 18, 1925.

[First publication, March 21, 1925]
1474—12-2

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } J.-A. POULIOT, notaire,
No 965. } de la cité de Québec; contre JOSEPH DROLET, de la cité de Québec.

La moitié indivise de la subdivision No 134 (cent trente-quatre) du lot No 2098 (deux mille quatre-vingt-dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé Avenue Taschereau—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 18 mars, 1925.

[Première publication, le 21 mars, 1925]
1475—12-2

FIERI FACIAS

Quebec, to wit : } J. A. POULIOT, notary, of
No. 965. } the city of Quebec; against JOSEPH DROLET, of the city of Quebec.

The undivided half of the subdivision No. 134 (one hundred and thirty-four) of lot No 2098 (two thousand and ninety-eight) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Quebec, being an emplacement situate on Taschereau Avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY-FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 18, 1925.

[First publication, March 21, 1925]
1476—12-2

FIERI FACIAS.
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;
No. 1662. } contre DAME JOSEPHINE GALARNEAU, de la cité de Québec, dans notre district de Québec, veuve d'Arthur Lemelin.

Le lot No. 3784 (trois mille sept cent quatre-vingt-quatre) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC;
No. 1662. } against DAME JOSEPHINE GALARNEAU, of the city of Quebec, in the district of Quebec, widow of Arthur Lemelin.

Lot No. 3784 (three thousand seven hundred and eighty four) of the official cadastre for Montcalm's Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on St. John Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec

Québec, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 18 mars, 1925.

[Première publication, le 21 mars, 1925]

1491—12-2

the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.

Quebec, March 18, 1925.

[First publication, March 21, 1925]

1492—12-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province de Québec, District de Richelieu. No 7465. } CHARLES-EDOUARD LACHAPELLE, bourgeois, de Saint-David-d'Yamaska, district de Richelieu, demandeur; contre LORENZO LEMAIRE, des cité et district de Montréal, et EMILE BEAUCHEMIN, du village de Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, défendeurs, à savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Bonaventure en le troisième rang de trois arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur; tenant d'un côté à Ernest Tessier ou représentants et de l'autre côté à Geo. Lemaire; connue et désignée aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Bonaventure comme étant le lot numéro trois cent dix-neuf (No 319)—avec bâtisses.

2. Une autre terre en la dite paroisse, en le quatrième rang, de trois arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur; tenant d'un côté à Alexandre Caron et de l'autre côté à Adélard Courchesne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Bonaventure comme étant les lots numéros cent quatre-vingt et cent quatre-vingt-un Nos 180 et 181) — avec bâtisses;

3. Une terre en la dite paroisse de Saint-Bonaventure, en le troisième rang, de trois arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur plus ou moins; tenant d'un côté à Adélard Lachapelle ou représentants et de l'autre côté à Emile Labonté, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska pour la dite paroisse de Saint-Bonaventure comme étant les lots numéros trois cent vingt-trois et trois cent vingt-quatre (Nos 323 et 324)—avec les bâtisses dessus.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bonaventure-d'Upton, MARDI, le QUATORZIEME jour du mois d'AVRIL prochain 1925, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

MICHEL SAINT-GERMAIN.

Bureau du shérif.

Sorel, 10 mars 1925.

[Première publication, 14 mars 1925]

1371—11-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, District of Richelieu. No. 7465 } CHARLES EDOUARD LACHAPELLE, gentleman, of Saint David d'Yamaska, district of Richelieu, Plaintiff; against LORENZO LEMAIRE, of the city and district of Montreal, and EMILE BEAUCHEMIN, of the village of Saint François du Lac, district of Richelieu, defendants, to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint Bonaventure, in the third range, of three arpents in width by twenty five arpents in depth, adjoining; on one side to Ernest Tessier or representatives and on the other side to Geo. Lemaire, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for said parish of Bonaventure, as being lot number three hundred and nineteen (No. 319)—with the buildings thereon.

2. Another farm in said parish, in the fourth range, of three arpents in width by twenty five arpents in depth; adjoining on one side to Alexandre Caron and on the other side to Adelard Courchesne, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for said parish of Saint Bonaventure, as being the lots numbers one hundred and eighty and one hundred and eighty one (Nos. 180 and 181)—with the buildings thereon.

3. A farm in said parish of Saint Bonaventure, in the third range, of three arpents in width by twenty five arpents in depth, more or less; adjoining on one side to Adelard Lachapelle or representatives and on the other side to Emile Labonté, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Yamaska for said parish of Saint Bonaventure, as being the lots numbers three hundred and twenty three and three hundred and twenty four (Nos. 323 and 324)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of Saint Bonaventure d'Upton, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of the month of APRIL next, 1925, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's office. Sheriff.

Sorel, March 10, 1925.

[First publication, March 14, 1925]

1372—11-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Rimouski.

No 9320. } JOSEPH CARRIER; vs ISIDORE GAGNON, Sayabec, savoir:

1. Le lot No cinq cent trente-quatre au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, troisième rang de la seigneurie du Lac

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

No. 9320. } JOSEPH CARRIER; vs ISIDORE GAGNON, Sayabec, to wit:

1. The lot No. five hundred and thirty-four on the official cadastre of the parish of Sayabec, third Range of the seigniory of Lake Matapédia

Matapédia—avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No trois cent quatre-vingt-sept, rang trois de la seigneurie du Lac Matapédia, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-du Lac—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte Marie-de-Sayabec, le SIX de MAI prochain, 1925, à DIX heures a. m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHS. DANJOU.
Rimouski, 1er avril, 1925.
[Première publication, le 4 avril, 1925]
1727—14-2

—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot No. three hundred and eighty-seven, Range three of the seigniory of Lake Matapédia, on the official cadastre of the parish of Saint Pierre du Lac—with the buildings thereon.

To be sold at the door of the church of Sainte Marie de Sayabec, the SIXTH of MAY next, 1925, at TEN o'clock A. M.

CHS. DANJOU,
Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, April 1st., 1925.
[First publication, April 4, 1925]
1728—14-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour supérieure.

Province de Québec, District de Roberval. No 4555. | JOSPEH DOUCET, cultivateur, de Saint-Méthode, demandeur; vs JOSEPH SENECHAL, du même lieu, aujourd'hui de Normandin, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente-deux (No 32), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quatrième rang du canton Parent, de la contenance de cent acres en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, MARDI, le CINQUIEME jour de MAI prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.
Roberval, 31 mars 1925.
[Première publication, 4 avril 1925]
1741—14-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval. No. 4555. | JOSEPH DOUCET, farmer, of Saint Méthode, Plaintiff; vs JOSEPH SENECHAL, of the same place, now of Normandin, Defendant, to wit:

The lot of land known and described under number thirty two (No. 32), on the official cadastral plan and book of reference of the cadastre for the fourth range of the township of Parent, containing one hundred acres in area, more or less—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Méthode, on TUESDAY, the FIFTH day of the month of MAY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESUQE,
Sheriff's office. Sheriff.
Roberval, March 31, 1925.
[First publication, April 4, 1925]
1742—14-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Québec.

No 1396. | P.-T. LEGARE, LTEE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité et le district de Québec, demandeur; contre PIERRE MERCIER et G.-A. McIVER, tous deux de Scotstown, comté de Compton, district de Saint-François, défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Pierre Mercier:

Le lot No 273, dans le premier rang Victoria Sud, du canton d'Hampden—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Scotstown, MERCREDI le QUINZIEME jour d'AVRIL (1925), à DOUZE heures de l'avant-midi. (midi).

Le député-shérif,
Bureau du shérif. J.-A. LAZURE.
Sherbrooke, le 11 mars 1925.
[Première publication, 14 mars 1925]
1373—11-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Quebec.

No. 1396. | P. T. LEGARE, LTD, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Quebec, Plaintiff; against PIERRE MERCIER and G. A. McIVER, both of Scotstown, county of Compton, district of Saint Francis, defendants.

Seized as belonging to said defendant, Pierre Mercier:

The lot No. 273, in the first range of Victoria South, of the township of Hampden—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Paul de Scotstown, WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of APRIL, 1925, at TWELVE o'clock noon.

J.-A. LAZURE,
Sheriff's office. Deputy-sheriff.
Sherbrooke, March 11, 1925.
[First publication, March 14, 1925]
1374—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne
Cour de Circuit, dans et pour le comté d'Argenteuil.

No 4772. LA CORPORATION DE LA VILLE DE LACHUTE, demanderesse; vs JAMES CLELAND & AL, défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem, maintenant formant partie de la ville de Lachute, comme étant partie du lot 1526—avec bâtisses sus-érigées, et plus particulièrement décrit et borné comme suit: Un morceau de terre de forme irrégulière borné au nord par mille cinq cent cinquante-cinq (1555), au sud par mille cinq cent-vingt-cinq (1525), à l'est par mille cinq cent vingt-sept (1527) et mille cinq cent vingt-huit (1528), et à l'ouest par mille quatre cent soixante-dix-sept (1477), contenant trente-deux mille trois cent quatre-vingt-treize (32393) pieds—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Saint-Julien, dans la ville de Lachute, dit district, le SIXIEME jour de MAI, mil neuf cent vingt-cinq, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 26 mars, 1925.

[Première publication, le 4 avril, 1925]
1699—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne
Circuit Court, in and for the county of Argenteuil.

No. 4772. THE CORPORATION OF THE TOWN OF LACHUTE, plaintiff; vs JAMES CLELAND & AL, defendants;

As belonging to said defendants, the following immovable, to wit:

"An emplacement known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Jerusalem, now forming part of the town of Lachute, as being part of lot 1526—with buildings thereon erected, and further described and bounded as follows: An irregular figure bounded on the north by one thousand five hundred and fifty-five (1555), on the south by one thousand five hundred and twenty-five (1525), on the east by one thousand five hundred and twenty-seven (1527) and one thousand five hundred and twenty-eight (1528), and on the west by one thousand four hundred and seventy seven (1477), containing thirty-two thousand three hundred and ninety-three feet (32393)—with buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of the parish of Saint Julien, in the town of Lachute, said district, the SIXTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty five, at TWO o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Jérôme, March 26, 1925.

[First publication, April 4, 1925]
1700—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Montréal.
Cour de Circuit du district de Montréal.

No 23404. RUTHMAN, LIMITED, demanderesse; vs OCTAVE POIRIER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

"Les lots de terre connus sous les subdivisions numéros trente et trente et un du lot officiel No 7 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Terrebonne—avec bâtisses et dépendances dessus construites."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de la ville de Terrebonne, le CINQUIEME jour de MAI, mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 26 mars 1925.

[Première publication, le 4 avril, 1925]
1701—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal,
Circuit Court of the district of Montreal.

No. 23404. RUTHMAN, LIMITED, plaintiff; vs OCTAVE POIRIER, defendant.

As belonging to said defendant, the following immovables, to wit:

The lots of land known as subdivisions numbers thirty and thirty-one of official lot No. 7, of the official plan and book of reference of the town of Terrebonne — with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of the town of Terrebonne, the FIFTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty-five, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

J. W. CYR.
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Jérôme, March 26, 1925.

[First publication, April 4, 1925]
1702—14-2

Proclamation

Canada,
Province de Québec. N. PERODEAU.
[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. N. PERODEAU
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas,

des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3237 des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, ordonner en tout temps la tenue, dans tout district, d'un terme extraordinaire de la Cour du banc du Roi, siégeant comme tribunal en matière criminelle;

ATTENDU qu'il est devenu nécessaire qu'un terme de cette Cour soit tenu dans le district d'Iberville;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 3237 des Statuts refondus de Québec, 1909, qu'un terme extraordinaire de la Cour du banc du Roi, siégeant en matière criminelle, soit tenu dans le district d'Iberville, à Saint-Jean, le 4ième jour de mai 1925, et les jours suivants.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, ce TRENTE-UNIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la quinzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

1745 C.-J. SIMARD.

KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney General*

WHEREAS under and by virtue of the provisions of article 3237 of the Quebec Revised Statutes, 1909, the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation; direct an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side, to be held in any district;

WHEREAS it has become necessary that a term of this Court be held in the district of Iberville;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have proclaimed and directed and, by these presents, proclaim and direct, in accordance with the provisions of Article 3237 of the Quebec Revised Statutes, 1909, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side, be held in the district of Iberville, at Saint John's, the 4th day of May, 1925, and the following days.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTY FIRST day of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty five, and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1746 Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

VILLE CHATEAUGUAY.

SOUMISSIONS

Avis public est par les présentes donné que la Ville Châteauguay, province de Québec, demande par les présentes des soumissions pour la vente de $4,800.00 d'obligations dont quatre en coupures de mille dollars ($1,000.00) l'une, et l'autre de huit cent dollars, ($800.00) numérotées consécutivement A. 6, 7, 8, 9, 10 inclusivement, de la valeur totale à leur face de $4,800.00, datées du 1er mai 1925, échéant le 1er mai 1945, avec coupons d'intérêts à 5½% y attachés, payables semi-annuellement les 1er mai et novembre de chaque année, au bureau principal ou à toute agence de la Banque Canadienne Nationale dans la Province de Québec.

Les dites obligations ont été émises conformément aux lois de la Province de Québec et en vertu du règlement No. 37 adopté par le conseil de la ville Châteauguay, le 23 août 1923, approuvé par les électeurs principaux, propriéd-

Tenders

TOWN OF CHATEAUGUAY

TENDERS

Public notice is hereby given that the Town of Chateauguay, province of Quebec, hereby asks for tenders for the sale of $4,800.00 of bonds in denominations of which four of one thousand dollars ($1,000.00) each, and the other of eight hundred dollars ($800.00), numbered consecutively A. 6 to 10 inclusively, of a total face value of $4,800.00, dated the first of May 1925, maturing the first of May 1945, with interest coupons at 5½% attached thereto, payable semi-annually the first day of May and November of each year, at the head office or at any branch of the Canadian National Bank in the province of Quebec.

The said bonds have been issued in accordance with the law of the province of Quebec and under by-law No. 37, adopted by the council of the town of Chateauguay, the twenty third day of August 1923, approved by the municipal electors

taires fonciers, les 15 et 16 juin 1923, approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 13 septembre 1923 et en vertu de résolutions adoptées par le conseil de la ville Châteauguay le 23 mars, 1925.

Les dites soumissions seront prises en considération à une séance publique du conseil de la ville Châteauguay, qui sera tenue en la ville Châteauguay, le 20ième jour d'avril 1925, à 7 heures trente p. m.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant des dites obligations.

Dans le cas où la dite soumission ne sera pas acceptée, le dit chèque sera remis sans délai, et celui accompagnant la soumission acceptée ne sera remis qu'après exécution du contrat.

Toute soumission devra mentionner si le prix offert comporte les intérêts accrus sur les dites obligations, lesquels commencent à courir du 1er mai, 1925.

Le présent avis est donné en vertu de résolutions du conseil de la ville Châteauguay, adoptées à sa séance du 23 mars, 1925, en la ville Châteauguay, lesquelles ont été adoptées unanimement.

(Signé) Le maire,
GEORGE HORSNELL.
Le secrétaire-trésorier,
1721 HECTOR VILLARD.

who are property owners, the 15th. and 16th. of June 1923, approved by the lieutenant-governor in council the 13th of September 1923, and in virtue of resolutions adopted by the council of the town of Chateauguay the 23rd. of March 1925.

The said tenders shall be considered at a public seating of the council of the town of Chateauguay, which will be held in the town of Chateauguay the 20th. day of April 1925, at 7.30 o'clock p. m.

Every tender must be accompanied by an accepted check equal to one per cent of the amount of the said bonds.

In the case where the said tender shall not be accepted the said check shall be returned forthwith, and that accompanying the accepted tender shall only be returned after the execution of the contract.

Every tender shall specify whether the price offered includes the accured interest on the said bonds, which shall begin to run from the 1st of May 1925.

The present notice is given under a resolution of the council of the town of Chateauguay adopted at its seating of the 23rd. of March in the Town of Chateauguay, which resolution was unanimously adopted.

(Signed) GEO. HORSNELL,
Mayor.
HECTOR VILLARD,
1722 Secretary-treasurer.

LA CITE DE SAINT-JEAN, P. Q.

Soumissions pour $235,000.00 d'obligations.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées, adressées au soussigné, le Secrétaire-trésorier de la Cité de Saint-Jean, P. Q., à Saint-Jean, P. Q., 18 rue Jacques-Cartier, seront reçues jusqu'à 3 heures p.m., le lundi, 27 avril, 1925, pour l'achat de deux cent trente-cinq mille piastres ($235,000.00) d'obligations de la dite Cité de Saint-Jean, P. Q., datées du premier juin 1925.

Des prix devront être soumis de la manière suivante, savoir:

Pour 5 ans avec intérêt à 5½% par an.
Pour 5 ans avec intérêt à 5% par an.
Pour 10 ans avec intérêt à 5½% par an.
Pour 10 ans avec intérêt à 5% par an.

Ces dites obligations, ainsi que l'intérêt semi-annuellement le premier juin et le premier décembre de chaque année, seront payables aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale à Saint-Jean, P. Q., ou à Montréal, ou au bureau de la Cité de Saint-Jean, P. Q.

Ce montant de $235,000.00 est la balance de l'émission de $263,000.00 autorisée par le règlement No 166 de la dite Cité de Saint-Jean, P. Q.

Ces obligations seront en coupures de cent piastres ou multiples de cette somme au choix de l'acquéreur.

Chaque soumissionnaire devra mentionner si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus au moment de la livraison; elle devra être accompagnée d'un chèque égal à un pour cent de la dite soumission.

Les soumissions seront prises en considération à une séance du Conseil Municipal de la dite Cité lundi, le 27 avril, 1925, à 7 heures p.m.

La Cité ne s'engage à accepter aucune soumission.

Saint-Jean, ce 2 avril 1925.

Le secrétaire-trésorier,
1733 HORMISDAS MORAIS.

THE CITY OF SAINT-JEAN, P. Q.

Tenders for $235,000.00 bonds.

Public notice is hereby given that sealed tenders, addressed to the Secretary-Treasurer of the City of Saint Jean, P. Q., at its office at 18 Jacques Cartier, Saint-Jean, P. Q., will be received until 3 o'clock p.m., Monday, April 27th, 1925, for the purchase of two hundred and thirty-five thousand dollars ($235,000.00) bonds of the said City of Saint Jean, P. Q., dated the first day of June, 1925.

Prices should be given as follows:

For 5 years with interest at 5½%.
Fot 5 years with interest at 5%.
For 10 years with interest at 5½%.
For 10 years with interest at 5%.

These said bonds and the interest on same payable semi-annually, the first day of June and the first of December each year, will be payable at the offices of "La Banque Canadienne Nationale" at Saint-Jean, P. Q., or at Montreal, or at the office of the City of Saint Jean, P. Q.

This amount of $235,000.00 is the balance of an issue of $263,000.00 authorized by By-law No. 166 of the said City of Saint Jean, P. Q.

These bonds are in denominations of one hundred dollars or multiples thereof at the option of the purchaser.

The tenderers shall mention whether the price offered does or does not include the accrued interests at the time of delivery; each tender must be accompanied by an accepted check equal to one per cent of said tender.

The tenders will be considered at a meeting of the Municipal Council of the said City, April 27th. 1925, at seven o'clock p.m.

The City does not bind itself to accept any tender.

Saint Jean, P. Q., April 2nd, 1925.

HORMISDAS MORAIS,
1734 Secretary-Treasurer.

Dans l'affaire de: Napoléon Breton, Saint-Zacharie, Beauce, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le SIX MAI 1925, à ONZE heures, A. M., sera vendu à la porte de l'église de Saint-Zacharie, Co. Beauce, l'immeuble en cette affaire, comme suit:

Un lot de terre de cent acres (100), étant le lot numéro seize (No 16) du rang trois (3), Canton Metgermette nord, dans la paroisse de Saint-Zacharie, Co. Beauce—avec bâtisses, maison privée et grange dessus construites, 30 acres environ en terre faite à culture. La coupe de bois est vendue à The Chaudière Lumber Co., pour une période de vingt ans, du 6 février, 1913.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20, paragraphe 4-*A*, *B*, *C*, de la Loi de faillite, qui équivaut à la vente par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic.
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Québec, ce 1er avril, 1925.

1723—14-2

Dans l'affaire de Gay & Gould, de Buckingham, cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le SEPTIEME jour de MAI 1925, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu à la porte de l'église de Saint-Grégoire-de-Nazianze, en la ville de Buckingham, P. Q., l'immeuble en cette affaire, comme suit:

Toute cette propriété connue et désignée comme étant la subdivision douze-a-quatre (12-A-4) de la ville de Buckingham—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4, *a*, *b*, *c*, de la Loi de faillite, qui équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le Syndic,
J.-E. COUTURE.

Bureau: 193, rue Principale,
Hull, ce 31 mars, 1925. 1725—14-2

Dans l'affaire de Boivin & Demers, Entrepreneur, Montréal, cédants autorisés. Avis est par les présentes donné que JEUDI, le SEPTIEME jour de MAI 1925, à TROIS heures p.m., sera vendu par encan public au bureau du Shérif au Palais de Justice, à Montréal, l'immeuble suivant:

"Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue De Châteaubriand, connu et désigné comme étant le numéro mille dix-sept de la subdivision du lot originaire numéro sept (7-1017), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, et borné comme suit: en front vers le sud-ouest par

In the matter of: Napoléon Breton, Saint Zacharie, Beauce, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SIXTH of MAY, 1925, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at the door of the church of Saint Zacharie, county of Beauce, the immovable forming part of this estate and described as follows:

A lot of land of one hundred (100) acres, being the lot number sixteen (No. 16) of Range three (3), township of Metgermette north, in the parish of Saint Zacharie, county of Beauce—with the buildings, private house and barn, thereon erected, about 30 acres of land under cultivation. The cut of timber is sold to The Chaudiere Lumber Co., for a period of twenty years from the 6th. of February, 1913.

To be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P., and also to article 20, paragraph 4 *A*, *B*, *C*, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Trustee.

Office: 44 Dalhousie Street,
Canada Steamship Lines, Ltd., Building.
Quebec, April 1st, 1925. 1724—14-2

In the matter of Gay & Gould, of Buckingham, authorized assignors.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SEVENTH day of MAY, 1925, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at the door of the parish church of Buckingham, P. Q., the immovable forming part of this estate, to wit:

That piece of land lying on the north side of John Street, in the town of Buckingham, known as the subdivision lot number twelve-a-four (12-A-4) of the town of Buckingham aforesaid, —with all the buildings thereon erected.

This item to be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C. C. P. and also to article 20, paragraph 4 *a*, *b*, *c*, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. E. COUTURE,
Trustee.

Office: 193 Main Street,
Hull, March 31, 1925. 1726—14-2

In the matter of: Boivin & Demers, contractor, Montreal, authorized assignors. Notice is hereby given that THURSDAY, the SEVENTH day of MAY, 1925, at THREE o'clock P.M., there will be sold by public auction at the office of the Sheriff, in the Montreal Court House, the following immovable, to wit:

A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on De Châteaubriand Street, known and designated as being lot number one thousand and seventeen, of the subdivision of original lot number seven (7-1017) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis and bounded as follows: in

la rue De Châteaubriand, en arrière par une ruelle qui est en commun avec tous autres y ayant droit, d'un côté vers le nord-ouest par le lot No 7-1018 dudit cadastre; de l'autre côté vers le sud-est par le lot No 7-1016 dudit cadastre—avec droit de passage dans la ruelle en arrière dudit terrain, avec tous autres y ayant droit.

Cette vente est faite conformément à la Loi de faillite, article 20, paragraphe 4 et suivants, et équivaut à une vente par shérif.

Le syndic,
HERMAS PERRAS

Bureau de: Prévost & Perras,
50 rue Notre-Dame Ouest, Montréal.
1743—14-2

front to the southwest by De Chateaubriand Street, in rear by a lane, the use of which is common with all others having right therein, on one side to the northwest by lot No. 7-1018 of said cadastre; on the other side to the southeast by lot No. 7-1016 of said cadastre—together with right of passage in the lane in rear of said lot of land with all others having right thereto.

This sale is made pursuant of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 and following, and has the effect of a sheriff's sale.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

Office of Prevost & Perras,
50 Notre Dame Street West, Montreal.
1744—14-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 14

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Crassopolo vs Catzandonis..... 1220
" Davidson vs Gélinas..... 1222
" Deeb vs Haddad..... 1221
" Gaudreault vs Simard..... 1220
" Grenier vs Rodrigue..... 1221
" Lamontagne vs Aubé..... 1221
" Lamothe vs Pinsonnault..... 1220
" Leclerc vs Bourque..... 1221
" Magnan vs Bélisle..... 1220
" Rousseau vs Ruel..... 1221
" Saltzman vs Haas..... 1221

ANNONCEURS:—Avis aux:—..... 1169

ASSEMBLÉE :—

Quebec Central Railway Co..... 1222

AVIS DIVERS :—

La Cie Electrique de Chicoutimi, ltée.... 1224
La Corporation d'Energie de Montmagny 1223
Maisonneuve Quarry Co., Lt'd..... 1222
North Shore Power Company..... 1224
The Westmount Industrial Corporation, Lt'd..... 1223
Ville de Richmond..... 1225

BUREAU-CHEF :—

Clark-Bourlamaque Gold Mines, Lt'd... 1225

COMPAGNIEÈ AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :

Arthur E. Moysey & Co., Lt'd..... 1225
Skinner-Hitl Co., Inc..... 1226

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :

Municipalité Villeroy..... 1216

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Examen pour le certificat d'inspecteur d'Ecoles Protestantes..... 1217
Municipalité scolaire Montauban-les-Mines..... 1217
Municipalité scolaire Oka..... 1217
Municipalité scolaire paroisse St-Benoit. 1218
Municipalité scolaire village St-Cœur-de-Marie..... 1218

Index of the Quebec Official Gazette, No 14

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dame Crassopolo vs Catzandonis..... 1220
" Davidson vs Gélinas..... 1222
" Deeb vs Haddad..... 1221
" Gaudreault vs Simard..... 1220
" Grenier vs Rodrigue..... 1221
" Lamontagne vs Aubé..... 1221
" Lamothe vs Pinsonnault..... 1220
" Leclerc vs Bourque..... 1221
" Magnan vs Bélisle..... 1220
" Rousseau vs Ruel..... 1221
" Saltzman vs Haas..... 1221

ADVERTISERS:—Notice to:—..... 1169

MEETING :—

Quebec Central Railway Co..... 1222

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Cie Electrique de Chicoutimi, ltée.... 1224
La Corporation d'Energie de Montmagny 1223
Maisonneuve Quarry Co., Lt'd..... 1222
North Shore Power Company..... 1224
The Westmount Industrial Corporation, Lt'd..... 1223
Town of Richmond..... 1225

CHIEF-OFFICE :—

Clark-Bourlamaque Gold Mines, Lt'd... 1225

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

Arthur E. Moysey & Co., Lt'd..... 1225
Skinner-Hill Co., Inc..... 1226

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—

Municipality Villeroy..... 1216

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Examination for Protestant School Inspector's Certificate..... 1217
School municipality Montauban les Mines..... 1217
School municipality Oka..... 1217
School municipality parish St. Benoit... 1218
School municipality village St. Cœur de Marie..... 1218

Municipalité scolaire Villemontel..... 1217
Ptie Rivière Boyer à St-Henri..... 1218
Ptie Ste-Flore à St-Gérard-des-Laurentides..... 1218

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Coveler, David..... 1216
The Rouyn Mines Company..... 1215

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Conférence de St-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe..... 1218
Conférence de St-Vincent-de-Paul de la paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur. 1219
The Anglo American Trust Co..... 1219

DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE :—

Routes régionales..... 1180

LETTRES PATENTES :—

Balcer Glove Manufacturing Co., Lt'd.. 1170
Canadian & Scotch Woollen Co..... 1170
Club Libéral Social Laurier, Inc.—Laurier Liberal & Social Club, Inc..... 1172
Cote's Economic Rosser, Lt'd..... 1174
Crispettes, Limited..... 1175
Eastern Abattoirs, Lt'd..... 1203
Echenberg Co., Lt'd..... 1205
Fiske Gold Mines, Lt'd..... 1177
I. M. Rubinovitch & Co., Lt'd..... 1178
Le Jardin de l'Enfance St-Joseph, Inc... 1179
Les Fabricants de Conserves Domestiques, ltée—Domestic Canners, Lt'd... 1208
The City Orangeade, Lt'd..... 1210
The King Paper Box Co., Lt'd..... 1212
The United Photographic Stores, Lt'd.. 1213

LIQUIDATION—AVIS DE :—

Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines, Lt'd..... 1226

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Société des Patrons de la Beurrerie de Colombourg..... 1219
Société des Patrons de la Beurrerie de La Sarre..... 1220

ORDRE DE COUR :—

Champagne, Dame Léa..... 1226

PROCLAMATION :—

Cour du Banc du Roi, dist. d'Iberville... 1246

SOUMISSIONS :—

Cité de Saint-Jean..... 1248
Municipalité scolaire de Saint-Michel-de-Rougemont, village..... 1227
Ville Châteauguay..... 1247

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Canadian National Express..... 1228
Dominion Express Company..... 1228

School municipality Villemontel..... 1217
Pt. Rivière Boyer to St. Henri..... 1218
Pt. Ste. Flore to St. Gérard des Laurentides..... 1218

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Coveler. David..... 1216
The Rouyn Mines Company..... 1215

TREASURY DEPARTMENT :—

Conférence de St-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe..... 1218
Conférence de St-Vincent-de-Paul de la paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur. 1219
The Anglo American Trust Co..... 1219

ROADS DEPARTMENT :—

Regional Highways..... 1180

LETTERS PATENT :—

Balcer Glove Manufacturing Co., Lt'd.. 1170
Canadian & Scotch Woollen Co..... 1170
Club Libéral Social Laurier, Inc.—Laurier Liberal & Social Club, Inc..... 1172
Cote's Economic Rosser, Lt'd..... 1174
Crispettes, Limited..... 1175
Eastern Abattoirs, Lt'd..... 1203
Echenberg Co., Lt'd..... 1205
Fiske Gold Mines, Lt'd..... 1177
I. M. Rubinovitch & Co., Lt'd..... 1178
Le Jardin de l'Enfance St-Joseph, Inc... 1179
Les Fabricants de Conserves Domestiques, ltée—Domestic Canners, Lt'd... 1208
The City Orangeade, Lt'd..... 1210
The King Paper Box Co., Lt'd..... 1212
The United Photographic Stores, Lt'd.. 1213

WINDING UP NOTICE :—

Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines, Lt'd..... 1226

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Société des Patron. de la Beurrerie de Colombourg..... 1219
Société de Patron. de la Beurrerie de La Sarre..... 1220

RULE OF COURT :—

Champagne, Dame Léa..... 1226

PROCLAMATION :—

Court of King'. Bench, dist of Iberville. 1246

TENDERS :—

City of St. Johns'..... 1248
School municipality of Saint Michel de Rougemont, village..... 1227
Town Châteauguay..... 1247

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE :—

Canadian National Express..... 1228
Dominion Express Company..... 1228

VENTES, LOI DE FAILLITE :—

Allard-Ouellet, Dame Célina..... 1229
Boivin & Demers..... 1249
Breton, Napoléon..... 1249
Carbonneau, Arthur..... 1228
Dupuis, Louis..... 1230
Gay & Gould..... 1249
Lagacé, Omer..... 1229
Lord, Arthur..... 1230

VENTES PAR LICITATION :—

Letourneux vs Letourneux *et al*..... 1234
Masson & Masson *et al*..... 1231

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Blanchard vs Giguère..... 1235

CHICOUTIMI :—

Charest vs Belley..... 1235
Lévêque vs Tremblay..... 1236

GASPÉ :—

La Cie Desjardins, ltée vs Vignet..... 1236

HULL :—

Sayer vs Stephens *et al*..... 1237

IBERVILLE :—

Laurion vs Patenaude..... 1237

JOLIETTE :—

Charretier vs Belisle..... 1238
Gareau *et al* vs The St. Lin Clothing Co., Lt'd..... 1238

MONTRÉAL :—

Chaurette vs Pépin..... 1240
Gurd vs Brooks..... 1241
Hoolahan vs Chabot..... 1239
Hoolahan vs Girard..... 1239
Ranger vs Proulx..... 1239
Vaillancourt vs Leduc..... 1240
Williams vs Altman *et al*..... 1242

QUÉBEC :—

Canadian National Rys. vs Ford *et al*..... 1242
Cité de Québec vs Couture..... 1242
Cité de Québec vs Galarneau..... 1243
Comptoir du Crédit, ltée vs Verreault..... 1242
Pouliot vs Drolet..... 1243
Sim vs Paquet *et al*..... 1241

RICHELIEU :—

Lachapelle vs Lemire *et al*..... 1244

RIMOUSKI :—

Carrier vs Gagnon..... 1244

ROBERVAL :—

Doucet vs Senechal..... 1245

SALES BANKRUPTCY ACT :—

Allard-Ouellet, Dame Célina..... 1229
Boivin & Demers..... 1249
Breton, Napoléo..... 1249
Carbonneau, Arthur..... 1228
Dupuis, Louis..... 1230
Gay & Gould..... 1249
Lagacé, Omer..... 1229
Lord, Arthur..... 1230

SALES BY LICITATION:—

Letourneux vs Letourneux *et al*..... 1234
Masson & Masson *et al*..... 1231

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Blanchard vs Giguère..... 1235

CHICOUTIMI :—

Charest vs Belley..... 1235
Lévêque vs Tremblay..... 1236

GAS É :—

La Cie Desjardins, ltée vs Vignet..... 1236

HULL :—

Sayer vs Stephens *et al*..... 1237

IBERVILLE :—

Laurion vs Patenaude..... 1237

JOLIETTE :—

Charretier vs Belisle..... 1238
Gareau *et al* vs The St. Lin Clothing Co., Lt'd..... 1238

MONTREAL :—

Chaurette vs Pépin..... 1240
Gurd vs Brooks..... 1241
Hoolahan vs Chabot..... 1239
Hoolahan vs Girard..... 1239
Ranger vs Proulx..... 1239
Vaillancourt vs Leduc..... 1240
Williams vs Altman *et al*..... 1242

QUEBEC :—

Canadian National Rys. vs Ford *et al*..... 1242
City of Quebec vs Couture..... 1242
City of Quebec vs Galarneau..... 1243
Comptoir du Crédit, ltée vs Verreault..... 1242
Pouliot vs Drolet..... 1243
Sim vs Paquet *et al*..... 1241

RICHELIEU :—

Lachapelle vs Lemire *et al*..... 1244

RIMOUSKI :—

Carrier vs Gagno..... 1244

ROBERVAL :—

Doucet vs Senechal..... 1245

SAINT-FRANCOIS :—

P.-T. Légaré, ltée vs Mercier *et al*..... 1245

TERREBONNE :—

Corporation ville Lachute vs Cleland *et al* 1246
Ruthman, Lt'd vs Poirier..... 1246

SAINT FRANCIS :—

P. T. Légaré, Lt'd vs Mercier *et al*..... 1245

TERREBONNE :—

Corporation town Lachute vs Cleland *et al* 1246
Ruthman, Lt'd vs Poirier..... 1246

QUÉBEC:—Imprimé par LS-A PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by LS-A. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.